

# SOMMET DE JOHANNESBURG 2002



## PROFIL DU MALI



NATIONS UNIES

## INTRODUCTION - RECUEIL DES PROFILS DE PAYS 2002

Le programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro en 1992, a souligné le rôle important que les États devaient jouer dans sa mise en oeuvre au niveau national. Il y était recommandé que les États envisagent d'établir des rapports nationaux et de communiquer les informations y figurant à la Commission du développement durable, notamment à propos des activités entreprises pour mettre en oeuvre Action 21, des obstacles et problèmes auxquels ils se heurtaient, et de toute autre question liée à l'environnement et au développement qu'ils jugeaient pertinente.

Les gouvernements ont donc commencé à préparer en 1993 des rapports nationaux pour les soumettre à la Commission. Après avoir suivi cette pratique pendant deux ans, la Commission a décidé qu'il serait utile de disposer d'une version abrégée des rapports nationaux présentée jusqu'alors. En 1997, son secrétariat a publié le premier recueil des profils de pays à l'occasion de la révision quinquennale du Sommet Planète Terre (Rio +5). Y sont résumés, pays par pays, tous les rapports nationaux soumis entre 1994 et 1996; chaque profil faisait le point des progrès réalisés au titre de chacun des chapitres du programme Action 21.

Les profils de pays ont les objectifs suivants:

- Aider les pays à suivre leurs propres progrès;
- Partager leurs expériences et leurs informations avec d'autres;
- Servir de mémoire institutionnelle pour suivre et consigner les mesures adoptées au plan national afin de mettre en oeuvre Action 21.

Un deuxième recueil de profils de pays sera publié à l'occasion du Sommet mondial pour le développement durable qui aura lieu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002. Chaque profil porte sur les 40 chapitres d'Action 21, ainsi que sur les questions dont la Commission a traité séparément depuis 1997, notamment le commerce, l'énergie, les transports, le tourisme durable et l'industrie.

Les profils de pays 2002 fournissent l'aperçu le plus complet à ce jour de l'état de mise en oeuvre au niveau national des recommandations contenues dans le programme Action 21. Chaque profil est basé sur des informations mises à jour à partir de celles contenues dans les rapports nationaux présentés chaque année par les gouvernements.

Préparer des rapports nationaux est rarement chose facile. Mais il peut être productif et gratifiant de faire le point de ce qui a été réalisé en renforçant la communication, la coordination et la coopération entre divers organismes, institutions et groupes nationaux. Il faut espérer que les informations contenues dans ce recueil de profils de pays seront des outils précieux pour tirer les leçons de l'expérience et des connaissances acquises par chaque pays dans sa quête du développement durable.

## NOTE A L'INTENTION DES LECTEURS

La série des aperçus de programmes de pays de 2002 présente des informations sur la mise en oeuvre d'Action 21 par pays et par chapitre (à l'exception des chapitres 1 et 23, qui constituent des préambules). Depuis la tenue de la Conférence de Rio en 1992, la Commission du développement durable a expressément examiné des questions qui ne faisaient pas l'objet de chapitres distincts dans Action 21. Ces questions, le commerce, l'industrie, l'énergie, les transports et le tourisme durable, sont donc traitées dans des sections distinctes dans les aperçus de programmes de pays. Les renseignements visant plusieurs chapitres d'Action 21 étroitement liés, par exemple les chapitres 20 à 22, qui traitent de la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, des déchets solides et des déchets radioactifs, respectivement, ou les chapitres 24 à 32, qui portent sur le renforcement du rôle des principaux groupes, figurent sous le même intitulé. Enfin, les informations se rapportant aux chapitres 16 et 34, qui traitent le premier de la gestion écologiquement rationnelle des biotechniques, le second du transfert de techniques écologiquement rationnelles, de la coopération et de la création de capacités, ont été regroupées sous le même intitulé, étant donné qu'elles sont relativement peu abondantes.

*A la sortie de cette publication, le Mali n'avait pas soumis son Profil dans le format standard demandé par le Secréariat. Étant donné que le format diffère de celui utilisé par la plupart des pays, des contradictions peuvent survenir au moment d'inclure l'information dans la base de données actuellement en construction. Pour cette raison, nous faisons appel au pays pour que le Profil soit présenté dans le format standard demandé par le Secréariat et qui se trouve disponible dans ce CD-ROM. Une fois que le Profil aura le format standard et sera soumis au Secréariat, il réapparaîtra sur notre site internet: <http://www.un.org/esa/agenda21/natlinfo>.*

## LISTE DES SIGLES COURAMMENT UTILISES

ACS	Association des États des Caraïbes
ADRD	Agriculture et développement rural durables
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AL21	Agenda Local 21
AME	Accord multilatéral de l'environnement
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
APEC	Association de coopération économique Asie-Pacifique
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CBD	Convention sur la diversité biologique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CDD	Commission du développement durable des Nations Unies
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEEI	Comptabilité écologique et économique intégrée
CEI	Communauté d'États indépendants
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CICDD	Centre international de commerce et de développement durable
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CIUS	Conseil international des unions scientifiques
CMA	Conseil mondial de l'alimentation
CMAE	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDM	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
CNULCD	Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification
COI	Commission océanographique intergouvernementale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
DAES	Département des affaires économiques et sociales
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EIE	Étude d'impact sur l'environnement
EPID	Etats des petites îles en voie de développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIAD	Fondation internationale pour l'assistance au développement
FIDA	Fonds international de développement agricole

FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GCRAI	Groupe consultatif de la recherche agricole internationale
GEMS	Système mondial de surveillance continue de l'environnement (PNUE)
GES	Gaz à effet de serre
GESAMP	Groupe mixte d'experts chargés d'étudier les aspects scientifiques de la pollution des mers
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GLOBE	Organisation mondiale des parlementaires pour la protection de l'environnement
GRID	Base de données sur les ressources mondiales
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFCS	Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ISDR	Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles
ISO	Organisation internationale de normalisation
LICR	Lutte intégrée contre les ravageurs
MARPOL	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
MSDN	Maintient des stratégies du développement national
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUSID	Programme commun co-parrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAEN	Plan d'action de l'environnement national
PCE	Programme coopératif sur l'environnement par l'Asie du sud
PISSC	Programme international sur la sécurité des substances chimiques
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement Union mondiale pour la protection de la nature
PPP	Partenariat public et privé
RISCPT	Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques
SIG	Système d'information géographique
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable
SMO	Système mondial d'observation (OMM/VMM)
SPREP	Programme régional pour l'environnement du pacifique du sud
TIC	Technologies de l'information et des communications
UE	Union européenne

UICN	Union Internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles
UMA	Union du Maghreb arabe
UNDRO	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNU	Université des Nations Unies
VAM	Veille atmosphérique mondiale (OMM)
VIH/sida	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
VMM	Veille météorologique mondiale (OMM)
WWF	Fonds mondial pour la nature
ZEE	Zone économique exclusive

## I. INTRODUCTION

L'humanité se trouve à un moment crucial de son histoire. Nous assistons actuellement à la perpétuation des disparités inter et intra nations, à une aggravation de la pauvreté se traduisant par la faim, l'analphabétisme, la détérioration de l'état de santé et la dégradation continue des écosystèmes dont nous sommes tributaires pour notre bien-être.

Mais si nous intégrons les questions d'environnement et de développement et si nous accordons une plus grande attention à ces questions, nous pourrions satisfaire les besoins fondamentaux, améliorer le niveau de vie pour tous, mieux protéger et mieux gérer les écosystèmes et assurer un avenir plus sûr et plus prospère pour les générations actuelles et futures.

Aucun pays ne saurait réaliser tout cela à lui seul, mais la tâche est possible si nous œuvrons tous ensemble dans le cadre d'un partenariat mondial pour le développement durable.

C'est ainsi que, lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro au Brésil, en 1992, l'Agenda 21 a été adopté par l'ensemble des pays de la planète. L'Agenda 21 aborde les problèmes urgents d'aujourd'hui et cherche aussi à préparer le monde aux tâches qui l'attendent au cours du siècle prochain. Ce programme reflète un consensus mondial et un engagement politique au niveau le plus élevé sur la coopération en matière de développement et d'environnement. La bonne application de l'Agenda 21 est de la responsabilité des gouvernements mais aussi de la société civile et dépend de sa prise en charge par l'élaboration des stratégies, plans et politiques aux niveaux national, sous régional et régional. La coopération internationale doit donc appuyer et compléter les efforts nationaux. Dans ce contexte, le système des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer.

D'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales devront également contribuer à cet effort. Il faudrait, de même encourager la plus grande participation de la société civile.

Dix ans après Rio, la communauté internationale s'interroge sur le chemin parcouru en terme de décisions prises et d'actions menées et de leurs impacts sur l'environnement et le développement mondial. Le Mali, depuis le sommet de Rio, a adopté une série de mesures et d'actions dans le cadre de la mise en oeuvre des conventions issues de Rio. Le processus de l'élaboration du Plan national d'Action Environnementale (PNAE) se situe dans ce cadre et constitue la traduction nationale de l'Agenda 21.

Le présent rapport se propose de faire l'état des lieux pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 en vue de la préparation du sommet mondial Rio + 10 devant se tenir en Afrique du Sud en 2002.

L'objectif est de procéder à l'évaluation de la mise en œuvre de l'Agenda depuis le sommet de Rio, en 1992. Le document comprend quatre parties :

- la première partie est consacrée aux dimensions sociales et économique du développement ;
- la deuxième partie à la conservation et à la gestion des ressources naturelles;
- la troisième partie au renforcement du rôle des principaux acteurs de la société,
- la quatrième partie à la mise en œuvre de l'Agenda.

Ces quatre parties seront complétées par une cinquième relative à l'analyse des questions critiques.

Le processus de l'évaluation de l'Agenda a comporté les étapes successives suivantes

- la mise en place d'un comité national de pilotage composé des membres des institutions de l'État, de la société civile et des ONG,
- la revue bibliographique et les rencontres avec les acteurs,
- la préparation d'un rapport provisoire par un consultant,
- la présentation et la discussion du rapport provisoire dans des ateliers avec les groupes d'acteurs (institutions de l'État, société civile, ONG, femmes et jeunes),
- l'organisation d'ateliers régionaux à Bamako, Ségou, Mopti et Gao,
- la tenue de l'atelier national de validation.



## **PREMIERE PARTIE**

### **DIMENSION SOCIALES ET ECONOMIQUES**

**Chapitre 2 : Coopération Internationale**

**Chapitre 3 : Lutte contre la pauvreté**

**Chapitre 4 : Changer les modes de consommation (énergie et transport)**

**Chapitre 5 : Population et développement durable**

**Chapitre 6 : Protection et promotion de la santé**

**Chapitre 7 : Des établissements humains durables**

**Chapitre 8 : Décisions pour un développement durable**

## RESUME DU CHAPITRE 2

### COOPERATION INTERNATIONALE

#### MALI

#### **Chapitre 2 : Coopération Internationale**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décisions**

- Présidence de la République ;
- Assemblée Nationale ;
- Cour Constitutionnelle ;
- Primature et Ministère de l'Intégration ;
- Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Autres départements ministériels.

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi n° 96-009/AN-RN du 13 février portant création de la Direction de la coopération internationale;
- Création d'une délégation générale des maliens de l'extérieur.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Adoption d'une politique de coopération internationale,
- Adoption d'une politique hardie d'intégration régionale, de connexion aux nouvelles technologies ;
- Développement d'une stratégie offensive de Coopération en particulier avec l'Union Européenne, sur les nouvelles biotechnologies et les semences ;

#### **1.4 Participation des groupes principaux à la prise de décision**

Dans le processus d'élaboration des éléments de la politique nationale de la coopération internationale, tous les départements Ministériels sont impliqués.

Par ailleurs le Mali entretient avec ses différents partenaires bilatéraux et multilatéraux des programmes de coopération annuels ou pluriannuels dans le cadre du financement du développement économique et social du pays. Les maliens de l'extérieur participent à la définition des éléments de politique en matière de coopération internationale : en témoignent la création du Ministère du même nom et celle de la délégation des maliens de l'extérieur.

### **II. SITUATION**

#### **Etat des lieux**

Conformément à la loi n° 96- 009 du 13 février 1996, la Direction de la coopération internationale a pour mission, d'élaborer des éléments de la politique de coopération internationale, de coordonner et contrôler les activités des Missions Diplomatiques et Consulaires et de tous les organismes nationaux impliqués dans la mise en œuvre de cette politique.

La coopération internationale a pour objectif global de contribuer à renforcer les relations entre le Mali et ses partenaires qu'ils soient du Nord ou du Sud.

Cet objectif global se décline en deux objectifs spécifiques :

- améliorer les conditions de mobilisation des appuis accordés au Mali,
- accroître le volume de l'aide au développement en faveur du Mali.

Pour atteindre ces objectifs prioritaires, la coopération internationale s'est attelée à un certain nombre de tâches . Au titre de l'amélioration des conditions de mobilisation de l'aide accordée au Mali, la Coopération entretient avec ses différents partenaires au développement, des programmes de coopération annuels ou pluriannuels qui traduisent la volonté de ces partenaires à appuyer le financement du développement durable du pays.

A cet effet, il y a eu plusieurs revues et consultations:

- des revues tripartites de projets et programmes,
- de revues à mi-parcours de programmes,
- des suivis de mise en œuvre de projets,
- des consultations sur la coopération bilatérale entretenue avec plusieurs pays du Nord et du Sud,
- des consultations sur la coopération multilatérale entretenue notamment avec l'Union Européenne.

En ce qui concerne l'accroissement de l'aide, le Mali a réalisé un certain nombre d'activités dans ce sens:

- la tenue de réunions mixtes,
- la participation aux réunions des Organisations Internationales,
- l'organisation de tables rondes,
- la recherche de nouveaux partenaires,
- l'organisation de visites au Mali et à l'étranger,
- la négociation et la conclusion d'accords et de conventions.

Le Mali à travers sa coopération internationale, s'est également beaucoup investi dans l'opérationnalisation des organisations sous-régionales et régionales (UEMOA, CILSS, CEDEAO, OMVS, LYPTAKO GOURMA).

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

La coopération internationale joue un rôle de coordination dans la répartition des financements entre les différents départements Ministériels. Elle est de ce fait impliquée dans la mise en œuvre de tous les projets et Programmes de

développement d'appui au développement durable.

#### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS /ÉDUCATION /FORMATION / SENSIBILISATION**

##### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Mise en place d'une commission consultative Gouvernement/Bailleurs de fonds pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la table ronde sur le financement de l'environnement ;
- Mise en place d'une commission mixte Mali/Partenaires au développement pour la concertation dans le cadre du processus d'élaboration et de suivi du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

##### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

Dans le cadre de la coopération bilatérale et/ou multilatérale, le Mali bénéficie très souvent de bourses de formation en faveur des étudiants et cadres nationaux. De même, des visites d'études et d'échanges sont organisées pour le renforcement des capacités des acteurs de l'administration et de la société civile.

##### **4.3 Renforcement des capacités matérielles**

- Inexistant.

#### **V. INFORMATION**

- Presses écrites et parlées ;
- Internet ;
- Autres supports servant à véhiculer l'information.

#### **VI. TECHNOLOGIE**

Non applicable

#### **VII. FINANCEMENT**

##### **7.1 Interne**

- Gouvernement ;
- Coopération décentralisée (Budget des collectivités territoriales jumelées).

##### **7.2 Externe**

- Partenaires au développement (bilatéraux et multilatéraux)

##### **Coopération multilatérale**

- O.M.C (Organisation Mondiale du Commerce) ;
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement ;
- BAD ;
- BOAD ;
- Institutions internationales de financement.

### Coopération bilatérale

- USAID ;
- Coopération canadienne ;
- Coopération allemande ;
- Banques nationales ;
- Toutes les agences de coopération bilatérales.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention sur la diversité biologique, signée le 22/9/1993, ratifiée le 29/3/1995 ;
- Convention sur la sécurité nucléaire, signée le 22/5/1995, ratifiée le 13/5/1996 ;
- Accord Intergouvernemental Régional Africain de Coopération pour la recherche, le Développement et la Formation relatif à la science et à la technologie nucléaire (AFRA), signé le 2/12/1996 ;
- Convention sur l'Interdiction du Développement de la Production et du Stockage des Armes Chimiques et sur leur destruction, signée le 13/01/1993 ;
- Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la désertification, signée le 15/10/1994, ratifiée le 31/10/1995 ;
- Convention de Vienne, protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone signé le 28/10/1994 ;
- Convention des Nations Unies sur les changements climatiques, signée le 22/09/1992, ratifiée le 28/12/1994 ;
- Convention sur l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) ; ratifiée le 30/12/1994 ;
- Convention sur la prolifération et l'utilisation des armes légères ;
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des enfants ;
- Convention de Genève de 1949 et les deux Protocoles additionnels de 1977 ;
- Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel, 1997 ;
- Moratoire de la CEDEAO sur la prolifération des armes légères ;
- Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) ;
- Etablissement de Passeports CEDEAO à travers les pays membres ;
- Etablissement de Certificats internationaux de transhumance des animaux dans l'espace CEDEAO ;
- Harmonisation du Tarif Extérieur Commun (TEC).

## **RESUME DU CHAPITRE 3**

### **LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

#### **MALI**

#### **Chapitre 3 : La lutte contre la pauvreté**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Primature et Ministère de l'Intégration ;
- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
- Ministère des Finances et de l'Economie ;
- Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de la Culture ;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère des Domaines de l'État et des Affaires Foncières, de la Communication ;
- Ministère des Forces Armées et des Anciens Combattants ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- Ministère de la Justice ;
- Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Éducation Nationale.

##### **1.2 Décisions prises**

- Décret n°01-175/PM-RM du 12 avril 2001 fixant les mécanismes institutionnels de préparation, de suivi et d'évaluation du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- Organisation d'une table ronde à Genève en juillet 1998 avec les bailleurs de fonds au cours de laquelle le gouvernement du Mali a présenté sa stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ;
- Loi 93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales modifiée par la loi n°96-056 du 16/10/1996 ;
- Mise en place d'un Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD) ;
- Mise en place d'un Système Financier Décentralisé (SFD) ;
- Mise en place d'une Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Application de la politique nationale d'aménagement hydro-agricole ;
- Politique de renforcement des capacités techniques et financières des institutions de crédits ;
- Mise en œuvre du PRODEC ;
- Mise en œuvre du PRODESS ;
- Mise en place du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté ;
- Elaboration de la politique nationale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- Création d'un établissement financier spécialisé dans les prêts hypothécaires en vue de développer le crédit au logement ;
- Politique nationale de protection de l'environnement ;
- Politique de promotion de l'investissement immobilier ;
- Création de l'Office Malien de l'Habitat.

#### **1.4 Participation des groupes principaux**

Émergence de la société civile à travers la création de 4000 Associations recensées et 1300 ONG dont 146 actives sur le terrain.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

- Mise en place de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté au Mali ODHD/LCPM qui a pour mission l'analyse, le traitement et la diffusion des informations existantes en vue d'améliorer la définition et l'évaluation des politiques, programmes et projets centrés sur le Développement Humain Durable et la Lutte contre la Pauvreté au Mali (1997) ;
- Bilan Diagnostique sur le Développement Humain Durable (1995) ;
- Analyse qualitative de la Pauvreté au Mali (1997) ;
- Elaboration de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (1998-2000) adoptée par le gouvernement en Mars 2000 ;
- Etude Nationale Prospective Mali 2025 qui détermine un Projet de Société pour le Mali à l'Horizon d'une génération (en cours d'élaboration) ;
- Mise en place de la cellule du CSLP ;
- Des initiatives ont été entreprises dans le cadre du développement rural à travers des projets et programmes pour créer des revenus monétaires additionnels à partir des productions agro-pastorales : ces initiatives sont caractérisées par la diversification des systèmes de production basée sur le développement des filières coton (apiculteurs, agriculteurs, embouche, karité, sésame, pois sucré), riz, viande et bois ;
- Appui à la promotion féminine et à la diversification des cultures au niveau de l'Office du Niger ;
- D'autres initiatives ont été entreprises par la CMDT dans le cadre de l'amélioration du niveau d'alphabétisation dans leurs zones d'intervention (alphabétisation de base, post-alphabétisation, formation professionnelle).

En dépit de ces efforts louables consentis par le Gouvernement et ses partenaires financiers, il reste entendu que les couches les plus défavorisées ne sont pas suffisamment impliquées la conception et la mise en œuvre des programmes et projets conçus pour lutter contre la pauvreté.

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- PRODEC (Programme Décennal de Développement de l'Education),
- PRODESS (Programme décennal de développement sanitaire et social),
- PNIR (Programme national d'infrastructure rurale),
- PASAOP (Programme d'appui aux services agricoles et aux organisations paysannes),
- Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA),
- Programme d'Appui à la Mobilisation des Ressources Internes (PAMORI),
- PSAR K (Programme Sécurité Alimentaire de la région de Kidal ),
- Programme Spécial de Sécurité Alimentaire ( PSSA).

### **3.2 Projets importants**

- Projet d'Appui aux Initiatives de Base (PAIB) dans la Lutte contre la Faim et la Pauvreté (1996) ;
- Initiation du programme Habitat II (1996) ;
- Projet Développement Urbain et Décentralisation (PDUD) ;
- Plan d'Action National sur l'Alimentation et la Nutrition (PANAN) ;
- Projet FSD de lutte contre la pauvreté dans les zones de Diéma, Kolokani et Banamba (2001) ;
- Projet d'Appui à la Gestion Economique (PAGE) ;
- Projet périmètre maraîcher féminin de Niéna ;
- Projet Mali Nord-Est Gao ;
- Projet Plate forme Multifonctionnelle de Lutte Contre la Pauvreté;
- Projet d'Appui au Développement Local de Gao (PADL) ;
- DDRK Kidal ;
- SNV Ménaka.

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Mise en place de la cellule du CSLP.

### **4.2 Capacités humaines**

- mise en œuvre des activités identifiées dans le PRODEC et le PRODESS;
- mise en œuvre du projet de consolidation de la formation professionnelle.

## **V. INFORMATIONS**

- Conférence/débats ;
- Foires agricoles;
- Bourse des céréales;
- Sketch à la radio et à la télévision.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- cases améliorées, séchoirs améliorés d'échaloppe ;
- techniques de transformation de fruits et légumes ;



- techniques de découpe et de pressage de l'oignon.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement ;
- Collectivités territoriales ;
- Privés ;
- Société civile.

### **7.2 Externe**

- Banque Mondiale ;
- PNUD ;
- UNICEF ;
- OMS ;
- BAD ;
- ONG ;
- OMC ;
- CNUED ;
- UE ;
- FED ;
- FENU ;
- FIDA ;
- Allemagne.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Table ronde des bailleurs de fonds (1998) à Genève sur la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

## **RESUME DU CHAPITRE 4**

### **CHANGER LES MODES DE CONSOMMATION**

#### **MALI**

#### **Chapitre 4 : Changer les modes de consommation**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de la Femme de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Décentralisées;
- Ministère de l'Education Nationale.

#### **1.2 Décisions prises**

- Le Texte interdisant l'utilisation de certains produits chimiques tels que le DDT ;
- Le texte qui prévoit une subvention sur le prix du gaz ;
- La suppression des taxes à l'importation sur le matériel de production de l'énergie solaire ;
- Le texte réglementaire interdisant l'introduction des substances appauvrissant la couche d'ozone ;
- Texte interdisant l'importation de viande bovine et produits dérivés, de farine de viande, de sang et d'os, de bovins vivants, d'ovules et d'embryons de bovins (conserves de viande, saucissons, jambons, corned-beef, produits de viande emballés sous vide, cubes alimentaires) ;
- Texte réglementant la production, l'importation et la vente de sel iodé pour la prévention des troubles dus à la carence en iode ;
- Plan d'action national sur l'alimentation et la nutrition ;
- Transformation et conservation des produits nationaux;
- Création d'un laboratoire de technologie alimentaire;
- Création d'une Association des transformateurs des produits agro-alimentaires (céréale et lait).

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies (à approfondir)**

- Stratégie de l'énergie domestique ;
- Organisation de foires nationales pour la valorisation des produits locaux.

#### **1.4 Participation des groupes principaux**

L'association des consommateurs du Mali (ASCOMA) intervient dans l'application

des textes en vigueur. *Exemple* : procès ASCOMA/CRAVEN à propos de la publicité sur la cigarette. Prise de position de l'ASCOMA par rapport à l'utilisation du bromate de potassium dans la fabrication du pain.

## II. SITUATION

### Etat des lieux

Suite aux mesures et décisions prises, des efforts notoires ont été faits dans les domaines ci-après :

#### ***En matière agro-alimentaire :***

- promotion de petites unités de conservation et de transformation de produits alimentaires en vue de diminuer les pertes de production et de réduire l'importation des produits alimentaires ;
- institution d'un système d'information sur le marché céréalier et le marché à bétail ;
- contribution à la création de nouvelles sources de revenus pour les femmes à travers la vente des produits alimentaires séchés ;
- contribution à une amélioration de la qualité nutritionnelle et hygiénique des produits alimentaires ;
- promotion des activités socio-économiques à travers la sécurisation et l'approvisionnement en produits de première nécessité ;
- appui à la promotion des filières agro-pastorales ;
- création de l'Observatoire du Marché Agricole (OMA).

#### ***En matière d'énergie :***

- introduction de foyers améliorés, fourneaux et réchauds à pétrole et à gaz en vue de diminuer la pression sur les ressources ligneuses (Stratégie Energie Domestique) ;
- transformation des déchets agricoles en briquettes combustibles utilisées en lieu et place du charbon de bois ;
- mise à disposition du gaz subventionné comme combustible dans les grandes villes ;
- promotion du bio gaz en milieu rural ;
- promotion de l'énergie solaire
- introduction des lampes à faible consommation.

#### ***En matière de transport :***

- forte taxation à l'importation des véhicules trop âgés et des véhicules de «luxe».

#### ***En matière pharmaceutique :***

- promotion des médicaments essentiels en harmonie avec le pouvoir d'achat des plus démunis.

Il faut retenir que le changement des modes de consommation est fortement tributaires des habitudes de consommation et du pouvoir d'achat (généralement très bas) des populations.

## III. PROGRAMMES/PROJETS

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (PASAOP) ;
- Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) ;
- Programme d'interventions prioritaires.

### **3.2 Projets importants**

- Projet développement villageois (janvier 97) à Bafoulabé ;
- Appui au réseau d'ONG féminine Yiriba SUMA ;
- Projet Intégré de Sécurité Alimentaire de Nara ;
- Projet Multisectoriel villageois Bélé Dougou ;
- Promotion des Initiatives locales à Ouéléssébougou ;
- Stratégie Energie Domestique (SED) ;
- Projet de développement des régions du nord ;
- Projet BIT/PNUD à Kita ;
- Périmètres irrigués de Sélingué aval ;
- Vulgarisation agricole en pays Dogon ;
- Projet de développement intégré de la région de Bougouni ;
- Projet grenier de prévoyance de San ;
- Projet de Développement Intégré en Aval de Manantali (PDIAM) ;
- Projet de Développement de l'Aviculture au Mali (PDAM) ;
- PAPIV Gao ;
- Projet de Développement Rural du cercle d'Ansongo ( PRODECA) ;

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

La liberté d'association garantie par la constitution de la République du Mali a permis l'émergence d'un grand nombre d'associations et d'ONG. Exemple: Association des Consommateurs du Mali (ASCOMA), Organisations paysannes, Syndicats défendant leurs intérêts.

### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Plaidoyer auprès des pouvoirs publics ;
- Information des consommateurs pour leur permettre de mieux percevoir leurs droits et défendre leurs intérêts.
- Appui aux organisations d'artisans et aux PME

## **V. INFORMATIONS**

Information de plus en plus fréquente du grand public à travers des émissions radio, des débats télévisés et autres supports publicitaires sur :

- la fabrication des produits respectueux de l'environnement ;
- une meilleure utilisation de l'énergie ;
- la réduction de la production de déchets.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Mise au point et vulgarisation des séchoirs solaires et de réchauds solaires ;
- Mise au point et vulgarisation de foyers améliorés, réchauds à gaz et à pétrole ;
- Introduction de presse à karité et de presse à sésame ;
- Mise au point de technologies alimentaires pour le sorgho et le maïs ;
- Fabrication et vulgarisation des jus de fruits (Tamarin, orange, dattes sauvages, bourgous, etc...) ;
- Technique de conservation des céréales par fumigation ;
- Recyclage des déchets domestiques.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Privés
- Société civile.

### **7.2 Externe**

- Coopération allemande,
- Coopération belge (CTB),
- Banque mondiale,
- FAO,
- PNUD,
- ONG,
- BID,
- etc.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention de Vienne et Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone,
- Convention contre la désertification,
- Convention sur la diversité biologique.

## **RESUME DU CHAPITRE 5**

### **POPULATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **MALI**

#### **Chapitre 5 : Population et développement durable**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
- Ministère des Finances et de l'Economie ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de la Femme de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales;
- Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Education Nationale.

##### **1.2 Décisions prises**

- Création d'une Cellule Nationale de Coordination des Programmes de population par le décret n°93-309/PM-RM du 03 Septembre 1993 et mise en place de ses démembrements ;
- Ordonnance n° 01-1/P-RM du 20 Mars 2001 portant création de la Cellule Nationale des programmes de population ;
- Adoption des déclarations de politique de population dans 8 des 9 pays du CILSS dont le Mali ;
- Adoption du rapport de la conférence sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'ouest ;
- Loi n°93-008 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales modifiée par la loi n°96-056 du 16 octobre 1996 ;
- Décret de création de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Décret de création de la Direction Nationale du Développement Social ;
- Plan d'action des femmes du Mali ;
- Création de la Direction Nationale de la Planification ;
- Création de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique ;
- Création de la Banque de l'Habitat du Mali ;
- Relecture du code de la famille en cours.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique de planning familial, de santé et de la reproduction ;
- Schéma Directeur du développement rural actualisé en 2000 ;
- Esquisse du schéma national et des schémas régionaux d'aménagement du territoire ;
- Adoption par le Mali le 8 Mai 1991 d'une déclaration de politique de population ;
- Plan d'action pour la promotion des femmes (1996 – 2000).

##### **1.4 Participation des groupes principaux**

Les ONG et associations sont très actives dans la mise en œuvre des décisions prises à travers les actions qu'elles mènent sur le terrain. Elles participent également à la prise de décision dans le processus d'adoption des lois de la République au

niveau des sous commissions de l'Assemblée Nationale.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

Le Mali est un pays à taux de croissance démographique assez élevé avec un taux actuel d'urbanisation jugé important (21,9 %). En effet, malgré la mise en œuvre d'une politique de planning familial la population malienne a un taux de croissance de l'ordre de 2,9 % par an. Ceci est lié entre autres à une baisse de la mortalité depuis une trentaine d'années et à un niveau élevé de l'indice synthétique de fécondité (6,7 pour cent). Ainsi les autres indicateurs de survie sont :

- taux de mortalité infantile 122,5‰
- taux de mortalité, juvénile (1-4 ans) 131,1‰

Cette population très jeune, se caractérise par un taux net de migration négatif de moins 1,8%, les migrations étant une donnée permanente de la vie socio-économique malienne.

La mise en œuvre des politiques de libéralisation, de décentralisation, d'intégration africaine et la garantie des libertés fondamentales ont contribué à forger un nouveau type d'homme malien plus ouvert sur le monde; plus exigeant vis à vis de son développement et de ses dirigeants et prêt à prendre son développement en main. En matière de développement l'existence de nombreux plans, schémas, politiques et programmes, la priorité accordée aux groupes cibles, les efforts importants déployés par le gouvernement malien en matière d'éducation, de santé et d'infrastructures avec l'appui des partenaires au développement sont des atouts qui seront certainement consolidés par la mise en œuvre effective de la décentralisation.

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programmes prioritaires d'investissement en matière de population (1996 – 2000) ;
- PNLS ;
- PRODEC ;
- PRODESS.

### **3.2 Projets importants**

- Projet Promotion de la politique nationale de population ;
- Projet Groupe PRIST-Education-Santé ;
- Projet Population CONCIL ;
- Projet Vision mondiale ;
- Projet PNUD/DDSM-MLI/003 ;
- Projet de développement des adolescents et leur participation dans les milieux ;
- Projet promotion des jeunes (sport et santé) ;
- Projet groupe pivot santé et population ;

- Projet d'appui à la lutte contre les pratiques préjudiciables à la santé de la femme et de l'enfant (PASAF) ;
- Projet « Initiative un cercle, une ONG ».

#### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

##### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création du parlement des enfants ;
- Création de la citée des enfants ;
- Création d'un Ministère chargé de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- Création d'un Ministère chargé du Développement social, de la solidarité et des personnes âgées ;
- Création de la maison des aînés pour les personnes âgées ;
- Création de l'Espace d'Interpellation Démocratique ;
- Création du Conseil National des Jeunes ;
- Emergence d'associations féminines (CAFO) ;
- Création d'une coordination nationale des jeunes.

##### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Tenue de nombreux ateliers / séminaires sur le thème population et développement ;
- Alphabétisation fonctionnelle au Mali ;
- Création de centres d'apprentissage pour les jeunes en déperdition scolaire dans certaines communes ;
- Existence de divers fonds d'appui à la formation professionnelle ;
- Création des CED ;
- Création du CESAC.

#### **V. INFORMATIONS**

- Réunions, séminaires, IEC à travers la radio, télé, pièces de théâtre, sketch, concours sur les thèmes relatifs au genre et développement ;
- Presses publiques et privées, écrites et parlées.
- Sensibilisation des populations sur les enjeux du développement

#### **VI. TECHNOLOGIE**

Inexistant.

#### **VII. FINANCEMENT**

##### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Privés,
- Société civile.

##### **7.2 Externe**

- PNUD,



- FAO,
- UNICEF,
- FNUAP,
- Union Européenne,
- IDA,
- Coopération Luxembourgeoise,
- USAID,
- ACDI,
- ONG internationales.

#### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations,
- Convention international sur le droit des enfants,
- La conférence mondiale des femmes (Beijing 1995).

## **RESUME DU CHAPITRE 6**

### **PROTECTION ET PROMOTION DE LA SANTE MALI**

#### **Chapitre 6 : Protection et promotion de la santé**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de la Femme de l'Enfant et de la Famille.

##### **1.2 Décisions prises**

- Loi N°95-067/AN-RM portant modification du code général des Impôts accordant aux médicaments essentiels en santé, l'exonération de la TVA ;
- Loi N°94-013/AN-RM portant création de la Direction Nationale de la santé et de l'action sociale et ses décrets d'application n° 94-274/P-RM du 15/8/94 et N°4-281/P-RM du 15/8/94 ;
- Loi N°96-1022/AN-RM du 21/2/96 régissant la mutualité en République du Mali et ses décrets d'application ;
- Décret n° 94-330 P-RM du 10 novembre 1994 portant exonération du cordon douanier des médicaments essentiels, réactifs, produits à usage Odonto-Stomatologique, produits et matériels de diagnostic et de soins ;
- Arrêté interministériel n° 5092/MSSPA-MATS-MEHMFC du 21 avril 1992 fixant les conditions de création des Centres de Santé Communautaires (CSCOM) et les modalités de gestion des services socio-sanitaires ;
- Décret n°001-395P-RM du 06 septembre 2001 fixant les modalités de gestion des déchets solides;
- Décret n°001-395/P-RM du 6 septembre 2001 fixant les modalités de gestion des eaux usées
- Décret n°001/P-RM du 6 septembre 2001 fixant les modalités de gestion des polluants de l'atmosphère.

##### **1.3. Politiques, plans et stratégies**

- Déclaration de politique nationale d'action sociale et de solidarité menées par le gouvernement depuis 1992 ;
- Un plan d'action national pour la survie, le développement et la protection de l'enfant 1992-2000 a été crée et un comité de pilotage pour la mobilisation sociale et politique autour des problèmes de santé mis en place ;
- Politique nationale de population ;
- Politique nationale des soins de santé et de la reproduction ;
- Politique de soins de santé primaire ;
- Plan décennal de développement sanitaire et social (PDSS, 1998 – 2007);
- Mise en place d'une politique nationale sur la pharmacopée traditionnelle ;

- Initiative de Bamako (politique d'accès aux médicaments essentiels à des prix acceptables) ;
- Stratégie de lutte contre les IST/sida ;
- Politique nationale de protection de l'environnement.

### **1.3 Participation des groupes principaux**

La mise en œuvre de la politique de soins de santé primaire à travers les CSCOM a contribué à responsabiliser les populations dans la prise en charge de leur santé car les associations en question sont les véritables gestionnaires de ces centres de santé communautaires. Ces communautés sont souvent appuyées par des ONG et d'autres acteurs (associations villageoises, ressortissants maliens installés à l'extérieur...).

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

La couverture sanitaire du Mali est supérieure à 40%, c'est à dire que, plus de 40% de la population sont à moins de 15 km d'un service de santé. En Février 1998, il y avait 347 CSCOM et centres de santé d'arrondissement revitalisés (CSAR), près de 340 structures médicales et paramédicales privées (dont 31 cabinets de consultation, 9 cliniques médicales, 3 cliniques d'accouchement, 3 cliniques chirurgicales, 152 officines de pharmacie, etc.) et 23 structures de santé confessionnelles. Aujourd'hui on peut affirmer que la couverture sanitaire du Mali s'est nettement améliorée

Le tableau de la morbidité, des infections respiratoires aiguës baissent avec 15,19%, les maladies diarrhéiques 9,26 %, les infections respiratoires hautes avec 5,53%. A cela s'ajoute la rougeole, le tétanos, les maladies classées grandes endémies (tuberculose, lèpre...). A cette performance, il faut ajouter que le Mali mène actuellement une lutte appréciable contre la pandémie du Sida dont le taux de prévalence est estimé à 4%. L'éradication de certaines maladies telles que la poliomyélite et la dracunculose est une preuve palpable.

Ainsi les principaux indicateurs de survie sont :

- taux d'accroissement naturel 2,9%
- indice synthétique de fécondité 6,7%
- taux de mortalité infantile 122,5‰
- taux de mortalité, juvénile (1-4 ans) 131,1‰
- taux de mortalité infanto-juvénile 237,5‰
- taux de mortalité maternelle 577 décès pour 100 000 naissances vivantes
- population ayant accès à l'eau potable 70,6 % 5 ( CSLD)

En mai 1996, le Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées a lancé l'élaboration d'un plan décennal de développement sanitaire et social (PDSS 1998-2007).

Ce plan décennal est assorti d'un Programme de Développement Sanitaire et social (PRODESS). Les objectifs du plan décennal sont :

- Améliorer l'état de santé des populations afin qu'elles participent au développement socio-économique ;
- Assurer l'accessibilité géographique à des services sociaux et de santé de

- qualité ;
- Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies prioritaires ;
- Concrétiser la solidarité nationale notamment en faveur des groupes les plus défavorisés et les plus vulnérables ;
- Promouvoir le développement des communautés avec leur propre participation ;
- Accroître la performance des services de santé et d'action sociale ;
- Garantir un financement équitable et durable des systèmes de santé et d'action sociale.

Pour atteindre ces objectifs, les interventions programmées pour la période quinquennale sont regroupées dans cinq volets de santé :

- l'extension de la couverture sanitaire et l'amélioration de la qualité des services,
- la lutte contre les exclusions,
- le financement alternatif de la santé,
- le développement des ressources humaines,
- le développement institutionnel.

La politique sanitaire du Mali enregistre certes des avancées significatives aux niveaux de la participation des populations à travers les CSCOM et de l'approvisionnement en médicaments essentiels.

Cependant, plusieurs défis restent à relever au niveau de la couverture du pays en personnels de santé.

### **III. PROGRAMMES/PROJET**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme de développement sanitaire et social (PRODESS, 1992 – 2002) ;
- Programme national de lutte contre la cécité.
- Programme national de lutte contre les IST/Sida

#### **3.2 Projets importants**

- Projet IST/SIDA ;
- PNLS ;
- Projet groupe pivot santé et population ;
- Projet promotion jeunesse, sport et santé ;
- Projet hydraulique villageoise ;
- Projet de lutte contre le ver de Guinée ;
- Projet Poliomyélite.
- Projet de vaccination contre les principales maladies des enfants

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création des CSCOM et des Centres de Santé d'Arrondissement Revitalisés ;
- Création des ASACO ;
- Développement du secteur privé de santé ;
- Multiplication des structures de santé confessionnelles ;
- pharmacies.
- L'Association Malienne pour la Promotion et la Protection de la Famille (AMPPF)

## **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Elaboration et mise en œuvre d'un plan quinquennal de formation et de spécialisation ;
- Formation, information et éducation des communautés sur la politique d'amélioration de la santé maternelle et infantile ainsi que sur la lutte contre le sida ;
- Formation de 817 villageois et de 200 enseignants en éducation sur l'hygiène du milieu ;
- Tenue de 31 356 séances d'IEC sur différents thèmes ;
- Formation des villageois à la réparation des forages et à l'animation des comités de gestion d'eau ;
- Actions de formation de la DNACPN.

## **4.3 Renforcement des capacités matérielles**

- Réalisation de 347 CSCOM et CSAR ,
- Réalisation de près de 340 structures médicales et paramédicales dans le secteur privé,
- Réalisation des puits et forages pour la fourniture d'eau potable.

## **V. INFORMATIONS**

- Formation, information et éducation des communautés sur les conditions d'amélioration de santé maternelle et infantile ainsi que la lutte contre le sida à travers les médias.

## **VI- TECHNOLOGIE**

- L'utilisation des techniques de biologie nucléaire dans le diagnostic de certaines maladies (ex : tuberculose) ;
- L'utilisation du scanner au Mali ;
- L'utilisation de la biologie moléculaire dans le diagnostic ;
- L'utilisation de la fibroscopie ;
- L'échographie ;
- L'ADN ;
- Westen Blot, Test Elisa ;
- Technologie des anti-rétrovirus (médicament contre le sida) ;
- Le génie génétique qui conduit au domaine de clonage et de toute réussite in vitro de la conception ;
- Traitements génétiques du Cancer et des maladies virales ;
- Polychimiothérapie dans le traitement de la lèpre ;
- Vulgarisation des technologies d'assainissement et fourniture d'eau potable.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales,
- Associations,

- Société civile.

## **7.2 Externe**

- Nations Unies,
- IDA,
- UNICEF,
- Coopération Danoise,
- Fonds Koweïtiens,
- HELVETAS,
- Coopération Canadienne,
- USAID,
- Arabie Saoudite,
- FED,
- FIDA
- Banque Mondiale,
- Pays Bas,
- KFW,
- GTZ.

## **VII- ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention sur la notification précoce des accidents nucléaires ;
- Convention sur la sécurité nucléaire ;
- Convention sur l'interdiction du développement, de la production et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) et toxiques et sur leur destruction ;
- Convention sur l'interdiction du développement de la production et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction ;
- Convention de Vienne/Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone ;
- Convention de Bâle ;
- Convention de Bamako ;
- Convention de Rotterdam ;
- Convention sur les Polluants Organiques Persistants,
- Accord CDEAO : journée africaine de lutte contre le paludisme le 25 avril 2001.

## RESUME DU CHAPITRE 7

### DES ETABLISSEMENTS HUMAINS DURABLES

#### MALI

#### Chapitre 7 : Des établissements humains durables.

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décisions**

- Primature et Ministère de l'Intégration ;
- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de la Culture ;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de la Communication ;
- Ministère des Forces Armées et des Anciens Combattants ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle ;

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°91-047/AN-RM du 23 février 1991 relative à la protection de l'environnement ;
- Loi n°00-027/AN-RN du 22 mars 2000 relative au code domanial et foncier ;
- Décret n°95-225/PM-CAB du 20 juin 1995 portant mise en place d'un comité national d'habitat II ;
- Décret n°99-149/PM-RM du 09 juin 1999 fixant les mécanismes institutionnels de coordination et de suivi de la stratégie du développement humain durable et de lutte contre la pauvreté au Mali ;
- Décret n°99-189/P-RM du 5 juillet 1999 portant institution de la procédure d'étude d'impact sur l'environnement ;
- Ordonnance n°00-043/P-RM du 21 septembre 2000 portant création de la mission d'aménagement du territoire ;
- Adoption des textes de réhabilitation des quartiers spontanés ;
- Elaboration de nouveaux textes pour la promotion immobilière ;
- Elaboration de nouveaux textes sur le code de l'urbanisme et le code de la construction ;
- Elaboration de la charte pastorale.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- Politique nationale de l'habitat ;

- Elaboration de schémas d'aménagement et d'urbanisme des grandes villes du Mali ;
- Elaboration PUS ;
- Politique national de décentralisation.

### **1.4 Participation des groupes principaux**

Les associations, les ONG, les collectivités, les privés et les syndicats des travailleurs interviennent dans l'élaboration des plans, dans la recherche de financement et dans l'exécution des travaux d'établissement humains durables.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

- Multiplication d'agences immobilières (ACI, SEMA, Mali Univers, etc.) intervenant dans la promotion de l'habitat accessible en prenant en compte la préservation de l'environnement ;
- Mise en place d'un système bancaire favorisant l'accès au crédit immobilier (Banque de l'habitat, BMCD, Agences d'hypothèque...).

Malgré ces prédispositions, la majorité des maliens (85% au niveau rural) n'a pas accès à un logement décent.

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme de Développement Urbain du Mali (PDUM),
- Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC),
- Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS),
- Programme de Développement de la Justice (PRODEJ).

### **3.2 Projets importants**

- Projet 180 logements «Mali – Univers»,
- Projet 108 logements de la Société de Promotion Immobilière (SPI) à Bamako,
- Projet 100 logements à Bamako de la SEMA – SA,
- Projet 32 logements à Bamako de AL SUARL,
- Projet 17 logements à Bamako de WAHODE,
- Projet 30 logements de la Coopérative de l'Education et de la Culture,
- Projet d'Appui au Financement de l'Habitat Urbain au Mali (PAFHAM),
- Agence de Cession Immobilière (ACI),
- Projet Développement Urbain et Décentralisation (PDUD),
- Projet 300 logements à Garantiguibougou ;
- Projet 80 logements à Faladié.

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création d'agences immobilières ;
- Unité de Formation et d'Appui aux Entreprises ( UFAE)
- Création de la Direction Générale de la Protection Civile ;
- Mise en œuvre de la décentralisation ;
- Promotion du secteur privé dans le domaine immobilier ;



- Création du Centre National d'Expérimentation en bâtiment.

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formation professionnelle à grande échelle ;
- Promotion des méthodes et techniques locales de construction ;
- Participation à la deuxième conférence sur les établissements humains durables à Istanbul en 1996 ;

### **V. INFORMATIONS**

- Organisation de foire exposition sur les matériaux locaux et les techniques de construction ;
- Information, sensibilisation à travers les médias ;
- I E C dans le domaine de l'assainissement

### **VI. TECHNOLOGIE**

- Banco stabilisé ;
- Maisons sans bois ;
- Tuiles ;
- Stabilisation de briques à froid (SBF).

### **VII. FINANCEMENT**

#### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Privés,
- ONG à travers la Banque de l'Habitat, le fonds de garantie hypothécaire, la SEMA, l'Office Malien de l'Habitat.

#### **7.2 Externe**

- Agence de Coopération pour le Développement International (ACDI du Canada) ;
- Autres partenaires (Banque Mondiale ,RFA, coopération décentralisée...).

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Protocole d'accord entre le Brésil et le Mali sur les axes en faveur de l'accès au logement ;
- Différents engagements et accords internationaux relatifs aux établissements humains.

## **RESUME DU CHAPITRE 8**

### **DECISION POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE**

#### **MALI**

### **Chapitre 8 : Décision pour un développement durable**

#### **I- PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Économie et des Finances ;
- Ministère de la Justice, garde des sceaux ;
- Ministère des Domaines de l'État, des Affaires Foncières et de la Communication ;
- Ministère de l'Industrie du Commerce et des Transports ;
- Ministère de l'Éducation ;
- Ministère de la Sécurité et de LA Protection Civile.

##### **1.2 Décisions prises**

- Décret n°99-149/PM-RM du 9 juin 1999 fixant les mécanismes institutionnels de la stratégie nationale du développement humain durable et de lutte contre la pauvreté ;
- Décret n°99-189/P-RM du 5 juillet 1999 portant institution de la procédure d'étude d'impact sur l'environnement ;
- Décret n°98-415/PM-RM du 24 décembre 1998 fixant le cadre institutionnel de la gestion des questions environnementales ;
- Arrêté n°99-1536/MEPI-SG fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'observatoire du développement humain durable et de lutte contre la pauvreté.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Stratégies pour la mise en œuvre du développement humain durable et de lutte contre la pauvreté ;
- Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- Politique nationale de protection de l'environnement ;
- Politique de décentralisation ;
- Politique de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- Politique de planification familiale et concept santé de la reproduction ;
- Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) ;
- Politique de l'éducation.

##### **1.4 Participation des groupes principaux**

La mise en œuvre de la politique de décentralisation a permis de responsabiliser les élus locaux dans les prises de décisions concernant leur environnement et leur développement. Il en est de même pour les groupes socioprofessionnels et les autres acteurs (AMPPF, Association des Sages Femmes du Mali, groupe pivot

santé et population, groupe pivot développement social, association personnes vivant avec le IST/Sida).

Les ONG, les organisations communautaires de base et les organisations paysannes sont impliquées dans les prises de décisions. Cette implication se fait dans certains cas au niveau de l'initiation de la décision, dans d'autres cas au niveau de l'adoption de la décision.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

La mise en place d'un cadre institutionnel de gestion des questions environnementales et d'un observatoire du développement humain durable et de lutte contre la pauvreté a créé un cadre de concertation pour les acteurs nationaux permettant de prendre en charge les grandes préoccupations en matière de développement durable.

De nombreux textes ont également été pris en faveur de la protection de l'environnement quand bien même les structures chargées de leur application ne sont pas toujours fonctionnelles (environnement urbain).

Quant à l'observatoire du développement humain durable, il comporte un comité d'orientation et un comité de suivi, témoignant ainsi de la volonté du Mali à faire du développement durable son créneau.

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
- Programme d'aménagement du territoire
- Programme de gestion des ressources naturelles
- Programme de maîtrise des ressources en eau.
- Programme d'amélioration du cadre de vie
- Programme de développement des ressources en énergie nouvelles et renouvelables
- Programme de gestion de l'information sur l'environnement
- Programme d'information, d'éducation et de communication en environnement
- Programme de suivi de la mise en œuvre des conventions
- Programme de recherche sur la lutte contre la désertification et la protection de l'environnement.

### **3.2 Projets importants**

- Fonds de Développement Social ;
- Fonds National de Solidarité.

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Mise en place du cadre institutionnel de gestion des questions environnementales ;
- Mise en place de l'Observatoire du développement humain durable avec la

- création d'un comité d'orientation et d'un comité de suivi ;
- Mise en place de la médiature de la république;
- Mise place du Centre d'Analyse et de Formulation des Politiques du Développement (CAFPD ).

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formation des cadres dans la gestion de l'environnement ;
- Introduction de l'éducation environnementale dans le milieu scolaire (PFIE) ;
- Information et éducation des populations à la gestion de leur environnement ;
- Réseau des communicateurs de l'environnement.
- Programme IEC de la politique nationale de protection de l'environnement.

### **V. INFORMATIONS**

- Conférences / débats / réunions / sketch / théâtre et autres supports.
- IEC à travers les médias.

### **VI. TECHNOLOGIE**

Non applicable.

### **VII. FINANCEMENT**

#### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Société civile,
- Privés.

#### **7.2 Externe**

- Bailleurs bilatéraux et multilatéraux

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- convention internationale pour la protection des végétaux;
- convention sur les criquets migrateurs africains;
- convention sur les espèces d'animaux qui migrent et l'accord sur les oiseaux migrateurs d'Afrique;
- convention relative à la préservation de la faune et de la flore dans leur habitat naturel;
- convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles;
- convention sur la diversité biologique;
- convention des nations Unis sur la lutte contre la désertification;
- et tous les autres conventions, accords et traités relatifs à la protection de l'environnement et au développement durable.

#### **Analyse de la première partie : dimension sociale et économique**

L'objectif global est d'assurer le développement socio- économique durable dans un espace de solidarité et de partenariat. Les résultats acquis pour atteindre cet objectif sont :

- la stabilité socio- économique grâce à la démocratisation et à la reprise de l'élan macro-économique du pays;
- la responsabilisation des populations par le processus de décentralisation en cours dans notre pays;
- l'introduction de l'approche participative et multisectorielle dans la mise en œuvre des projets de développement;
- la prise en compte de la dimension environnementale dans les projets de développement.

Malgré les efforts fournis dans ce domaine, il n'en demeure pas moins que des difficultés persistent encore. Au nombre de ces difficultés on peut citer :

- les aléas climatiques,
- l'enclavement du pays tant sur le plan interne qu'externe,
- le coût élevé des facteurs de production (énergie, transport, téléphone...),
- la faible mobilisation des ressources internes et externes,
- la détérioration des termes de l'échange,

Afin de minimiser ces contraintes les perspectives d'amélioration sont les suivantes :

- la bonne gouvernance,
- la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté,
- le renforcement des capacités humaines,
- le renforcement de la politique d'intégration sous -régionale .

## **DEUXIEME PARTIE**

### **CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**

**Chapitre 9 : Protection de l'Atmosphère**

**Chapitre 10 : Gestion durable des sols**

**Chapitre 11 : Lutte contre le déboisement**

**Chapitre 12 : Lutte contre la désertification et la sécheresse**

**Chapitre 13 : Mise en valeur durable des montagnes (non applicable au Mali)**

**Chapitre 14 : Développement rural et agriculture durable**

**Chapitre 15 : Conserver la diversité biologique**

**Chapitre 16 : Gestion de la biotechnologie**

**Chapitre 18 : Protection et gestion de l'eau douce**

**Chapitre 19 : Contrôle des substances chimiques toxiques**

**Chapitre 20 : Gestion des déchets dangereux**

**Chapitre 21 : Gestion des déchets solides et des eaux usées**

**Chapitre 22 : Gestion des déchets radioactifs.**

# RESUME DU CHAPITRE 9

## PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

### MALI

#### Chapitre 9 : Protection de l'atmosphère

## **I. PRISE DE DÉCISIONS**

### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Économie et des Finances ;
- Ministère de l'Éducation ;
- Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

### **1.2 Décisions prises**

- Loi n° 01-020/AN-RM du 30 mai 2001 portant gestion des déchets ;
- Loi n° 95- 061/AN-RM du 10/11/95 portant répression des infractions à la réglementation de l'homologation et du contrôle des produits agro-pharmaceutiques ;
- Arrêté n° 01-2699/MICT-SG du 16/10/2001 fixant la liste des produits prohibés à l'importation et à l'exportation ;
- Décret n° 01-397/P-RM du 6 septembre 2001 fixant les modalités de gestion des polluants de l'atmosphère.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique nationale de protection de l'environnement ;
- Politique nationale de la météorologie ;
- Plan d'industrialisation.

### **1.4 Participation des groupes principaux**

- Participation de quelques ONG dans la mise en œuvre de projets de protection de l'environnement ;
- Association des Chambres de métier ;
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ;
- GIE environnementaux ;
- Collectivités territoriales décentralisées.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

Le Mali à l'instar du Ghana, du Kenya et du Zimbabwe a bénéficié de l'appui d'un projet régional de renforcement des capacités. Ce projet, dont la coordination est assurée par Enda Tiers-Monde a été financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

Le projet a été mis en œuvre de 1996 à 1998 par le Centre National de Recherches Scientifiques et Technologiques (CNRST) avec la collaboration d'une vingtaine de structures dans des groupes thématiques.

Les activités du projet ont porté sur :

- la formation d'experts locaux en matière d'inventaires des émissions de gaz à effet de serre, d'analyse de vulnérabilité, d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques ainsi que l'information et la sensibilisation du public;
- l'organisation de séminaires de formation et d'ateliers nationaux;
- la participation à des rencontres régionales et internationales concernant les domaines d'intérêt du projet;
- la mise en place des organes du projet aux niveaux national et régional.

Toutes les études prévues ont été menées; elles sont relatives à l'inventaire de gaz à effet de serre, à la vulnérabilité des sections de ressources en eau et de l'agriculture (mil-sorgho), aux changements climatiques, aux stratégies d'adaptation et d'atténuation. Des résultats intéressants ont été obtenus et validés au cours de débats, conférences et séminaires :

- pour l'inventaire des gaz à effet de serre, le bilan de 1995 montre que le secteur de l'agriculture est le principal secteur émetteur de gaz à effet de serre (87,5%), ensuite l'énergie (11,17%) et les procédés industriels (1,33%). Cependant grâce aux changements d'exploitation des terres et à la foresterie, le Mali reste un important puits de CO<sub>2</sub> (-1082 TE-CO<sub>2</sub>);
- un déplacement des isohyètes du nord au sud avec une réduction de 20% de la pluviométrie par rapport à une période humide et une augmentation de la température ont été constatés;
- à l'horizon 2025, l'étude de vulnérabilité montre une dimension de la production de plus de 10%, entraînant un déficit alimentaire important dans la zone d'étude. On note également une diminution des ressources en eau;
- les stratégies d'adaptation portent essentiellement sur l'aménagement des ressources en eau, la création de nouvelles variétés adaptées et la prise en compte de l'information météorologique dans toutes actions de développement agricole durable.

La première communication nationale ainsi que sa stratégie de mise en œuvre ont été approuvées par le gouvernement et présentées à la conférence des parties en novembre 2000.

Les contraintes ont été les suivantes :

- manque de facteurs locaux de mesure d'émission de GES ;
- insuffisance de données ;
- insuffisance de ressources humaines et financières ;
- insuffisance de modèle sur les changements climatiques ;
- inexistence d'un comité national consultatif et de suivi ;
- très faible implication de la société civile et du secteur industriel dans le processus climat.

Des études sont en cours et financées par les pays Bas en vue :

- d'élaborer des scénarios sur les changements climatiques ;
- d'étudier la vulnérabilité du secteur des ressources en eau aux changements climatiques ainsi que les mesures d'adaptation à prendre ;
- d'analyser la vulnérabilité du secteur de l'agriculture pour le coton et le maïs aux effets des changements climatiques ainsi que les stratégies d'adaptation à préconiser.



Par ailleurs, la Direction Nationale de la Météorologie, dans le cadre de ses missions avec l'appui du gouvernement et des partenaires au développement procèdent à la collecte et à la fourniture des données climatologiques nécessaires à travers un réseau d'observation météorologique mis en place.

### **III. PROGRAMMES ET PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme d'atténuation et de suivi d'impact environnemental;
- Programme de Lutte Contre l'Ensamblent et de Développement des ressources forestières dans les régions nord du Mali (PLCE).

#### **3.2 Projets importants**

- PPS/FEM ;
- Projet de renforcement des capacités sur les changements climatiques (CNRST) ;
- Projet d'activité habilitante (CNRST) ;
- Projet de gestion des fluides frigorigènes (DNACPN).

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création du cadre Institutionnel de Gestion des Questions Environnementales ;
- Création de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;
- Création d'un Système national de normalisation et de contrôle de qualité ;
- Création d'une Agence malienne de radio-protection ;
- Création d'un Bureau Ozone Mali.

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

Les capacités humaines ont été renforcées à travers un projet régional d'appui aux renforcements des capacités financé par le FEM.

- Différentes formations financées par l'ONUDI et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique;
- Voyages d'étude.

### **V. INFORMATIONS**

- Conférences / débats / réunions / sketch / théâtre et autres supports ;
- IEC à travers les médias sur les effets des changement climatiques ;
- Diffusion des informations agro-météorologiques à travers la radio.

### **VI. TECHNOLOGIE**

- Pompe solaire ;
- Installation de cages à poussière dans les usines d'égrenage;

### **VII. FINANCEMENT**

#### **7.1 Interne**

- Gouvernement ;
- Privés;
- Collectivités territoriales.

## **7.2 Externe**

- Coopération Allemande, le FEM, l'Union Européenne, Pays Bas.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques ;
- Convention pour la protection de la couche d'ozone ;
- Convention pour la lutte contre la désertification ;
- Convention sur la diversité biologique.

# RESUME DU CHAPITRE 10

## GESTION DURABLE DES SOLS

### MALI

#### **Chapitre 10 : Gestion durable des sols**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de la Communication ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Ministère de la Justice, garde des sceaux ;

##### **1.2 Décisions prises**

- L'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000 portant code domanial et foncier ;
- L'Ordonnance n°00-043/P-RM du 21 septembre 2000 portant création de la mission d'aménagement du territoire ;
- Loi n°94-28/AN-RM du 01 juillet 1994 portant création du projet de gestion des ressources naturelles ;
- Loi n°96-050/AN-RM définissant de manière claire la constitution du domaine des collectivités territoriales notamment les domaines relatifs aux ressources naturelles ;
- Loi portant création de la Direction Nationale des Domaines de l'Etat et du Cadastre ;
- Loi n°96-050/AN-RM définissant la constitution du domaine des collectivités territoriales notamment les domaines relatifs aux ressources naturelles ;
- Loi n°98-025/P-RM du 25 août 1998, portant création de la Direction Nationale de la Conservation de la Nature.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique nationale de protection de l'environnement ;
- Politique nationale forestière ;
- Schéma Directeur du Développement Rural ;
- Esquisse du schéma national et des schémas régionaux d'aménagement du territoire ;
- Politique nationale de gestion des ressources naturelles ;
- Charte pastorale ;
- Politique nationale de recherche agronomique.

##### **1.4 Participation des groupes principaux**

Les principaux groupes identifiés sont les propriétaires fonciers coutumiers, les chefs coutumiers des groupes et associations socioprofessionnels qui peuvent être appuyés par les ONG. Leur participation porte essentiellement sur la distribution et la

gestion des terres agricoles et pastorales. La décentralisation à travers le code des collectivités a conféré aux communautés rurales des pouvoirs en matière de gestion durable des sols.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

Le Mali est un pays à vocation agro-sylvo-pastoral. Il tire l'essentiel de ses ressources de la terre. Cette dernière se trouve au centre d'un enjeu important en terme d'utilisation, mais aussi de contrôle et d'accès entre les différents acteurs (agriculteurs, éleveurs, etc). La diversité des usages, des modes et des systèmes d'exploitation n'a pas été sans effet sur les terres entraînant à plusieurs endroits leur dégradation. Ces phénomènes aggravent les effets récurrents de l'aridité et de la forte variabilité des pluies et des crues. Pour faire face à ces fléaux et pour assurer une gestion durable des sols, diverses actions ont été menées, notamment en terme d'élaboration de textes législatifs et réglementaires (code domanial et foncier) ; de développement de projets de gestion des terres mettant en avant, l'utilisation des terres en fonction de leur vocation, de renforcement des capacités institutionnelles et humaines.

D'information, de développement de technologies de gestion durable des sols. Récemment en 2001, le Ministère du développement a organisé avec l'appui de la coopération Française des ateliers régionaux et un atelier national sur le foncier rural en vue de bâtir un plan d'action. Cependant, la gestion durable des sols restent confrontée :

- au non respect des textes législatifs et réglementaires (code minier, code forestier, etc) ;
- l'existence et la survivance de systèmes de production traditionnels dégradant les terres ;
- l'existence de systèmes irrigués aménagés entraînant une dégradation locale des sols par salinisation (4 à 7% des parcelles affectées à l'Office du Niger) ;
- l'urbanisation galopante des villes.

La création de la Mission d'Aménagement du Territoire pourrait apporter une solution à une meilleure utilisation du patrimoine foncier par la mise en cohérence des différents secteurs.

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme d'aménagement du Territoire ;
- Programme de gestion des ressources naturelles ;
- Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) ;
- Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (PASAOP) ;
- Programme de recherche sol- eau –plante de l'IER ;
- Programme système de production et gestion des ressources naturelles ;
- Renversement de la tendance à la dégradation des terres et des eaux dans le bassin du fleuve Niger.

### **3.2 Projets importants**

- Projet PRODESO 1 : Projet de Développement de l'Elevage au Sahel Occidental ;
- Projet de gestion des ressources naturelles (1993-2000) ;
- Projet Moyen Bani – Niger ;
- Périmètre irrigué de Baguineda ;
- Périmètre irrigué de Sélingué ;
- Projet périmètre irrigué de Hamadia ;

- Projet de lutte anti-érosive (1986 – 1998, Coopération néerlandaise) ;
- Projet agro-écologique du DED à Bla, Tominian et Kita ;
- Projet Mali-Nord-Est ;
- Projet de Développement Intégré en Aval de Manantali (PDIAM) ;
- Projet d'appui au développement local à Gao ;
- Projet de développement des techniques de lutte contre la désertification à Ségou ;
- Projet de développement agricole des périmètres irrigués de Daye, Hamadia et Koriomé à Tombouctou.

#### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

##### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création de la Direction Nationale des Domaines de l'Etat et du Cadastre ;
- Création de la DNCN, DNACPN, DNAER, DNAMR.

##### **4.3 Renforcement des capacités humaines**

- Formation des cadres chargés d'animer la nouvelle direction des domaines de l'Etat et du cadastre ;
- Formation des élus locaux par l'Etat et les ONG ;
- Formation des populations et des cadres sur la gestion de la fertilité des sols ;
- Formation des cadres nationaux sur les problèmes de salinité des sols ;
- Formation des aménagistes dans les zones d'intervention de la CMDT et de l'OHVN ;
- Toute action de vulgarisation agricole visant le maintien de la fertilité des sols.

#### **V. INFORMATIONS**

- Conférences / Débats / Séminaires / Médias.

#### **VI. TECHNOLOGIE**

- Mesures DRS/CES ;
- Utilisation de la matière organique ;
- Itinéraires culturaux ;
- Travaux du laboratoire sol-eau –plante.

#### **VII. FINANCEMENT**

##### **7.1 Interne**

- Gouvernement;
- Collectivités territoriales décentralisées;
- Populations;
- Privés;
- Sociétés civiles.

##### **7.2 Externe**

- FED ;
- FAO ;
- IDA ;
- AFVP ;
- HELVETAS ;

- AFD ;
- Coopération Suisse ;
- BAD ;
- BID ;
- FEM ;
- IFDC/CCD ;
- Coopération Hollandaise ;
- Agro-action Allemande ;
- Grande Bretagne ;
- Canada ;
- KFW ;
- GTZ.

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention sur la CCD ;
- Convention sur les Polluants Organiques Persistants (POP).

# RESUME DU CHAPITRE 11

## LUTTE CONTRE LE DEBOISEMENT

### MALI

#### Chapitre 11 : Lutte contre le déboisement

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales;
- Ministère de l'Économie et des Finances ;
- Ministère des Domaines de l'État, des Affaires Foncières et de la Communication ;
- Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau.
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de l'Industrie du Commerce et des Transports
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

##### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°95-003/AN-RM du 18 janvier 1995 portant organisation de l'exploitation, du transport et du commerce du bois ;
- Loi n°95-004/AN-RM du 18 janvier 1995 fixant les conditions de gestion des ressources forestières ;
- Loi n°96-050/AN-RM du 16 octobre 1996 portant principe de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales ;
- Décret n°97-053/P-RM du 31 janvier 1997 fixant le taux des redevances dans le domaine forestier de l'État et définissant la limite sud officielle de la zone sahélienne ;
- Décret n°01-404/P-RM DU17/09/01 déterminant les conditions et les modalités d'exercice des droits conférés par les titres d'exploitation des ressources forestières ;
- Décret n°98-415/P-RM DU24/12/98 fixant cadre institutionnel des questions environnementales ;
- Décret n°98-0402/P-RM du 17 décembre 1998 fixant les taux et les modalités de recouvrement et de répartition des taxes perçues à l'occasion de l'exploitation du bois dans les domaines forestiers de l'État ;
- Décret n°99-189/P-RM du 5 juillet 1989 portant sur l'étude d'impact environnemental ;
- Décret n°00-022/P-RM du 19 janvier 2000 fixant les modalités de classement et de déclassement des forêts, des périmètres de reboisement et des périmètres de protection dans les domaines forestiers de l'État ;
- Décret n°95-422/P-RM fixant les taux et la répartition des taxes perçues à l'occasion de l'exploitation du bois ;
- Arrêté n°96-0753/MDRE-SG fixant les règles d'approvisionnement et de fonctionnement des marchés ruraux de bois ;
- Arrêté n°96-0793/MDRE-SG portant composition et fonctionnement des commissions régionales chargées d'arbitrer les conflits relatifs à la fixation des quotas annuels d'exploitation du bois ;

- Arrêté n°96-1023/MDRE-SG déterminant les types et modèles de coupons, les modalités d'attribution, de délivrance et de contrôle des coupons de transport de bois ;
- Ordonnance n°98-415/P-RM DU 28/08/1998 portant création et modalités de fonctionnement de la DNCN.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Plan National de Lutte Contre la Désertification ;
- Politique forestière nationale ;
- Politique nationale de gestion des ressources naturelles ;
- Politique de subvention de gaz domestique ;
- Stratégie Energie Domestique ;
- Schéma Directeur du Développement Rural ;
- Plan d'action national ;
- Plans d'action régionaux.

### **1.4 Participation des groupes principaux**

Après les événements de mars 1991, l'ensemble des textes forestiers ont été revus avec la participation de tous les acteurs à la base. Cet exercice s'est poursuivi au niveau de l'Assemblée nationale lors de l'adoption desdits textes. Avec la mise en œuvre du processus de décentralisation, de nombreux acteurs participent à la gestion des ressources forestières (ONG, associations, groupes socioprofessionnels, élus communaux, etc).

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

Le Mali est un pays fortement touché par la désertification qui affecte près des 2/3 du territoire national. Cette désertification est le fait d'une dégradation des terres due aux effets conjugués des actions anthropiques et des aléas climatiques. Pour minimiser les effets pervers de ce phénomène devenu endémique, le Mali a conçu une politique de protection de l'environnement qui a pour objectif essentiel, la gestion rationnelle des ressources naturelles et la préservation de l'environnement. Il existe également une politique nationale forestière qui conduit à trois options :

- une option économique qui privilégie le développement des filières ( bois et faune) ;
- une option sociale qui met en exergue la participation des populations pour la gestion rationnelle des ressources forestières et fauniques;
- une option écologique se traduisant par la prise en compte de la dimension environnementale dans tous les projets de développement et le respect par le Mali des accords et conventions internationaux signés et ratifiés dans le cadre de la protection de l'environnement.

A cet effet, un certain nombre de stratégies ont été adoptées notamment la stratégie énergie domestique visant à réduire la pression sur le bois énergie qui représente au Mali 95% de l'énergie domestique consommée. Pour cela deux volets ont été mis œuvre :

- le volet combustible ligneux au niveau duquel des Schémas Directeurs d'Approvisionnement (SDA) en bois de certaines grandes villes (Bamako, Ségou,



- Koutiala, Mopti, Sikasso, Bougouni, Kayes, San, Niono, etc) ont été élaborés ;
- le volet énergie domestique qui prend en charge le développement et la promotion des énergies de substitution (foyers améliorés, réchauds à gaz).

Ces deux volets se sont traduits aux niveaux des producteurs de bois par :

- l'élaboration d'un plan d'action dans le cadre de la stratégie d'appui aux professionnels du bois énergie ;
- la création de 82 marchés ruraux de bois pour une exploitation rationnelle des ressources ligneuses.

Le domaine forestier classé de l'Etat comprend 104 forêts classées qui totalisent une superficie de 1.110 780 ha. Le Mali dispose de 16 aires protégées dont 15 sont des réserves de faune et un parc national. La superficie totale occupée par ces aires protégées est de 4 970 255 ha.

En plus de la régénération naturelle, il faut noter les efforts du gouvernement et des populations en matière de reboisement. Au cours des trois dernières années le service forestier a enregistré au titre des campagnes de reboisement en moyenne :

- une superficie reboisée de 2893,3hectares,
- 426000 mètre linéaires d'arbres plantés,
- 1480000 plants produits.

Malgré les efforts louables fournis par les populations et le gouvernement, l'envergure du phénomène de la désertification demeure un défi majeur à relever.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme national de gestion des ressources naturelles ;
- Programme national de développement des ressources en énergie nouvelle et renouvelable ;
- Programme de Lutte Contre l'Ensamblent.

#### **3.2 Projets importants**

- Cellule de combustible ligneux ;
- Unité de gestion Forestière (Projet de gestion durable des forêts) ;
- Projet de mise en valeur des forêts classées par les organisations paysannes de Kita ;
- Projet de gestion durable des forêts en 3<sup>ème</sup> région ;
- PGRN ;
- Projet d'aménagement des forêts classées de Ségou, Baraouéli et Macina;
- Projet Forêt et sécurité alimentaire de Sikasso;
- Projet de développement intégré de la région de Bougouni (gestion des forêts classées de Kékoro et de Djinintoumanina) ;
- Projet action de reboisement villageois à partir d'un réseau de pépiniéristes privés.

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Mise en place du cadre institutionnel de gestion des questions environnementales ;
- Création de la nouvelle Direction Nationale de la Conservation de la

Nature.

## **4.2 Renforcement des Capacités humaines**

- Diffusion des textes législatifs et réglementaires en matière de gestion des ressources forestières ;
- Formation des élus locaux sur la législation forestière ;
- Tenue des journées de l'arbre (Mali vert) ;
- Formation de quinze (15) opérateurs privés en création de marchés ruraux de bois ;
- Formation en plaidoyer de la structure de gestion de la forêt classée de Tienfala ;
- Formation de pépiniéristes ruraux ;
- Formation des maîtres en PFIE.

## **V. INFORMATIONS**

- Information et sensibilisation du grand public sur les méfaits du déboisement (quinzaine de l'environnement) ;
- Information, sensibilisation, éducation du public à travers différents canaux de communication.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Utilisation de vitro plants dans la phoenisciculture.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Privés,
- Société civile.

### **7.2 Externe**

- Pays Bas ;
- Coopération Suisse ;
- Coopération française ;
- Coopération Belge ;
- Union européenne ;
- Agence canadienne de développement ;
- Banque Mondiale ;
- Allemagne ;
- France.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ;
- Convention sur la diversité biologique ;
- Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles dite Convention d'Alger ;
- Convention relative à la préservation de la faune et de la flore dans leur habitat naturel ;
- Convention de RAMSAR.

# RESUME DU CHAPITRE 12

## LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ET LA SECHERESSE

### MALI

#### Chapitre 12 : Lutte contre la désertification et la sécheresse

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Économie et des Finances ;
- Ministère des Domaines de l'État, des Affaires Foncières et de la Communication.
- Ministère de l'Industrie du Commerce et des Transports
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de la Sécurité et de LA Protection Civile.

##### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°95-003/AN-RM du 18 janvier 1995 portant organisation de l'exploitation du transport et du commerce du bois ;
- Loi 95-004/AN-RM du 18 janvier 1995 fixant les conditions de gestion des ressources forestières ;
- Loi n°95-031/AN-RM du 20 mars 1995 fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat ;
- Loi n°95-032/AN-RM du 20 mars 1995 fixant les conditions de gestion de la pêche et de la pisciculture ;
- Loi n°96-050/AN-RM du 16 octobre 1996 portant principe de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales ;
- Loi n°00-004/AN-RM portant charte pastorale en République du Mali ;
- Ordonnance n°98-025/P-RM portant création et modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Conservation de la Nature ;
- Ordonnance portant création et modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;
- Ordonnance n°00-043/P-RM du 21 septembre 2000 portant création de la Mission d'Aménagement du Territoire ;
- Ordonnance N°98-026/P-Rmd du 26/8/98 fixant création de la DGPC ratifiée par la loi n°98-057/AN-RM du 17/12/98
- Décret n°94- /PM-RM du 27 mai 1994 fixant le cadre institutionnel de l'élaboration du Plan National d'Action Environnementale ;
  
- Décret n°96-043/P-RM fixant l'organisation et les modalités de classement et de déclassement dans les domaines forestiers de l'État et des Collectivités territoriales ;
- Décret n°98-415/PM-RM du 24 décembre 1998 fixant le cadre institutionnel de gestion des questions environnementales ;

- Décret n°99-189/P-RM du 5 juillet 1999 portant institution de la procédure d'étude d'impact sur l'environnement ;
- Création des Assemblées régionales, des Conseils de cercle, des Conseils communaux ;
- Création de l'Agence Nationale des investissements des collectivités territoriales (ANICT) ;
- Mise en place du comité national pour le développement des collectivités.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Plan National d'Action Environnementale (PNAE) (PAN/PAR/PAL) ;
- Politique Nationale de Protection de l'Environnement (PNPE) ;
- Politique nationale de la météorologie ;
- Politique forestière nationale ;
- Schéma Directeur du Développement Rural ;
- Schéma Directeur de l'Eau ;
- Stratégie Energie Domestique ;
- Cadre Stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- Plan Communal d'Action Environnementale (PCAE) ;
- PNSRN.

### **1.4 Participation des groupes principaux**

Les groupes principaux suivants participent à toutes les prises de décisions en amont ou en aval :

- ONG ;
- Plate-forme paysanne ;
- Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) ;
- Assemblée Permanente des Chambres de Métier ;
- Conseils communaux ;
- Associations et groupements de femme ;
- Collectivités territoriales ;
- Groupes socioprofessionnels.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

Le Mali à l'instar de beaucoup de pays sahéliens a signé la convention sur la lutte contre la désertification qu'il a également ratifié en 1995. Dans le cadre de la mise œuvre de cette convention avec l'appui financier de ses partenaires au développement.

Au niveau terrain, diverses actions ont été engagées en terme de développement de programmes et projets de renforcement des capacités institutionnelles et humaines, d'information et de développement de technologies de lutte contre les effets de la désertification et de la sécheresse. Cependant la mise en œuvre de la CCD a rencontré beaucoup de difficultés, notamment :

- les difficultés de mobilisation des ressources financières pour le financement des projets et programme de lutte contre la désertification ;

- la diversité des interventions (approches) et leur insuffisance d'harmonisation ;
- la faiblesse des compétences au niveau des collectivités ;
- la récurrence des effets de la sécheresse (variabilité des pluies et l'aridité).

D'autres actions et mesures ont été menées dans le cadre de la lutte contre la désertification ce sont :

- des études sur l'adoption des politiques et des mesures juridiques ;
- la mise œuvre de projet de lutte contre la désertification par les ONG et associations ;
- l'appui institutionnel des services techniques.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme National d'Aménagement du Territoire (PAN) ;
- Programme National de Gestion des Ressources Naturelles (PAN) ;
- Programme National de Maîtrise des Ressources en Eau (PAN) ;
- Programme National de Développement des Ressources en Energies Nouvelles et Renouvelables (PAN) ;
- Programme National de Gestion des Informations sur l'Environnement (PAN) ;
- Programme National de Suivi de la mise en œuvre des Conventions Internationales (PAN) ;
- Programme National de Recherche sur la Lutte contre la Désertification et la Protection de l'environnement (PAN) ;
- Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) ;
- Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (PASAOP) ;
- Programme de Formation et d'Information Environnementales (PFIE) ;
- Programme spécial pour la Sécurité Alimentaire ;
- Programme d'atténuation et de suivi des impacts environnementaux de l'énergie de Manantali ;
- Programme de mise en valeur des plaines du moyen Bani ;
- Programme de lutte contre l'ensablement ;
- Programme scolaire de lutte contre la désertification ;
- Programme Agro-hydro météorologie ;
- Programme de lutte contre l'ensablement et le développement des ressources forestières dans les régions nord du Mali ;
- Réseau d'observatoire et de surveillance écologique à long terme (ROSELT).

#### **3.2 Projets importants**

- Projet d'appui à la mise en œuvre de la CCD ;
- Projet d'appui à la valorisation et à la commercialisation des produits agricoles (PAVCOPA) ;
- Projet Agro-écologique CMDT/OHVN ;
- Projet Agro-écologique Badoumbé ;
- Projet de Gestion des Ressources Naturelles PGRN (Kayes, Koulikoro, Mopti, Tombouctou) ;
- Projet de gestion durable des ressources du bassin du fleuve Niger ;
- Projet de lutte contre l'ensablement du fleuve Niger ;
- Projet d'eau potable en zone pastorale ;
- Projet hydraulique rurale ;
- Projet d'élaboration et de mise en œuvre de plans de gestion des sites Ramsar ;
- Projet de création d'un système national d'information sur l'environnement ;
- Projet d'aménagement et de gestion de la réserve de la biosphère de la Boucle du Baoulé ;

- Projet d'aménagement et gestion intégrée des écosystèmes parcourus par les éléphants du Gourma ;
- Projet d'aménagement et de gestion de la diversité biologique dans les écosystèmes pré-désertiques de l'Adrar et du Tamesna ;
- Projet de gestion rationnelle des terres et de surveillance environnementale dans la zone de l'Office du Niger ;
- Projet de gestion rationnelle des terres et de surveillance environnementale dans la zone CMDT ;
- Projet de gestion des déchets liquides de Bamako ;
- Projet de gestion des déchets solides de Bamako ;
- Projet de création d'un système national d'information sur l'environnement ;
- Projet de Vulgarisation de la Convention Internationale sur la lutte contre la désertification à Nara ;
- Projet de Gestion durable des forêts autour de Bamako ;
- Projet de Gestion durable des forêts en 3<sup>e</sup> région ;
- Projets financés par le FEM ;
- Projet pour la promotion de l'irrigation privée ;
- Projet de mise en valeur des forêts par les organisations paysannes du cercle de Kita ;
- Projet d'appui aux communes rurales de Mopti ;
- Etude sur la désertification dans le sud de la région de Ségou ;
- Projet d'assistance agro-météorologique au monde rural ;
- PPS/FEM ;
- Renversement de la tendance à la dégradation des terres et des eaux dans le bassin du fleuve Niger.

#### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

##### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Mise en place du cadre institutionnel de gestion des questions environnementales ;
- Création de la Direction Nationale de la Conservation de la Nature ;
- Création de l'agence du fleuve Niger ;
- Mise en place du groupe de travail agro-hydro-météorologique ;
- Mise en place d'un réseau de communicateurs en environnement ;
- Mise en place d'un réseau d'IEC en environnement.
- Mise en place d'un réseau national de surveillance environnementale ;

##### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formation des animateurs des radios libres en communication environnementale notamment la lutte contre la désertification ;
- Formation des maîtres d'écoles sur la lutte contre la désertification ;
- Formation des formateurs nationaux sur le renforcement de la durabilité sociale dans les programmes de lutte contre la désertification ;
- Formation des cadres et agents du développement rural sur les techniques de lutte contre la désertification ;
- Institutionnalisation des journées mondiales de l'Environnement et la Lutte Contre la Désertification.

## V. INFORMATIONS

- Mission d'information dans l'ensemble du pays sur les résultats de la table ronde et les perspectives de mise en œuvre des PAN-PAR-PCAE ;
- Missions d'information organisées par le STP ;
- Organisation de la quinzaine de l'environnement (débats télévisés, émissions radiodiffusées, sketch, utilisation d'autres supports d'information).

## VI. TECHNOLOGIE

- Pare-feux,
- Mise en défens,
- DRS/CES,
- Stabilisation des dunes,

## VII. FINANCEMENT

### 7.1 Interne

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Société civile ;
- Privés.

### 7.2 Externe

- La coopération allemande ;
- L'Union européenne ;
- Les Pays-Bas ;
- La France ;
- La Banque Mondiale ;
- La FAO ;
- Le PNUD ;
- Le CILSS ;
- et les ONG telles que AFRICARE, UICN et autres

## VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX

- Convention de lutte contre la désertification ;
- Convention dans le domaine de la conservation de la nature et des ressources naturelles dite convention d'Alger ;
- Convention sur la diversité biologique ;
- Convention relative à la préservation de la faune et de la flore dans leur habitat naturel ;
- Convention de RAMSAR
- Convention sur les changement climatiques.

# RESUME DU CHAPITRE 14

## DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE DURABLE

### MALI

#### Chapitre 14 : Développement rural et agriculture durable

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de l'Administration et des Collectivités Locales;
- Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau ;
- Ministère des Domaines de l'État, des Affaires Foncières et de la Communication ;
- Ministère de l'Économie et des Finances.
- Ministère de l'Éducation

##### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°90-17/AN-RM du 27 février 1990 portant réglementation du régime des eaux;
- Loi n°00-004/AN-RM portant charte pastorale en République du Mali ;
- Ordonnance n°98-027/P-RM DU 25/08/98 portant création de la direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances
- Ordonnance n°98-025/P-RM du 28/08/98 portant création de la Direction Nationale de la Conservation de la Nature
- Loi n°95-004/AN-RM du 10/01/98 fixant condition de gestion des ressources forestières ;
- Arrêté n°01-2699/MI-CI-SG du 16/10/2001 fixant la liste des produits prohibés à l'importation et à l'exportation
- Ordonnance n°00-043/P-RM du 21 septembre 2000 portant création de la mission d'aménagement du territoire ;
- Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000 portant code domanial et foncier ;
- Décret n°96-346/P-RM portant organisation et modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural ;
- Décret n°96-347/P-RM portant organisation et modalités de fonctionnement de la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle ;
- Décret n°99-189/P-RM du 5 juillet 1999 portant institution de la procédure d'étude d'impact sur l'environnement ;
- Textes interdisant l'utilisation de certains pesticides telle que la DDT.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Schéma directeur du Développement Rural ;
- Politique nationale de protection de l'environnement ;
- Schéma directeur des ressources en eau;



- Politique de restructuration des offices : office du Niger, Mopti, Ségou;
- Politique cotonnière du Mali (CMDT);
- Politique nationale de développement de l'irrigation.

#### **1.4 Participation des groupes principaux**

- Société civile
- APCAM ;
- Plate-forme paysanne ;
- Organisations paysannes ;

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

Le secteur du développement rural se caractérise par une grande diversité des filières avec comme objectif d'une part, de contribuer à la sécurité alimentaire par une augmentation de la production et de la productivité d'autre part, de lutter contre la pauvreté en améliorant le niveau et les conditions de vie des acteurs par une meilleure organisation. A cet effet, le CSLP entend privilégier le développement des principales filières ci-après : céréalière, cotonnière, bétail-viande, avicole, horticole.

La stratégie retenue pour le développement de ces filières sera basée sur une démarche participative, visant notamment à :

- faciliter l'accès à la terre, à l'équipement, aux intrants;
- sécuriser les conditions de production;
- assurer une meilleure diffusion des résultats de recherche;
- valoriser les produits surtout au niveau de la transformation;
- appuyer les organisations de producteurs en vue de renforcer leur pouvoir de négociation;
- assurer de meilleures conditions de commercialisation.

La valorisation de l'important potentiel hydro-agricole du Mali, estimé à plus de 2 millions d'hectares, constitue un atout considérable dans la recherche de la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.

Afin de permettre une exploitation plus rationnelle de ce potentiel, le gouvernement a mis en oeuvre, dans le cadre du CSLP, une stratégie de développement reposant sur les éléments suivants :

- poursuite de l'inventaire des potentialités et sites pour les aménagements hydro-agricoles ;
- poursuite de la mise en oeuvre du Schéma Directeur des Ressources en eau ;
- mise en oeuvre du Programme National d'Infrastructure Rural (PNIR) ;
- réalisation des études d'impact environnemental ;
- élaboration et mise en oeuvre d'un programme de recherche en irrigation ;
- maîtrise des questions foncières et implication des populations dans la réalisation des aménagements hydro-agricoles ;
- mise en place d'un mécanisme de financement durable des infrastructures et équipements ;
- renforcement des capacités techniques des organisations de producteurs

pour gérer et entretenir les aménagements hydro-agricoles.

A cet effet, les mesures ci-après seront prises :

- amélioration de la gestion foncière et des espaces aménagés ;
- meilleure répartition des ressources en eau sur toute l'étendue du territoire ;
- mobilisation davantage de ressources financières locales ;
- désenclavement des zones aménageables.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme national de vulgarisation agricole ;
- Programme national de recherche agricole ;
- Programme de recherche : système de production/gestion des ressources naturelles ;
- Programme majeur AGROSOC (CILSS/INSAH) ;
- Programme « Land Use Land Cover » études diachroniques de l'INSAH ;
- Programme national de lutte intégrée en milieu rural pour la sécurité alimentaire (zone inondée et zone exondée) ;
- Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (PASAOP) ;
- Programme national d'infrastructures rurales (PNIR) ;
- Programme OHVN ;
- Programme Office de Périmètre Irrigué de Baguineda ;
- Programme Mali Nord ;
- Programme de production et d'utilisation de la matière organique (CMDT) ;
- Programme de lutte anti-érosive (CMDT).

#### **3.2 Projets importants**

- Projet s'équiper en reboisant ;
- Projet d'aménagement hydro-agricole du seuil de talo ;
- Projet Aval d'Ansongo ;
- Projet Aval Manantali ;
- Projet de développement rural du cercle d'Ansongo (PRODECA)
- Projet gestion des terroirs de Bougouni, Fana, Sikasso, Koutiala, San ;
- PRODESO ;
- ONDY ;
- Projet Mali – Nord – Est ;
- Projet de développement de l'aviculture au Mali.

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

Système d'Analyse du Développement des Capacités Institutionnelles (SADCI).

La revue institutionnelle du Ministère du développement rural a permis la refonte de ses services techniques qui passent de six (6) à trois (3). Il s'agit de :

- la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR) ;
- la Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER) ;
- la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC) ;
- création du laboratoire sol/eau/plante.

#### **4.3 Renforcement des capacités humaines**

- Atelier de formation suite à l'étude conjointe FAO : INSAH 24-28 Janvier 2000 ;
- Formation sur la méthodologie de lutte intégrée appliquée au riz ;
- Tenu de séances d'animation scientifique ;
- Formation sur sept (7) thèmes différents du programme majeur CILSS/INSAH (AGROSOC) ;
- Formation des cadres du Développement Rural ;
- Formation sur la gestion de la fertilité des sols ;
- Atelier régional sur la plate forme paysanne sahélienne : 27-30 Mars à Niamey ;
- Atelier de validation des résultats de l'étude FAO/INSAH ;
- Participation à la conférence de l'Association Internationale des Economistes Agricoles en Juillet 2000 à Berlin ;
- Participation à la conférence au sommet de Bamako « Land Use Land Cover » en Novembre 2000.
- Vulgarisation des résultats de la recherche.

## **V. INFORMATIONS**

- Organisation d'ateliers nationaux d'information et de sensibilisation des intervenants sur les concepts stratégie de mise en œuvre; organisation des voyages d'étude, création d'expertise nationale à travers la formation, l'amélioration de la productivité, l'utilisation rationnelle des intrants dont les pesticides, protection de l'environnement ;
- Production de deux (2) articles sur l'office du Niger et d'un article sur la qualité du riz par AGROSOC ;
- Parution n°15 Sahel IPM (étude socio-économique, utilisation des pesticides) ;
- Mise en place du système d'alerte précoce (SAP) ;
- Emission radiodiffusée : agriculture à la radio ;
- Emission télé et sketch.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Techniques de lutte contre la désertification (Semis sous couvert végétal, minimum labour) ;
- Conception de paquets technologiques pour la conservation des produits agricoles.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Privés,
- Sociétés civile.

### **7.2 Externe**

- Banque Mondiale,
- France,
- Pays-Bas.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAU**

- Convention Contre la Désertification,
- Convention sur la Diversité Biologique,
- Convention sur les changements climatiques.

## **RESUME DU CHAPITRE 15**

### **CONSERVER LA BIODIVERSITE**

#### **MALI**

#### **Chapitre 15 : Conserver la biodiversité**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Ministère du Développement Rural;
- Ministère de l'Éducation;
- Ministère des Mines de l'Énergie et de l'Eau;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales.

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°95-031/AN-RM fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat ;
- Loi n°95-004/AN-RM fixant les conditions de gestion des ressources forestières et fauniques;
- Décret n°95-043/P-RM du 8 février 1996 fixant l'organisation et les modalités de défrichement, de classement et de déclassement dans les domaines forestiers de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- Décret n°95-422/P-RM fixant les taux et la répartition des taxes perçues à l'occasion de l'exploitation du bois ;
- Décret n°96-050/P-RM du 14 février 1996 fixant les modalités de classement et de déclassement des réserves de faune, des sanctuaires et des zones d'intérêt cynégétiques ;
- Arrêté n°96-0753/MDRE-SG fixant les règles d'approvisionnement et de fonctionnement des marchés ruraux de bois ;
- Arrêté n°96-0793/MDRE-SG portant composition et fonctionnement des commissions régionales chargées d'arbitrer les conflits relatifs à la fixation des quotas annuels d'exploitation du bois ;
- Arrêté n°96-1023/MDRE-SG déterminant les types et modèles de coupons, les modalités d'attribution, de délivrance et de contrôle des coupons de transport de bois ;
- Mise en place d'un comité de pilotage pour l'élaboration de la stratégie nationale et le plan d'action en matière de diversité biologique.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Stratégie et plan d'action en matière de diversité biologique ;
- Politique forestière nationale ;
- Politique nationale de protection de l'environnement ;
- Politique de promotion de l'éco-tourisme ;
- Politique nationale de lutte contre la pauvreté;
- Politique nationale de recherche agronomique.

#### **1.4 Participation des groupes principaux**

- L'Etat (services techniques)

- Collectivités territoriales ;
- Société civile;
- Partenaires au développement .

## II. SITUATION

### Etat des lieux

Le Mali a adopté une stratégie et une législation importante pour la protection et la conservation de la diversité biologique de sa faune et de sa flore. Cette législation et stratégie porte sur des mesures de protection générales qui concernent des aires protégées , réserves de faunes, forêts classées, réserves naturelles intégrales, parcs nationaux et des mesures de protection spécifiques à certaines espèces de flore et de faune. Ces espèces font l'objet de liste précise et sont classées en différentes catégories en fonction du degré de protection dont elles bénéficient (protection intégrale, protection partielle ou non).

L'adhésion du Mali à la Convention sur la Diversité biologique en vigueur le 29 décembre 1993 s'est concrétisée par sa ratification le 29 Mars 1995.

Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, de la Convention sur la Diversité biologique, adopté à Montréal le 29 Janvier 2000 a été signé par le Mali (Avril 2001) qui fait partie des pays retenus pour participer au projet UNEP/GEF sur la Bio sécurité.

Toutefois, la perte de la biodiversité due à la surexploitation, la monoculture, la gestion sectorielle des projets, le faible niveau de protection des écosystèmes, la prolifération des outils de destruction, la législation inadaptée (caractère unilatéral de décision de l'Etat) et la faible capacité d'encadrement du système institutionnel, l'évaluation de la biodiversité montre que le Mali recèle un riche patrimoine dans le domaine des organismes vivants.

Cette richesse se manifeste dans la diversité des écosystèmes avec 5 zones climatiques , 44 régions naturelles et 49 zones agro-écologiques, dans la diversité de la flore et de la faune avec 1739 espèces de plantes, 136 espèces de mammifères (dont 70 sont de grandes espèces) 640 espèces d'oiseaux (dont 15 endémiques), et dans la diversité génétique importante du cheptel et des plantes cultivées (agrobiodiversité) ; on retient une réduction des effectifs au cours des quatre dernières décennies.

## III. PROGRAMMES/PROJETS

La situation des programmes et projets ci-dessous n'est pas exhaustive.

### 3.1 Programmes majeurs

Cinq programmes spécifiques sont proposés pour la mise en œuvre de la stratégie nationale :

- Programme de renforcement des zones protégées avec comme objectif principal, l'augmentation de la contribution des zones protégées à la conservation de la diversité biologique,
- Programme d'utilisation rationnelle des ressources biologiques avec comme objectif principal, la promotion de l'utilisation rationnelle des ressources biologiques,
- Programme de renforcement des capacités humaines à conserver la diversité biologique ;
- Programme de valorisation des connaissances et pratiques traditionnelles de conservation de la biodiversité biologique ;

- Programme de préservation des variétés locales et races d'animaux domestiques menacées d'extinction avec comme objectif principal, la préservation du patrimoine national.

**Autres programmes liés :**

- Programme régional d'aménagement intégré ;
- Programme d'appui aux services agricoles et organisations paysannes (PASAOP) ;
- Programme de Petites Subventions du FEM-PNUD.

**3.2 Projets importants**

- Projet MLI/97/G31 : Elaboration de la Stratégie Nationale et du Plan d'Action en matière de diversité biologique ;
- Projet-MLI98/G32/A/1G99 : Gestion de la végétation autochtone pour la réhabilitation des terres dégradées dans la zone aride de l'Afrique (sous-régional) ;
- Projet d'appui à l'inventaire et à la gestion des populations de varans ;
- Projet de Gestion améliorée des ressources de la Biodiversité de la Réserve de la Boucle du Baoulé ;
- Projet conservation de la biodiversité dans le Gourma (sous-régional) ;
- Projet de création d'un système national d'information sur l'environnement ;
- Programme petites subventions du Fonds pour l'Environnement Mondial (PPS/FEM) pour les communautés de base et les ONGs ;
- Projet de mise en valeur des forêts du cercle de Kita par les organisations paysannes ;
- Projet de gestion durable des forêts en troisième région ;
- Projets d'organisation rationnelle de l'exploitation des ressources forestières par les populations riveraines des forêts classées : Projet de cogestion des forêts des Monts Mandingues, la Faya, Sounsou ; Projet gestion des Forêts de Barouéli et Macina ; Projet forêts et sécurité alimentaire de Sikasso.
- Projets de régénération d'écosystèmes dégradés avec la participation des populations locales : Projet UICN 1984- 2001 de Youwarou ;
- Projets visant la responsabilisation des populations dans la gestion de leur terroir par des plantations champêtres, des plantations forestières : Le projet de Konou (Dioro); Projet PGRN/CMDT ; PGTV/Bankass ; Projet CARE/Koro et Projet d'autres ONGs.
- Projets de gestion de la faune et de son habitat: projet gestion participative de la réserve de faune du Bafing, projet gestion améliorée des ressources de la biodiversité de la réserve de la boucle du Baoulé, le projet Biodiversité Gourma, Projet de conservation de Youwarou (UICN), projet conservation et gestion de la faune dans l'Adrar et Tamesna (Kidal).
- Projets de conservation *in situ* d'espèces végétales : le Projet UICN 1984-2001 pour l'*Acacia kirkii* dans le Delta, le Projet Promotion de la gomme pour l'*Acacia senegal* à Kayes, les projets de régénération de bourgou à Mopti, Tombouctou et Gao, les projets de régénération de rônier (y compris les semis directs dans certains cas) à Mopti et Ségou et de doum à Niafunké et Gao.

- Projets de conservation d'espèces animales : Projet N'Dama de Yanfolila Projet sous-régional sur la race N'Dama ; Projet des races bovines et ovines Toronké dans la région de Kayes ; Projet zébu Azaouak/ACORD à Ménaka ; Projet de développement de l'aviculture, Programme inventaire et caractérisation des races animales en Afrique de l'Ouest, Projet d'introduction de la chèvre Guéra dans la région de Kayes.
- Projets de conservation des semences végétales : le projet d'Appui au Service Semencier National, les projets de semences niébé, coton, céréales, cultures maraîchères. Projet de communication in situ des mil, sorgho, niébé et voandzou.
- Projets de biotechnologie : le projet de création d'un Centre National d'insémination artificielle, Projet d'Appui au Laboratoire de biotechnologie de l'IPR/IFRA/IER de Katibougou.
- Projets d'information, d'éducation et de formation : volet Suivi environnemental du PGRN, le Projet Walia de l'UICN 1984-1993;
- Projet de conservation in vitro des mil/sorgho/niébé et voandzou

### **3.3 Autres projets**

- Projet sur les pratiques communautaires de gestion de la biodiversité (sous-régional GEF) ;
- Projet sur l'association Graminées/arthropodes (sous-régional GEF) ;
- Projets biodiversité de Gao (composante nationale du projet sous-régional GEF « Desert Margin Initiative ») ;
- Projet sous-régional pour la race bovine « N'Dama ».

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Introduction d'un cycle de DEA sur la Gestion des Ressources Naturelles à l'ISFRA ;
- Création d'une unité Ressources Génétiques à l'IER ;
- Mise en place du cadre institutionnel de gestion des questions environnementales ;
- Mise en place d'un comité de pilotage pour l'élaboration de la stratégie et plan d'action en matière de diversité biologique.

### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Dans le cadre de l'éducation et la sensibilisation du public à l'instar des autres pays de la sous Région, le programme de formation et d'information en environnement (PFIE) au Mali s'est traduit par l'utilisation dans les programmes scolaires de cours sur la protection de la faune et de la flore ;
- Séminaire National de formation sur la diversité biologique en collaboration avec l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie dans le cadre de la mise en œuvre de la convention sur la biodiversité biologique ;
- Session de formation pour les équipes régionales afin de les initier aux techniques de planification et d'animation des groupes en vue de mener les concertations



- participatives des populations au processus d'élaboration de la stratégie ;
- Participation du Mali au Séminaire régional sur les négociation multilatérales sur le commerce et l'agriculture en vue d'une participation dans les accords de l'OMC.

## **V. INFORMATIONS**

- Activités d'information et de sensibilisation sur les enjeux de la conservation de la biodiversité biologique auprès des différents acteurs;
- Participation du Mali au Projet Pilote pour le Centre d'Echange de la Convention sur la Diversité biologique ;
- Création d'un mécanisme d'échange sur la diversité biologique à la DNCN.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Transfert de gènes dans les domaines médical, agronomique (résistances aux ennemis) et nutritionnel (lysine, tryptophane) ;
- Essais de culture *in vitro* de tubercules de pomme de terre et de palmier dattier (en vitro plant) ;
- Création d'une Cellule d'insémination artificielle.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Société civile;
- Collectivités territoriales.

### **7.2 Externe**

- FEM,
- Université d'Oslo (Norvège),
- Banque Mondiale,
- PNUD,
- UNESCO,
- USAID,
- Coopération Canadienne,
- FIDA,
- FAO,
- ONGs internationales,
- Coopération française.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX RATIFIES**

- Convention relative aux zones humides d'importance internationale ratifiée le 25/09/1987 (Convention de Ramsar) ;
- Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et national qui identifie des sites de valeur mondiale, signée le 05/04/1977 ;
- Convention sur le commerce international des espèces animales à travers un système de permis et de certificats ratifiée le 16/10/1994 ;
- Convention sur la diversité biologique ratifiée le 29/03/1995 ;
- Convention Africaine sur la Conservation de la Nature et des Ressources naturelles, ratifiée le 20/06/74 ;
- Convention relative à la Protection des espèces migratrices appartenant à

- la faune sauvage, ratifiée le 01/10/87 ;
- Convention Internationale relative à la protection des végétaux, ratifiée le 31/08/87 ;
- Convention Internationale sur le Commerce des Espèces menacées d'extinction (CITES), ratifiée le 16/10/94.

Engagement International sur les Ressources génétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture, devenu récemment (novembre 2001) une convention.

# RESUME DU CHAPITRE 16

## GESTION DE LA BIOTECHNOLOGIE

### MALI

#### Chapitre 16 : Gestion de la Biotechnologie

## **I. PRISE DE DÉCISIONS**

### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de l'Éducation Nationale ;
- Ministère de la Santé.

### **1.2 Décisions prises**

- Projet de loi et décret d'application sur la Biosécurité en cours d'élaboration.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Plan stratégique de la recherche;
- Études en cours sur la biotechnologie à l'IER et à l'IPR de Katibougou.

### **1.4 Participation des groupes principaux**

- IPR ;
- Chercheurs ;
- Organisations paysannes agricoles ;
- IER;
- Comités régionaux des utilisateurs et le comité national des utilisateurs;

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

- Signature du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques en mai 2001 ;
- Signature d'une convention sur la lutte contre la Désertification (CCD) le 15 Octobre 1994 ;
- Ratification de la convention sur la diversité biologique le 31 Octobre 1995;
- Insuffisance de spécialistes d'où le besoin de renforcement des capacités.

Ce domaine est peu connu moins développé avec une insuffisance de compétences pour sa prise en charge.

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme fruits et légumes à l'IPR et à l'IER,

- Programmes de recherche de l'IER et de l'INRSP.

### **3.2 Projets importants**

- Projet amélioration et valorisation des espèces fruitières, forestières de karité, de néré et du jujubier (IER/ICRAF) ;
- Projet de production de semences de pomme de terre (IER en collaboration avec IPR de Katibougou) ;
- Projet biosécurité de la région Africaine financé par le PNUE.

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Installation d'un laboratoire de biotechnologies végétales.

### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formation et recyclage des agents ;
- Atelier National sur la biotechnologie en 1999 ;
- Atelier International : l'Afrique face aux défis des biotechnologies « le cas de l'igname » ;
- Séminaire sur la biotechnologie en 1997 ;
- Séminaire sur « Multiplication végétative en 2000 » ;
- formation en France sur la biotechnologie de 3 Assistants de l'IPR ;
- Atelier national sur l'écologie et la population en 1993.

## **V. INFORMATIONS**

- Publication dans les revues scientifiques,
- Communications au cours des séminaires,
- Publication dans la presse écrite.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Culture in vitro du jujubier,
- Production de vitro-plan de pomme de terre.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1- Interne**

- Gouvernement.

### **7.2- Externe**

- IDA/Banque Mondiale ;
- AIEA Agence Internationale pour l'Energie Atomique ;

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention internationale sur la biodiversité ;
- Convention internationale de lutte contre la désertification ;
- Protocole de Cartagena sur la biotechnologie.

# **RESUME DU CHAPITRE 18**

## **PROTECTION ET GESTION DE L'EAU DOUCE**

### **MALI**

### ***Chapitre 18 : Protection et gestion de l'eau douce***

## **I. PRISE DE DÉCISIONS**

### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère des Mines, de l'Energie et de L'Eau ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme;
- Ministère de la santé;
- Ministère de l'Economie et des Finances;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales.

### **1.2 Décisions prises**

- Décret 95- 447/P-RM du 27/12/95 portant création du comité de coordination du secteur Eau et Assainissement;
- Loi n°02-006/P-RM du 31/01/02 portant code de l'eau;
- Charte pastorale.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Schéma Directeur de mise en œuvre des Ressources en eau;
- Schéma Directeur du Développement Rural;
- Schéma Directeur de développement de la pêche et de la pisciculture;
- Stratégie nationale de développement de l'irrigation;
- Stratégie nationale de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu rural et semi- Urbain;
- Vision nationale de l'eau à l'horizon 2025.

### **1.4 Participation des groupes principaux**

- Société civile;
- Direction de l'Energie ;
- Organisations paysannes ;
- Collectivités territoriales.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

#### **2.1 Objectifs**

Le Mali a adopté des stratégies importantes dans le cadre de la quantification des besoins en eau. La satisfaction des besoins en eau de qualité des 10 millions de Maliens, sur la base de normes réalistes fixées se présentent comme suit :

- village de moins de 2000 habitants :20 litres/personne/jour, soit un point d'eau moderne pour une tranche de population de 400 habitants ;
- centre rural de 2000 à 5000 habitants :31 litres/personne/jour ;
- centre semi-urbain de 5000 à 10000 habitants :31 litres /personne/jour;

- centre urbain de plus de 10000habitants : 45 litres/personne/jour ;
- la couverture totale des besoins en eau des six millions d'UBT (unité bétail tropical) ;
- la mise à disposition des populations rurales des ressources en eau suffisantes pour le développement d'activités susceptibles d'améliorer leur niveau de vie et leurs revenus (élevage, irrigation, industrie et artisanat).

## **2.2 La situation de mise en valeur des ressources en eau**

- **en hydraulique villageoise et semi-urbaine**, on estime que 52% des besoins en eau potable sont couverts en milieu rural et que 70% des villages du pays disposent d'au moins un point d'eau. Le nombre de villages et fractions restant à équiper s'élèvent à 3401 sur les 696 centres semi-urbains et ruraux que comptaient le Mali en 2000, 156 étaient équipés de systèmes d'adduction d'eau soit 22%. Le nombre restant à équiper s'élevait ainsi 540 ;
- **en hydraulique urbaine**, sur 34 centres urbains (populations supérieures à 10000habitants), 27 sont équipés de système d'adduction d'eau. Pour l'essentiel, les centres urbains sont alimentés par les eaux de surface. Le taux de desserte des populations dans les centres urbains est estimé à 52% ;
- **en hydraulique agricole**, l'essentiel des investissements a porté sur les eaux pérennes des grands fleuves (trois barrages, canaux d'irrigation, etc..); sur le reste du pays plus de 200 petits barrages ont été construits et de nombreux aménagements de bas - fonds ont été réalisés souvent avec l'aide d'ONG. Des trois grands types d'irrigation ( irrigation de surface, aspersion et goutte à goutte), la première est de loin la plus pratiquée au Mali, sous quatre formes : la maîtrise totale (80000 hectares), la submersion contrôlée (90000 hectares), les bas - fonds et la culture de décrue (60000hectares). Les contraintes et limitations liées à l'exploitation de ces ressources en eau peuvent être résumées comme suit : irrégularités du régime pluviométriques et hydrologiques, coût d'exhaure et des ouvrages de retenue d'eau de surface en moyenne très élevé; et exploitation coûteuse des eaux souterraines ;
- **en hydraulique pastorale**, on estime à environ 200 m<sup>3</sup> par jour soit 75 millions de mètre cube par an les besoins actuels du cheptel pour un effectif global de 5,64 millions d'UBT; environ 10 à 15% de ces besoins seraient couverts par les eaux de surface. La problématique de l'hydraulique pastorale réside moins dans la disponibilité des ressources que dans leur répartition spatiale. En effet, on observe une dichotomie fréquente entre points d'eau et pâturage. Là où il y a des pâturages, il y a peu ou pas d'eau et là où existe l'eau en abondance (eau pérenne), il n'y a pas de pâturage. Il s'agit dès lors de concilier ces deux positions.

Il ressort de l'étude diagnostique du secteur de l'eau que l'essentiel des conditions sont réunies pour permettre au Mali de se lancer efficacement dans la gestion intégrée de ses ressources en eau. Cependant, aussi bien sur la plan de la connaissance des besoins et des ressources en eau que de l'adaptation du cadre institutionnel et juridique, des lacunes restent à combler :

- insuffisance du nombre de stations de mesures hydrologiques et hydrogéologiques et de systèmes de transmission des données, absence de concertation entre structures chargées de la planification des eaux et de l'aménagement du territoire ;
- chevauchement de compétences entre Directions dépendantes de Ministères différents et entres services dépendants d'un même Ministère ;
- manque de hiérarchie entre les actions entreprises. Le code de l'eau reste

à mettre en application.

### III. PROGRAMMES/PROJETS

#### 3.1 Programmes majeurs

- Programme régional d'éradication et de lutte contre la jacinthe d'eau ABN Mali-Guinée,
- Programme cadre de protection contre l'érosion hydrique et de lutte contre l'ensablement du bassin du fleuve Niger (ABN )
- Programme d'Hydraulique Villageois Mali-Suisse Phase VI,
- Programme d'Hydraulique dans les cercles de Kati, Koulikoro, et Kangaba-1<sup>ère</sup> Phase,
- Programme d'Hydraulique Villageoise 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> Région du Mali,
- Programme d'Hydraulique Villageoise de 100 points d'eau en 7<sup>ème</sup> Région du Mali,
- Programme d'Hydraulique Villageoise dans le Plateau Dogon,
- Programme National d'infrastructures rurales. Projet eau potable et assainissement (PNIR),
- Programme d'Hydraulique Villageoise et pastorale en 3<sup>ème</sup> Région,
- Programme d'Hydraulique Villageoise et pastorale dans les cercles de Niafunké et Youwarou (CEAO II),
- Volet Malien du Programme Hydraulique du Liptako-Gourma,
- Programme d'Hydraulique villageoise Barapiireli -Pel-Ségué,
- Programme d'Appui à la Gestion des Terroirs Villageois du Séno-Gondo (Projet MLI/002 et 001),
- Mali-Sud 3<sup>ème</sup> Région 600 forages, 50 puits, 50 adductions sommaires,
- UNICEF Youwarou-022,
- UNICEF ZI-805,
- UNICEF Youwarou-302 5<sup>ème</sup> Région, forages,
- Programme d'Hydraulique Villageoise :Mali-Suisse Phase VII,
- Programme Sécurité Alimentaire Région Kidal PSARK, 20 forages, 60 puits,
- Alimentation eau potable dans les cercles de Kati, Koulikoro et Kangaba
- Gestion des ressources par bonne fontaine 1<sup>ère</sup> Région, donner de l'eau en quantité de qualité,
- Programme Agrhymet et phase IV (MLI/91/011),
- Gestion hydro-écologique du bassin du Niger supérieur (GHENIS).

Plus de 200 petits barrages ont été construits en majorité au Plateau Dogon. De nombreux aménagements de bas -fonds et de nombreux micro-projets ont été également réalisés.

#### 3.2 Projets importants

- Projet Ghenis (Gestion hydro-écologique du Niger supérieur),
- Projet de lutte contre la désertification dans sud de la région de Ségou (ABN),
- Projet EEM Niger,
- Projet stratégie et plan d'action,
- Projet d'intégration et de gestion du bassin du Fouta Djallon (GEF),
- Projet de création de 100 points d'eau dans les Régions de Kayes et Koulikoro,
- Projet Saoudien de forage de puits et de développement rural dans les pays sahéliens d'Afrique phase III,
- Projet de Développement Rural Mali-Sud II,
- Projet de Développement Rural Intégré dans les Régions de Mopti et Tombouctou,
- Projet d'Alimentation en Eau Potable dans le cercle de Tenenkou,
- Projet survie-Projet eau hygiène/assainissement Volet accès à l'eau Potable,
- Projet de réhabilitation de 400 puits traditionnels à Kayes et Koulikoro,
- Projet Hydraulique Villageoise Visant A l'éradication du Ver de Guinée,

- Projet Santé Population Hydraulique Rurale (K.B.K) 385 forages équipés de pompes,
- Projet Hydraulique Zone CMDT,
- Projet pour la fourniture et pose de pompes d'origine Belge,
- Projet de Diversification des Revenus en Zone non cotonnière,
- Projet MLI 8/006 Etudes des ressources aquifères dans la zone semi-aride au Nord-Est du fleuve Niger (triangle Tombouctou, Gao et Kidal),
- Projet modèle RAF 8/0022 : pour la mise en valeur des ressources en eaux souterraines : mécanisme de recharge et de vidange des eaux de système aquifère de la plaine de Gondo,
- Projet MLI/005 «utilisation des radio-isotopes pour l'élaboration de l'érosion et du transport sédimentaire dans les bassins versants sahéliens»,
- Les projets ont mis en lumière des possibilités d'utilisation des eaux souterraines d'extrême importance pour le développement du Mali,
- Projets d'aménagement des bas-fonds dans le Mali-Sud (PAPBF de Bougouni, PATV de Fana, projet Banque Mondiale à Bougouni, projet BAD à Sikasso).

#### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

##### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Agence du Bassin du fleuve Niger ;
- Commission de régulation de l'électricité et de l'eau ;
- Cellule OMVS ;
- Appui technique et méthodologique à la mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée des ressources en eau.

##### **4.3 Renforcement des capacités humaines**

- Atelier de concertation des utilisateurs du bassin du Niger Supérieur » Celui du Mali a été tenu à Ségou du 20 au 23 Février 2001 ;
- Colloque international sur la sauvegarde du fleuve Niger du 5 au 7 avril 1999 à Bamako ;
- Formation en modélisation hydrologique ;
- Formation à l'installation de plate forme de collecte de données ;
- Assistance préparatoire pour les eaux du fleuve Niger (95-98) ;
- Ateliers de concertation entre les équipes nationales du Mali et de la Guinée ;
- Formation en hydro-chimie des cadres ;
- Formation en informatique pour la gestion des données hydrologiques ;
- Formation en cartographie ;
- Formation des cadres à la gestion des eaux et à la prévision des pluies ;
- Analyse diagnostique transfrontalière aux problèmes d'environnement ;
- Etude d'impact des activités sur les fleuves.

#### **V. INFORMATIONS**

- Bulletins d'information : « la goutte d'eau » et « ABN-Info »,
- Institutionnalisation de la journée mondiale de l'eau (débat/Radio, TV),
- Centre de documentation et d'information.

#### **VI. TECHNOLOGIE**

- Pompe India-Mali à Sikasso - Société EMAMA ;
- Pompe Vergnet ;
- Pompe U.P.M ;
- Pompe Duba ;
- Pompe Electrique ;
- Pompe solaire ;



- Pompe Isabere ;
- Pompe éolienne ;
- Pompe ciwara.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1- Interne**

- Gouvernement;
- Privés;
- Société civile.
- Collectivités territoriales

### **7.2- Externe**

- Pays-Bas,
- PNUD,
- UNICEF,
- GTZ,
- Italie,
- Canada,
- Belgique,
- Suisse,
- Danemark,
- IDA,
- Liptako-Gourma,
- CEAO,
- EEM,
- KFW,
- France
- Union Européenne,
- Banque Mondiale,
- BAD,
- Arabie Saoudite,
- Koweït,
- BID,
- ONG.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention sur la diversité biologique ;
- Convention de RAMSAR ;
- Convention sur les changements climatiques ;
- Convention sur les eaux internationales ;
- Convention OMVS/ABN.

# RESUME DU CHAPITRE 19

## CONTROLE DES SUBSTANCES CHIMIQUES ET TOXIQUES

### MALI

#### Chapitre 19 : Contrôle des substances chimiques et toxiques

## **I. PRISE DE DÉCISIONS**

### **1.1 Instances de décision**

- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;
- Ministère du Développement Rural.

### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°89-61/AN-RM portant répression de l'importation et du transit des déchets toxiques ;
- Loi portant création de la Direction Nationale de la Protection Civile ;
- Ordonnance n°98-027/P-RM portant création de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) ;
- Décret n°96-347/P-RM portant modalités de fonctionnement de la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC) ;
- Décret n°98-293/P-RM du 08 Septembre 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) ;
- Décret n° 98-415/PM-RM du 24 Novembre 1998 fixant le cadre institutionnel de la gestion environnementale fut crée par le STP.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique nationale de protection de l'environnement,
- Politique nationale se l'approvisionnement en denrées alimentaires.

### **1.4 Participation des groupes principaux dans la prise de décisions**

- Laboratoire des eaux,
- Groupes socioprofessionnels,
- ASCOMA,
- Collectivités territoriales,
- LNC,
- DRGC,
- DNCN,
- SNPV.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

- Adoption de la loi 89-61/AM-RM en Septembre 1991 portant répression de l'importation et transit de déchets toxiques,
- Signature le 30 Janvier 1991 de la convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle de leur mouvement transfrontalier et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique,
- Ratification de la convention de Bâle le 13 Décembre 2000 et entrée en vigueur de la convention le 5 Mars 2001.

## **Etat des systèmes existants**

### • *Déchets liquides*

- Les eaux usées domestiques : selon les estimations les fosses fixes sont utilisées par 5,7% de la population, les latrines par 86% et les fosses septiques par 8,3%. Ces eaux usées sont évacuées par les mêmes caniveaux conçus pour les eaux de pluie contribuant ainsi à la dégradation de l'environnement.
- Les eaux industrielles : le district dispose 54% des unités industrielles du pays. Ces industries ne disposent généralement pas d'équipements efficaces pour le traitement des eaux usées. Contribuant à ainsi à la pollution des puits et du fleuve Niger. Le débit des rejets industriels est estimé à plus de 2000 m<sup>3</sup>/j.
- Les réseaux dégoûts desservent 1,5% de la population.
- Le système de fonctionnement des puisards pose des problèmes de contamination des puits, de prolifération des moustiques et de pollution des eaux souterraines ;
- Etude de surveillance de la qualité des eaux dans les terroirs cotonniers.

### • *Déchets solides*

- Constitués d'ordures ménagères et les déchets hospitaliers et industrielles sources d'insalubrité et de problèmes de santé publique.
- Réseau de gestion des déchets,
- Programme sur les substances à effet de serre,
- Réseau de gestion sur les substances toxiques (journée de concertation 03 Mai 2001).

En conclusion les déchets constituent un problème majeur malgré les efforts consentis ces dernières années par le gouvernement, les GIE , ONG et autres associations

## **III. PROGRAMMES ET PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme Nationale d'amélioration du cadre de vie,
- Programme national de gestion, des informations sur l'environnement,
- Programme d'expertise des déchets urbains,
- Programme national d'information, d'éducation et de communication sur l'environnement,
- Programme nation al de suivi de la mise en œuvre des conventions internationales.

### **3.2 Projet importants**

R.A.S.

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Appui aux collectivités décentralisées pour la promotions de l'hygiène ;
- Renforcement de la coordination intra et inter sectorielle ;
- Amélioration du cadre législatif et réglementaire.

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Atelier de formation des communicateurs sur les déchets toxiques,
- Atelier de formation avec les ONGs sur les déchets solides,
- Atelier de formation des radios libres.

#### **4.3 Renforcement des capacités matérielles**

- Remise de matériels de salubrité (poubelles, brouettes et autres), et de matériels d'évacuation des eaux usées.

### **V. INFORMATIONS**

- Emission TV/Radio sur les déchets plastiques/substances toxiques ;
- Journée de salubrité ;
- Débats télévisés ;
- Sketch ;
- Quinzaine de l'Environnement.

### **VI. TECHNOLOGIE**

- Transformation des déchets biomédicaux pour les rendre inoffensifs (GIE LADAMOU);
- Transformation des déchets plastiques en matériaux divers.

### **VII. FINANCEMENT**

#### **7.1- Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées.

#### **7.2 Externe**

- Mini programme des Nations Unies par rapport à la gestion des substances toxiques;
- Mini programme sur les gaz à effet de serre.

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention de Rotterdam sur PIC (procédure de consentement préalable);
- Convention de Bamako ;
- Convention de Bâle ;
- Accords de Vienne ;
- Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone.

## **RESUME DU CHAPITRE 20**

### **GESTION DES DECHETS DANGEREUX**

#### **MALI**

#### **Chapitre 20 : Gestion des déchets dangereux**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décision**

- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme,
- Ministère de la Santé,
- Ministère du Développement Rural,
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports,
- Ministère des Affaires Étrangères et des Maliens de l'Extérieur,
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile,
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,
- Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau.

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi 01-020-AN/RM du 30 mai 2001 relative aux pollutions et nuisances ;
- Ordonnance n° 98-027/P-RM portant création de la Direction Nationale de l'Assainissement et du contrôle des pollutions et des Nuisances (DNACPN) ;
- Décret n° 98-293/P-RM du 08 Septembre 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Assainissement et du contrôle des pollutions et Nuisances (DNACPN) ;
- Décret n° 98-415/PM-RM du 24 Novembre 1998 fixant le cadre institutionnel de la gestion des questions environnementales fut crée par le STP ;
- Décret n°001-394/P-RM DU 06 Septembre 2001 fixant les modalités de gestion des déchets solides ;
- Décret n°001-395/P-RM DU 06 Septembre 2001 fixant les modalités de gestion des eaux usées ;
- Décret n°001-397/P-RM DU 06 Septembre 2001 fixant les modalités de gestion des polluants de l'atmosphère.
- Article 15 de la constitution.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- PNPE ;
- PNAE/PAN ;
- Article 15 de la Constitution
- Stratégie des différentes conventions sur l'environnement signées et/ou ratifiées par le Mali.

#### **1.4 Participation des groupes principaux dans la prise de décisions**

- Organisations socioprofessionnelles ;
- GIE ;
- Collectivités territoriales ;
- Elus communaux.

### **II. SITUATION**

#### **Etat des lieux**

- *Déchets liquides*
  - Les eaux industrielles : le district dispose 54% des unités industrielles du pays. Ces industries ne disposent généralement pas d'équipements efficaces pour le traitement des eaux usées. Contribuant à ainsi à la pollution des puits et du fleuve Niger. Le débit des rejets industriels est estimé à plus de 2000 m<sup>3</sup>/j ;
  - Les stocks de pesticides obsolètes dans les bases de la PV, les eaux des teintureries, stocks de pesticides au niveau de certaines structures du MDR-CMDT-SMPC.
- *Déchets solides*
  - Constitués d'ordures ménagères et les déchets hospitaliers, industriels et commerciaux, ces déchets sont sources d'insalubrité et de problèmes de santé publique ;
  - Mise en place d'un réseau de gestion des déchets,
  - Réseau de gestion sur les substances toxiques (journée de concertation 03 Mai 2001) ;
  - Produits obsolètes de la PV et d'autres structures du MDR.

**Contraintes :**

- Insuffisance d'ouvrages d'assainissement,
- Non application des textes législatifs et réglementaires;
- Pratiques et comportements traditionnels des populations;
- Insuffisance de moyens humains et matériels de la DNACPN et de ses démembrements;
- Insuffisance de prise en charge de l'activité par les collectivités décentralisées.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme Nationale d'Amélioration du cadre de vie,
- Programme national de Gestion, des Informations sur l'Environnement,
- Programme d'Expertise des Déchets Urbains,
- Programme national d'information, d'éducation et de communication sur l'environnement,

#### **3.2 Projets importants**

- Projet d'aménagement de la zone industrielle de Sotuba (financement à rechercher);
- Projet de gestion des eaux de teinturerie (financement à rechercher) ;
- Projet d'étude sur la pollution atmosphérique ;
- Projet d'étude sur la pollution des sols ;
- Inventaire des polluants obsolètes et équipement contaminés au Mali ;
- Projet pilote de gestion des polluants organiques persistants (POP).

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création de la DNACPN,
- Appui aux collectivités décentralisées pour la Promotion de l'hygiène,
- Renforcement de la Coordination intra et inter sectorielle,
- Amélioration du Cadre Législatif et Réglementaire,

- Diverses formations (mise à niveau ; EIE ; gestion des déchets).

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Atelier de formation des frigoristes sur la manipulation des gaz frigorigènes;
- Atelier de formation des communicateurs sur les déchets toxiques;
- Atelier de formation avec les ONGs sur les déchets solides;
- Atelier de formation des radios libres;
- Atelier de mise à niveau des agents de la DNACPN;
- Atelier de formation des agents de la DNACPN sur les études d'impact environnemental;
- Atelier de réflexion sur la problématique de la gestion des pesticides au Mali 23, 24 et 25 mars 1999.

#### **4.3 Renforcement des capacités matérielles**

- Remise de matériels de salubrité (poubelles, brouettes et autres) ;
- Equipement des structures d'encadrement.

### **V. INFORMATIONS**

- Quinzaine de l'environnement,
- Emissions TV/Radio sur les déchets plastiques/substances toxiques,
- Journée de salubrité,
- Débats télévisés,
- Causeries débats,
- Publication dans les journaux,
- Sketch...

### **VI. TECHNOLOGIE**

- Traitement des déchets toxiques au niveau des mines d'or de Sadiola, Yatela et de l'HUICOMA.

### **VII. FINANCEMENT**

#### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- ONG,
- Collectivités territoriales décentralisées.

#### **7.2 Externe**

- Coopération allemande ;
- Coopération canadienne ;
- FAO ;
- PNUD ;
- USAID.

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention de Rotterdam sur PIC (procédure de consentement préalable);
- Convention de Bâle ;
- Convention de Stockholm ;
- Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique ;
- Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle de leur mouvement transfrontalier et de la gestion des déchets dangereux produits en Afrique; Convention sur la sécurité nucléaire.





# RESUME DU CHAPITRE 21

## GESTION DES DECHETS SOLIDES ET DES EAUX USEES

### MALI

#### Chapitre 21 : Gestion des déchets solides et des eaux usées

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décision**

- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Industrie, du commerce et des Transports ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de la Sécurité et de la protection Civile.

##### **1.2 Décisions prises**

- Loi 01-020 AN-RM du 26 avril 2001 relatif aux pollutions et nuisances ;
- Loi 954-061 AN-RM du 10 novembre 1995 portant répression des infractions à la réglementation de l'homologation et du contrôle des produits agropharmaceutiques ;
- Décret n°98-415/PM-RM du 24 Décembre 1998 fixant le cadre institutionnel de la gestion des questions environnementales ;
- Arrêté 01-21699/ MI-CT-SG du 16 octobre 2001 fixant la liste des produits prohibés à l'importation et à l'exportation ;
- Décret 01-396/ P-RM du 6 septembre 2001 fixant modalités de gestion des eaux usées ;
- Décret 01-397/ P-RM du 6 septembre 2001 portant sur les modalités de gestion des polluants de l'atmosphère ;
- Ordonnance n°98-027 portant création de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique nationale de protection l'environnement ;
- Plan national d'action environnementale ;
- Plan d'action communale.

##### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Collectivités décentralisées ;
- GIE ;
- Associations ;
- ONG ;
- Groupes socioprofessionnels ;
- Privés.

#### **II. SITUATION**

##### **Etat des lieux**

- Signature de la convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle de leur mouvement transfrontalier et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique ;
- Ratification de la convention de Bâle le 13 Décembre 2000 et son entrée

en vigueur le 05 Mars 2001. Stratégies spécifiques à l'hygiène et à la salubrité publique ;

- Adoption de différentes lois relatives aux EIE et aux pollutions et nuisances.

Les contraintes sont les suivantes :

- L'insuffisance de formation et de sensibilisation des populations à la gestion des déchets solides et des eaux usées;
- La difficulté d'application de la réglementation en matière de gestion des déchets solides et des eaux usées.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme national d'amélioration du cadre de vie ;
- Programme d'expertise des déchets urbains ;
- Programme national d'information, d'éducation et de communication en environnement ;
- Différents programmes d'assainissement des communes urbaines.

#### **3.2 Projets importants**

- Des actions sont menées par l'ACI (Agence de Cession Immobilière) créée en 1992 et qui s'est vue confier en 1994 la mission de validation des terrains à usage d'habitation ;
- L'AGETIPE intervient dans le cadre des grands travaux d'assainissement, de construction de collecteurs, de réhabilitation de caniveaux ;
- Des actions publiques sont renforcées et complétées par des initiatives privées (GIE), Comité d'hygiène et du salubrité de quartier qui sont les associations).
- Le PDUD entreprend des actions d'assainissement dans toutes les villes où il intervient.

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

La restructuration du Ministère du Développement Rural a entraîné la création des différentes directions nationales( DNCN, DNACPN, DNAER, DNAMR , DGRC).

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Atelier de formation des communicateurs sur les déchets toxiques,
- Atelier de formation avec les ONGs sur les déchets solides,
- Atelier de formation des radios libres,

### **V. INFORMATIONS**

- Quinzaine de l'environnement,
- Emission TV/Radio sur les déchets plastiques/substances toxiques,
- Journée de salubrité,
- Débats télévisés,
- Remise de poubelles,

- Sketch...

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Utilisation de matériels mécanisés (mini tracteur, remorques pelleuses, camions bennes, graders, citernes, compacte uses, tronçonneuse) ;
- Aménagement de collecteurs améliorés ;
- Charrette à traction animale.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées
- ONG.

### **7.2 Externe**

- AFD,
- DED,
- ALPHALOG,
- Banque Mondiale
- Belgique,
- GTZ.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable.

## **RESUME DU CHAPITRE 22**

### **GESTION DES DECHETS RADIO-ACTIFS**

#### **MALI**

#### **Chapitre 22 : Gestion des déchets radio-actifs**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décision**

- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme,
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports,
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau;
- Ministère de la Santé.
- Ministère de la sécurité et de la Protection Civile

#### **1.2 Décisions prises**

- Décret n° 94-189/PM-RM du 27 Mai 1994 portant création du Secrétariat Technique Permanent à l'Environnement ;
- Décret n° 98-415/PM-RM du 25 Novembre 1998 fixant le cadre institutionnel pour l'élaboration du Plan National d'Action Environnementale (PNAE/PAN-CID) ;
- Création de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances ;
- Création de la Direction Générale de la Protection Civile.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

Politique Nationale de la Protection de l'Environnement( PNPE).

#### **1.4 Participation des groupes principaux dans les prises de décision**

- STP/CIGQE ;
- DNACPN ;
- Direction de l'Industrie ;
- Direction Générale de la Protection Civile ;
- Direction du Commerce et de la Concurrence.

### **II. SITUATION**

#### **Etat des lieux**

- Projet Régional AFRA-RAF/8/028 « Utilisation des isotopes pour l'étude des fuites dans les retenues et la sécurité des barrages. Date démarrage 1997.

#### ***Activités réalisées***

- Evaluation des capacités institutionnelle et humaine.
- La visite et l'auscultation des barrages de Touba et Sélingué
- Projet Modèle RAF/8/022. Recours aux isotopes pour le développement des Ressources en eau en Afrique dont le volet du Mali porte sur « mécanisme de recherche et de vidange des eaux du système aquifère de la plaine du Gondo ».

#### Activités réalisées

- Compilation et analyse des données analytiques-Rédaction et présentation de la version provisoire du rapport final à la dernière réunion de coordination du 11 au 15 Novembre 2000,

### III. PROGRAMMES ET PROJETS

#### 3.1 Programmes majeurs

RAS.

#### 3.2 Projets importants

- Projet Régional AFRA-RAF/8/028 «Utilisation des isotopes pour l'étude des fuites dans les retenues et la sécurité des barrages
- Projet Modèle RAF/8/022. Recours aux isotopes pour le développement des Ressources en eau en Afrique dont le volet du Mali porte sur "mécanisme de recherche et de vidange des eaux du système aquifère de la plaine du Gondo".
- Projet évaluation de l'utilisation du phosphore et de l'Azote par le sorgho,
- Projet bilatéral MLI 8/8/005 "Utilisation des radio isotopes pour l'étude de l'érosion et de la dynamique des sédiments",
- Projet MLI/8/006/démarré en 1999 "Etude des Ressources en eau souterraine dans la zone semi-aride du Nord-Est du fleuve Niger" (Triangle Tombouctou-Gao-Kidal),
- Projet utilisation des techniques de biologie moléculaire dans le diagnostic des maladies animales au Mali. Contrat n 9360/RO démarré en 1997,
- Projet RAF/6017/Utilisation des isotopes pour la lutte contre les maladies transmissibles ex : la tuberculose,
- Projet Seromonitoring of CBPP n Mali Using-C-ELISA démarré en 1997,
- Projet attractivité comparée de nouvelles odeurs et ou/association d'odeur contre les glossines démarré Novembre 2000,
- Projet MLI 9/024 protection médicale,
- Projet AFRA, RAF 05/042,
- Projet dans le domaine de la santé (médecine nucléaire).

### IV. RENFORCEMENT DES CAPACITES

#### 4.1 Renforcement des capacités institutionnelles

La restructuration du Ministère du Développement Rural avec la création des différentes Directions Nationales qui sont : la DNAMR, la DNAER, la DGRC.

#### 4.2 Renforcement des capacités humaines

- Organisation d'un atelier national de formation sur les techniques de détection des fuites dans les barrages,
- Formation des agents aux techniques opérationnelles des stations hydro-sédimentologiques.

### V. INFORMATIONS

- Emissions radio / débats / Emission TV.

## VI. TECHNOLOGIE

- Technique de détection des fuites dans les barrages,
- Application de la méthode isotopique à l'évolution de l'efficacité de l'utilisation de l'azote par les variétés de sorgho.

## VII. FINANCEMENT

### 7.1 Interne

- Gouvernement.

### 7.2 Externe

- Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA),
- FAO.

## VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX

- Accord complémentaire révisé concernant la fourniture d'une assistance technique par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) au Gouvernement de la République du Mali;
- Accord Inter-gouvernement Régional Africain pour la recherche, de développement et la formation relatifs à la science et à la technologie Nucléaires (AFRA);
- Convention sur la notification précoce des accidents nucléaires;
- Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou d'urgence radiologique;
- Convention sur la sécurité nucléaire.

### **Analyse relative à la deuxième partie : conservation et gestion des ressources naturelles**

Un des objectifs et non des moindres de l'Agenda 21, est de conserver et gérer les ressources naturelles de façon durable. Pour atteindre cet objectif, on peut dire que bien que des actions de conservation et de gestion des ressources naturelles étaient menées avant 1992, c'est à partir de cette année qu'on a vu la tenue du sommet mondial sur l'environnement et le développement durable, que des innovations importantes ont été faites parmi lesquelles on peut retenir en terme d'acquis :

- l'élaboration et l'adoption d'un plan national d'action environnemental comprenant ;
- un volet diagnostic environnemental national ;
- un volet politique nationale de protection de l'environnement et programmes d'action nationaux ;
- un volet programmes d'action régionaux ;
- l'organisation d'une table ronde sur le financement de l'environnement qui a enregistré des engagements importants de la part des partenaires au développement ;
- le renforcement du cadre institutionnel ;
- la mise en place d'un cadre institutionnel de gestion des questions environnementales, la création de la DNCN, de la DNACPN, de la DNAMR et de la DNAER ;
- la mise en place de la Mission d'Aménagement du Territoire ;
- le renforcement du cadre juridique et réglementaire avec des mesures telles que,

- l'institutionnalisation des études d'impacts environnementales ;
- la signature et la ratification de nombreuses conventions accords et traités internationaux en matière d'environnement;
- la mise en place de nombreux cadres de concertations pour les différents acteurs (comités institutionnels, comités consultatifs) ;
- le renforcement des capacités des différents acteurs ;
- l'exécution de l'étude diagnostique des ressources en eau dans le cadre du plan national de gestion intégrée desdites ressources ;
- la mise en place de nombreux programmes et projets prenant en compte la dimension environnementale (PGRN, PNVA, PNIR, PLCE, Programme d'Hydraulique Villageoise) ;
- l'élaboration d'une stratégie et d'un plan national en matière de biodiversité ;
- l'élaboration d'un Schéma Directeur de mise en valeur des ressources en eau ;
- la mise en place d'une agence internationale dans les grands travaux d'assainissement (AGETIPE).

Si le contexte favorable créé par la mise en œuvre des politiques de démocratisation, de libéralisation et de décentralisation a permis la mise en œuvre des actions ci-dessus citées, il n'en demeure pas moins que des difficultés persistent, parmi lesquelles on peut citer :

- l'insuffisance des ressources financières et les difficultés de mobilisation des financements internes et externes ;
- l'absence d'un code de l'environnement ;
- les difficultés d'application des textes en vigueur ;
- l'absence de cadre institutionnel de gestion des questions environnementales aux niveaux régional et local (dans un contexte de décentralisation) ;
- l'insuffisance de spécialistes dans certains domaines de l'environnement (biotechnologie).

En tout état de cause, compte tenu de l'ampleur des actions menées, pendant la décennie qui vient de s'écouler, on est en droit de penser que le Mali est sur la bonne voie mais qu'il doit prendre un certain nombre de mesures urgentes pour poursuivre. Il s'agit entre autres de :

- élaborer un code de l'environnement ;
- mettre en place et exécuter un programme de renforcement des capacités ;
- renforcer le cadre institutionnel prenant en compte les niveaux régional et local ;
- élaborer et exécuter un vaste programme d'IEC en matière d'environnement ;
- élaborer une politique et des stratégies de gestion intégrée des ressources en eau ;
- élaborer une stratégie en vue d'une plus grande mobilisation des finances internes et externes.

## **TROISIEME PARTIE**

### **RENFORCER LE ROLE DES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA SOCIETE**

**Chapitre 23 :** Préambule aux chapitres concernant le renforcement du partenariat

**Chapitre 24 :** Rôle et statut des femmes dans le développement

**Chapitre 25 :** Enfants et jeunes dans le processus du développement durable

**Chapitre 26 :** Renforcer le rôle des communautés indigènes

**Chapitre 27 :** Coopération avec les ONGs

**Chapitre 28 :** Les pouvoirs locaux

**Chapitre 29 :** Travailleurs et syndicats

**Chapitre 30 :** Commerce et industrie

**Chapitre 31 :** Protection et gestion des fleuves

**Chapitre 32 :** Renforcer le rôle des paysans



## **RESUME DU CHAPITRE 23**

### **PREAMBULE AUX CHAPITRES CONCERNANT LE RENFORCEMENT DU PARTENARIAT MALI**

#### **Chapitre 23 : Préambule aux chapitres de renforcement du partenariat**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de prise de décision**

- Assemblée Nationale ;
- Haut Conseil des Collectivités ;
- Primature et Ministère de l'Intégration ;
- Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de la Communication ;
- Ministère des Finances et de l'Economie ;
- Ministère des Forces Armées et des Anciens Combattants ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère de la Justice ;
- Ministère de l'Education Nationale.

##### **1.2 Décisions prises**

- Décentralisation;
- Libéralisation de la création des Associations, des groupements et des ONG;
- Accords de partenariat signés et ratifiés par le Mali dans le cadre de la coopération internatio-bilatérale ou décentralisée.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Adhésion du Mali au nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD);
- Participation à des organisations internationales, sous régionales et régionales.

##### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali,
- APCAM,
- Chambre des métiers et artisans,
- Jeune chambre économique,
- Associations et ONG diverse,
- Collectivités territoriales.

#### **II. SITUATION**

##### **Etat des lieux**

- L'achèvement du dossier Initiative en faveur des Pays Pauvres Endettés (PPT), initiative à laquelle le Mali a été déclaré éligible le 15 septembre 1998 par les conseils d'Administration de la Banque Mondiale et du Fonds

Monétaire International. Cette assistance spécifique qui est également soutenue par d'autres créanciers bilatéraux et multilatéraux, s'ajoutera aux autres mesures d'allégement prises par des partenaires bilatéraux suivant les mécanismes traditionnels d'allégement de la dette (comme les conditions de Naples du Club de Paris). Elle a atténué la charge que présente la dette extérieure du Mali ainsi que la fonction qu'elle exerce sur le budget de l'Etat, dégageant alors des ressources qui aideront à accélérer le rythme des réformes structurelles et à accroître le financement des programmes sociaux.

- Afin de favoriser la promotion du secteur privé national, quatre institutions du groupe de la Banque Mondiale (l'Association Internationale de Développement IDA), la société financière Internationale (SFI), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) et le service de Promotion et de Développement des Investissements en Afrique (APDF) ont décidé d'intervenir en partenariat ;
- La coopération Germano-Malienne fait ressortir le rôle des différentes organisations partenaires que sont la GTZ, le KFW, le DED, la Fondation Friedrich Ebert et BORDAS. Il convient de souligner que l'aide bilatérale allemande est accordée comme subvention dans le cadre de la coopération financière .

Plusieurs partenaires bilatéraux essaient de travailler en partenariat pour appuyer différents projets.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme d'Appui à l'auto organisation,
- Programme de développement sanitaire et social (PRODESS),
- PRODEC;
- PASAOP.

#### **3.3 Projets importants**

- Secteur développement social
  - Projet d'appui aux initiatives de base,
  - Projet de réinsertion des émigrés,
  - Appui au réseau d'ONG féminines.
- Secteur santé
  - Renforcement des services communaux de Koulikoro,
  - Soins de santé primaire.
- Secteur eau et développement rural
  - Projet d'Appui à la Valorisation et à la Commercialisation des Produits Agricoles (PAVCOPA),
  - Projet Pilote pour la Promotion de l'Irrigation Privée (PPP),
  - Projet de Développement Villageois
  - Projet de Développement Rural Intégré

## IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

### 4.1 Renforcement des capacités institutionnelles

- Création du Ministère du Développement social de la solidarité et des personnes âgées;
- Création de l'APCAM, CCIM et la Chambre des Métiers;
- Création de l'Agence pour la Gestion des Travaux d'Infrastructures et d'Equipements Ruraux;
- Création de l'Agence du fleuve Niger .

### 4.2 Renforcement des capacités humaines

- L'appui technique des volontaires de Nations Unies demeure un type d'Assistance technique privilégié,
- Le recours à des modalités telles que les transferts de connaissance par des expatriés nationaux «Tokten » programme à l'endroit de l'Université du Mali.

## V. INFORMATIONS

RAS

## VI. TECHNOLOGIE

Non applicable dans ce contexte

## VII. FINANCEMENT

### 7.1 Interne

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Groupes socioprofessionnels,
- ONG,
- ANICT.

### 7.2 Externe

#### • Partenaires bilatéraux et multilatéraux

- PNUD,
- UNICEF,
- Banque Mondiale,
- GTZ,
- Fonds Arabes,
- Coopération Canada,
- Coopération Suisse,
- FED,
- OCDE,
- OPEP,
- USAID,
- FIDA,
- FMI,
- Norvège,
- OMS,
- France,

- Belgique,
- Japon.
- SNV,
- Coopération Néerlandaise.

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Accord de Partenariat UE / ACP signé à Cotonou ;
- Plan d'action TICAD et la NEPAD.

## **RESUME DU CHAPITRE 24**

### **ROLE ET STATUT DES FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT**

### **MALI**

#### **Chapitre 24 : Rôle et statut des femmes dans le développement**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de prise de décisions**

- Assemblée Nationale ;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère du Développement Rural;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme.
- Ministère de l'Education Nationale;
- Ministère de l'Economie et des Finances.

##### **1.2 Décisions prises**

- Décret n°99/155/PM-RM du 16 juin 1999 portant création du Ministère de la Promotion de la Femme ,de l'Enfant et de la Famille .
- Décret n°99/157/PM-RM du 16 juin 1999 portant création du Comité National d'Action pour l'Eradication des Pratiques Néfastes à la Santé de la Femme et de l'Enfant ;
- Décret n°99 – 158/PM-RM du 16 juin 1999 portant création de la Commission Paritaire Gouvernement Associations – ONG féminines ;
- Ordonnance n°99-010/P-RM du 1<sup>er</sup> Avril 1999 portant création de la Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Plan d'action pour la promotion des femmes 1996-2000 – Primature/Commissariat à la Promotion des Femmes Bamako, 1996 ;
- Stratégie Nationale d'intervention pour la promotion des Femmes 1994-1997, Commissariat à la Promotion des Femmes ;
- Politique et Stratégie de Développement en faveur des femmes rurales, Rome 1994, FAO ;
- Programme de Coopération Mali – UNICEF 1998 – 2002, Plan – Cadre, Gouvernement de la République du Mali – UNICEF ;
- Politique de Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Octobre 1997, Programmes, Orientations, Axes stratégiques et Actions Prioritaires MPFEF ;
- Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS) 1998 – 2002 MDSSPA ;
- Politique de Promotion Féminine, Février 1992, Secrétariat d'Etat à l'Action Sociale et à la Promotion Féminine, Février 1992 ;
- Rapport National sur la situation des femmes au Mali, 4<sup>ème</sup> Conférence Mondiale sur les Femmes, lutte pour l'égalité, le développement et la Paix, Beijing 1995, Primature, Commissariat à la Promotion des Femmes, Novembre 1994 ;
- Stratégies Nationales d'Intervention pour la Promotion des Femmes, Domaine juridique, janvier 1994, Primature, Secrétariat d'Etat à l'Action Sociale et la Promotion Féminine ;
- Situation des Femmes au Mali, cinq ans après la Conférence Mondiale de Beijing, Rapport National, Bamako 2000, MPFEF ;
- Plan d'Action National pour l'Abandon de la Pratique de l'Excision à l'Horizon 2008

MPFEF ;

- Le Mali dans femmes à travers le monde : lois et politiques qui influencent leur vie reproductive, l'Afrique Francophone, CRLP/GREFELS, 1999 ;
- Politiques et Normes des services de santé de la reproduction mars 2000, DSFC, Direction Nationale de la Santé ;
- Plan d'action national pour le renforcement du rôle de la femme dans l'Espace Union Économique et Monétaire Ouest Africain.

#### **1.4. Participation des groupes principaux**

Le Mali a participé à plusieurs conférences internationales des Nations Unies qui ont adopté des plans ou programmes d'action visant à améliorer les conditions juridiques, économiques, sociales, culturelles et politiques de la femme et à favoriser son égalité et sa pleine participation. On peut retenir :

- la Conférence internationale sur la population et le développement (Caire 1994) ;
- le Sommet mondial sur le développement social (Copenhague, 1995) ;
- la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Pékin (Beijing 1995) ;
- la Cinquième Conférence mondiale sur les femmes aux USA (New York 2000) ;
- le Sommet mondial sur l'alimentation (Rome 1996).

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

L'état des lieux se traduit dans le plan d'action (1996-2000) à travers :

- la valorisation de l'image de marque de la femme ;
- l'identification des voies et moyens de reconnaissance et le respect des droits de la femme ;
- l'accès des femmes aux facteurs de production et aux ressources économiques ;
- la conciliation des rôles des femmes avec les activités de production pour l'amélioration de leurs revenus ;
- la facilitation de l'accès du groupe mère – enfant aux services socio-sanitaires ;
- l'appui à la nouvelle politique de refondation du système éducatif malien.

Les domaines d'intervention du plan d'action se rapportent à l'éducation, la santé, l'environnement, la promotion économique et le renforcement institutionnel.

## **III. PROGRAMMES / PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- **Programme d'Appui au renforcement de l'Équité Hommes – Femmes MLI/00/002 PNUD.**

### **3.2 Projets importants**

- **Projet d'Appui à la Promotion des Femmes, MLI/009/201 Pays – Bas ;**
- **Projet d'Appui à la Promotion des Femmes et à l'Allègement de la Pauvreté (BAD) ;**
- **Projet du Fonds de Développement Institutionnel (IDF 6BM) ;**
- **Projet de Développement de l'Entreprenariat Féminin dans le secteur de l'Agroalimentaire (ONUDI) ;**
- **Projet d'Appui à la Lutte contre les Pratiques Néfastes à la Santé de la Femme et de l'Enfant (MLI-FNUAP) ;**

- **Projet Promotion du Statut de la Femme et de l'Equité de Genre (MLI-FNUAP) ;**
- **Projet Genre et Développement (ACDI) ;**
- **Fonds d'Appui aux Activités des Femmes « FAAF Layidu »;**
- **Projet de développement de l'Alphabétisation Fonctionnel et Promotion des Femmes( Lassa, Missabougou);**
- **Projet d'Appui à la Promotion Féminine Et Renforcement Institutionnel du CPP(Commissariat à la Promotion des Femmes).**

#### IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

##### 4.1 Renforcement des capacités institutionnelles

- **Mise en place du Comité Interministériel chargé d'étudier et donner des avis sur les dossiers, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des actions, initiatives et mesures en faveur de la promotion de la femme ;**
- **Mise en place de la Commission Paritaire Gouvernement – Association – ONG a pour mission la coordination des stratégies et actions des associations et ONG en matière de promotion de la femme et de formuler des recommandations permettant la prise en compte des femmes, des enfants et de la famille dans les projets et programmes ;**
- **Dynamisation du Comité National d'Action pour l'Eradication des Pratiques Néfastes à la Santé de la Femme et de l'Enfant. Le Comité a pour mission l'information, la sensibilisation, la formation des populations, la promotion de la recherche, l'appui aux activités des associations et ONG ;**
- **Création du Comité de Coordination des Projets et Programmes du MPFEF chargé d'examiner, d'harmoniser les propositions de programme d'activité et de rapport d'activité ; favoriser l'échange d'information, suivre l'état d'exécution des projets et programmes.**

*Nomination des Conseillers Techniques et Points Focaux dans les Ministères :*

**Pour leur permettre de s'assurer de la prise en compte de l'approche genre dans les programmes et projets sectoriels de développement, de contribuer à la promotion des femmes (formation, accès au crédit, à la terre, à la technologie, à l'information, aux échanges régionaux, sous régionaux et internationaux etc.).**

**Ministères concernés: Primature ; Développement Rural ; Santé ; Education ; Communication ; Développement Social ; Forces Armées ; Emploi et Formation Professionnelle ; Artisanat et Tourisme ; Industrie et Commerce ; Mines - Energie – Eau ; Environnement.**

##### 4.2 Renforcement des capacités humaines

- Formation des cadres du Ministère et services déconcentrés, rattachés au Mali et à l'Extérieur dans différents thèmes genre et leadership, communication, informatique, gestion ;
- Participation et organisation des fora, colloques, conférences au niveau national, en Afrique, Europe, Amérique ;
- Participation des agents du MPFEF aux Comités de Pilotage, d'Orientation, Coordination, Concertation, Journées de réflexion des autres départements sectoriels ;
- Célébration des journées mondiales : 8 mars pour la femme et 16 juin pour l'enfant .

*Formation des Associations – ONG Féminines, Groupements des femmes*

Beaucoup de sessions de formation ont été organisées en direction des associations et des ONG féminines sur des thèmes variés (droits de la femme, participation à la vie publique, décentralisation, entrepreneuriat féminin, genre et leadership).

- 4.3 Renforcement des capacités matérielles
- **Appui matériel du Gouvernement et de certains partenaires.**

#### V- INFORMATION

- Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme ;
- Centre de Recherche d'Etudes et de Documentation pour la Survie de l'Enfant (CREDOS) ;
- La Malienne en chiffres, 1999 PNUD, BIT ;
- OMS Info – Mali, Septembre 1997 ;
- Télévision ,Radios libres, Journaux, Affiches consacrées à la femme;
- Supports traditionnels ;
- Répertoire des ouvrages et publications sur les femmes ;
- Production et diffusion des documents de politique et plans relatifs à la femme ;
- Production et diffusion de dépliants sur le SIDA et les projets/programmes.

#### VI. TECHNOLOGIE

Inexistant.

#### VII. FINANCEMENT

##### 7.1 Interne

- Gouvernement,
- ONG.

##### 7.2 Externe

Partenaires au développement (bilatéraux et multilatéraux)

- Coopération Bilatérale et multilatérale
  - USAID ;
  - Système des Nations Unies



- Coopération canadienne ;
- Coopération néerlandaise ;
- UNICEF ;
- FNUAP ;
- Banque Mondiale ;
- PNUD ;
- Coopération Belge, Suisse.

## VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX

- Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 ;
- Convention sur la suppression du trafic des personnes et l'exploitation de la prostitution et d'autres formes adoptée en 1949 ;
- Convention 100 de l'OIT relative à l'égalité de rémunération entre main d'œuvre masculine et féminine du 29 juin 1951, adhésion le 12 juillet 1968 ;
- Convention sur les droits politiques de la femme adoptée en 1952, adhésion le 03 juin 1974 ;
- Convention relative à la répression de la traite des femmes majeures, adoptée le 12 octobre 1957, adhésion le 02 février 1973 ;
- Convention 111 de l'OIT relative à la discrimination dans l'emploi et la profession du 25 juin 1958, adhésion le 12 juillet 1968 ;
- 14 décembre Convention de l'UNESCO sur la discrimination dans l'éducation, adoptée le 1960 et l'égalité de chances entre filles et garçons ;
- Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages adoptée le 10 décembre 1962, adhésion le 19 août 1964 ;
- Pacte international sur les droits civils et politiques du 16 décembre 1966, adhésion le 16 juillet 1974 ;
- Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes du 07 novembre 1967 ;
- Convention des Nations Unies sur l'Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée le 18 décembre 1979, adhésion le 10 septembre 1985 ;
- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée le 26 juin 1981, adhésion en 1981 ;
- Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en situation d'urgence et de conflits armés.

En plus de ces déclarations, conventions et pactes, le Mali se trouve lié aussi par les résolutions adoptées par l'Assemblée Générale de l'ONU en vue de l'élimination des inégalités et de la discrimination subies par les femmes. On peut citer entre autres :

- la Résolution 48/109 du 20 décembre 1993 en direction des femmes rurales ;
- la Déclaration de l'OIT sur l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes ;
- la Résolution 48/107 du 20 décembre 1993 ;
- la Résolution 46/106 du 20 décembre 1993.

## **RESUME DU CHAPITRE 25**

### **ENFANTS ET JEUNES DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT**

#### **MALI**

#### **Chapitre 25 : Enfants et jeunes dans le processus de développement**

### **I. PRISE DE DÉCISION**

#### **1.1 Instances de prise de décisions**

- Présidence de la République ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille;
- Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle;
- Ministère de l'Education Nationale.

#### **1.2 Décisions prises**

- Création de la Cité des Enfants, Parlement des Enfants ;
- Création de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Le parc d'animation des jeunes de Magnambougou ;
- Le centre de loisirs des jeunes ;
- SOS Enfants à Sanankoroba et Mopti ;
- Carrefour des jeunes ;
- Centre d'animation des jeunes;
- Hôpital Femmes et Enfants;
- Centre de rééducation de Bollé.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique Promotion Femme, Enfant et Famille ;
- Politique de Promotion de l'Enfant ;
- Plan d'action du Parlement des Enfants ;
- Plan d'action de Brazza 1998 pour l'enfance.

#### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Parlement des Enfants ;
- Conseil National des Jeunes ;
- Coalition malienne pour la promotion des enfants ;
- Enda Tiers Monde ;
- Mali/Angers UNICEF .
- Plan International ;
- Save & Children.

### **II. SITUATION**

#### **Etat des lieux**

- Création de la Cité des Enfants,
- Ratification de la Convention 182 de l'OIT sur les pires formes du travail des Enfants,
- Ratification de la convention 138 sur l'âge minimum d'admission des enfants au travail ;

- Institutionnalisation d'un mois de solidarité ;
- Signature des droits de l'enfant en 1998.
- Depuis 1999 une lutte acharnée est menée au Mali contre le trafic d'enfants vers la Côte d'Ivoire et d'autres pays africains. Cette lutte a permis de ramener au pays de nombreux enfants et d'empêcher d'autres d'être déportés.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

PRODESS.

#### **3.2 Projets importants**

- Projet de lutte contre les violences faites aux enfants ;
- Projet de Lutte contre le Trafic des Enfants (démarré en 2000),
- Projet de Développement des Adolescents (démarré en 2000),
- Projet promotion jeunes, sport /santé ;
- Projet de lutte contre l'excision ;
- Projet d'appui à la scolarisation des filles.

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création du Conseil National de la Jeunesse ;
- Création de la Cité des Enfants ;
- Création du Parlement des Enfants.

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Mise en œuvre des centres d'écoute communautaires,
- Ateliers de formation et sensibilisation (une dizaine);
- Actions du Ministère de l'Education Nationale.

### **V. INFORMATION**

- Information, éducation, communication à la télévision, radios de proximité,
- Causeries-débats sur les zones pourvoyeuses;
- Littérature pour enfant.

### **VI. TECHNOLOGIE**

- Inexistant.

### **VII. INANCEMENT**

#### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- ONG,
- Groupes socioprofessionnels.

#### **7.2 Externe**

- FNUAP,
- PNUD,
- USAID,
- UNICEF,
- CARITAS,
- DED,

- Autres bailleurs bilatéraux et multilatéraux.

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Recommandations de Moncton 1999 , relative à l'exploitation, et au travail des enfants;
- Charte Africaine des Droits et du bien être de l'Enfant.

## RESUME DU CHAPITRE 27

### COOPERATION AVEC LES ONG

#### MALI

#### Chapitre 27 : Coopération avec les ONG

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de prise de décisions**

- Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle.

#### **1.2 Décisions prises**

- Accord-Cadre entre les ONG et l'Etat ;
- Création des Coordinations d'ONG.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique d'initiative « **une Commune – une ONG** ».

#### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- CCA/ONG ;
- SECO/ONG ;
- CAFO ;
- Conseil Economique Social et Culturel ;
- Groupe pivots ;
- Associations ;
- ONG (Nationales et Internationales).

### **II. SITUATION**

#### **Etat des lieux**

- VIII<sup>ème</sup> Session de concertation annuelle Gouvernement/ONG en Septembre 1995 ;
- IX<sup>ème</sup> session de concertation annuelle Gouvernement/ONG en 1998 ;
- X<sup>ème</sup> session de concertation annuelle Gouvernement/ONG en novembre 2000 ;

- Projet d'élaboration de « **Statut particulier** » pour les ONG ;
- Relecture de la loi sur les associations ;
- Projet de nouveau Accord Cadre ;
- Décret portant agrément des ONG, Accord-Cadre révisé et Lettre d'exécution technique (1994) ;
- Quarante quatre ONG ont été agréées en 1996.

Le nombre d'ONG agréées est de 1467 à la date du 03 décembre 2001 (source CADB) dont environ 350 et 300 opérationnelles selon les années.

### III. PROGRAMMES/PROJETS

#### 3.1 Programmes majeurs

- PRODESS ;
- PRODEC ;
- PNIR.
- Programme de Renforcement de la Société Civile au Sahel ;

#### 3.2 Projets importants

- RESA (Réhabilitation Environnementale et Sécurité Alimentaire) ;
- PDCD, PDCN, Programme de Développement du cercle de Ménaka ;
- Care-Mali ;
- AEN;
- SOS-Sahel Grande Bretagne;
- Solidarité Canada-Sahel.

### IV. RENFORCEMENT DES CAPACITES

#### 4.1 Renforcement des capacités institutionnelles

- Domaines d'intervention des ONGs : Santé, Décentralisation, Agriculture, Education, Environnement, tourisme, eau, énergie, élevage/pêche, industrie, artisanat etc...
- Création des Groupes Pivots (Santé / Population, PMI/PME, Education de Base, Développement Social et Gestion des Ressources Naturelles) qui sont des instruments de spécialisation des ONG ;
- Mise en place de comités thématiques au sein du CCA-ONG.

#### 4.2 Renforcement des Capacités humaines

- Tenue des séminaires-ateliers de formation ;
- Mobilisation sociale d'information, d'éducation et de communication (IEC) ;
- Renforcement du savoir-faire ;
- Partenariat-Collaboration.

### V. INFORMATIONS

- Concertation annuelle Gouvernement/ONGs ;
- Secrétariat de Concertation des ONGs Nationales ;
- Comité de Coordination des Actions des ONG ;
- Publication de bulletin de liaison (Info-CCA), Bases de données (ONG ET Projets), Site Web, Répertoire des ONG, Production de documents thématiques, Rapports annuels d'activités ;
- Conférences, Causeries débats, Sketch, Réunions, Pièces théâtrales, Radio/TV, Projections vidéo.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Amélioration du savoir-faire local, de leur niveau d'équipement du niveau de leur santé et de condition de vie.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement ;
- Communautés.

### **7.2 Externe**

- Fonds Mondial pour l'Environnement ;
- PAM ;
- Fonds CEE ;
- Banque Mondiale ;
- Norvège à travers l'AEN ;
- Pays-Bas ;
- CARE ;
- PNUD ;
- UNICEF ;
- FNUAP ;
- UNESCO .
- Pays Arabes ;
- Canada ;
- USA .
- France ;
- Allemagne ;
- Suisse ;
- Japon ;
- Grande Bretagne ;
- Belgique ;
- Italie ;
- Luxembourg;
- Autres partenaires bilatéraux et multilatéraux.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Accords de Cotonou entre l'Union Européenne et les Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ;
- Accord – Cadre entre les ONG et l'Etat ;
- Création des coordinations d'ONG ;
- Adoption du code de conduite pour les ONG membres du CCA-ONG en mars 1994.

# RESUME DU CHAPITRE 28

## LES POUVOIRS LOCAUX

### MALI

#### Chapitre 28 : Les pouvoirs locaux

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de prises de décisions**

- Assemblée Nationale;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille;
- Ministère de la Santé;
- Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme.

##### **1.2 Décisions prises**

Loi N°93- 008 du 11/02/1993 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités Territoriales, modifiée par la loi N° 96-O56 du 16/10/1996 et la loi N° 95-034 du 12/04/1995 portant code des collectivités territoriales en République du Mali modifiée par la loi N°98-010 du 15 juin 1998 et modifiée par la loi N°98-066 du 30 décembre 1998, donne des pouvoir aux collectivités territoriale

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique de formation en cours d'élaboration ;
- Avant projet de schémas régionaux d'aménagement et de développement en cours de finalisation ;
- Programme de développement social économique et culturel des communes ;
- Plan Communal d'Action Environnementale ( PCAE) en cours d'élaboration.

##### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Conseils de villages ;
- ONG, GIE, Associations Villageoises, Organisations Paysannes, Associations des chasseurs, Coopératives des pêcheurs, APCAM, Coopératives des éleveurs et autres organisations socioprofessionnelles à la base .

#### **II. SITUATION**

##### **Etat des lieux**

Les communes urbaines et rurales sont aujourd'hui fonctionnelles. Elles élaborent et mettent en œuvre leur programme de développement économique social et culturel sous l'égide de leurs conseils communaux avec l'appui des différents partenaires locaux (Associations, GIE, Coopératives, ONG etc.). Les communes sont appuyés techniquement par les centres de conseils communaux (CCC) composés d'ONG, de



projet de bureau d'étude nationale et financement par l'Agence d'investissement des collectivités territoriales, dont les fonds sont constitués par l'Etat et les bailleurs de fonds.

D'une manière générale, les collectivités territoriales ont reçu un fonds de démarrage de l'Etat portant sur :

- 2 106 000 000 FCFA en 1999,
- 2 350 000 000 FCFA en 2000,
- 2 350 000 000 FCFA en 2001 dont 1 milliard a été alloué à l'ANICT au compte

des communes.

Aussi, la mise en place et le fonctionnement des comités locaux et régionaux d'orientation ont permis de créer un cadre de concertation et de réflexion sur le bon fonctionnement des collectivités et les orientations futures à envisager.

Dans l'ensemble les pouvoirs locaux ont pris la mesure de leurs prérogatives dans leur domaine de compétence et d'attribution. Elles ont compris et accepté la tutelle de l'Etat avec qui elles entretiennent des rapports fructueux de collaboration.

La tutelle, quant à elle, est bien assurée, sans abus, ni excès. Les affaires des collectivités sont gérées dans la transparence, les populations confiantes sont disponibles.

Au niveau village, le chef de village tout en étant investi du pouvoir de conciliation en matière civile et commerciale suivant les règles coutumières, participe avec ses conseillers à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions de développement en direction de leur communauté.

A cet effet, ils expriment auprès du Maire les besoins de leur communauté, les solutions et les objectifs préconisés par celle-ci et les modalités de sa participation aux actions projetées.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme National d'Infrastructures Rurales (2000-2005) ;
- Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT)
- PASAOP,
- Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT).

#### **3.2 Projets importants**

- Projet d'Appui aux Communes Rurales de Mopti financé par le Gouvernement du Mali. Son objectif est de mettre en place un environnement institutionnel propice à la bonne Gouvernance locale ;
- Projet d'Appui aux Communes Rurales de Tombouctou (PACT-T) FENU ;
- Projet d'Appui au Développement Local (PADL) à Tombouctou ;
- PDUD : projet développement Urbain et Décentralisation ( Banque Mondiale).

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITES**

- Création des centres de conseils communaux ;
- Création de l'ANICT.

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Formation des conseils communaux en gestion ;
- Formation des maires en gestion et à la bonne Gouvernance ;

- Fourniture d'appui technique, financier et humain des collectivités décentralisées.

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Appui de l'Etat et autres bailleurs dans la mise en œuvre de la décentralisation.

### **V. INFORMATION**

- Conférence/débats à l'échelle nationale et locale ;
- Initiation des séances de théâtre sur la décentralisation ;
- IEC à travers radio, TV, Sketch, théâtres ;
- Production de Tee shirts ;
- Organisation de concours sur différents thèmes ;
- Centre de Conseil de Cercle ( CCC ) ;
- Journée nationale des Commune: 21 Novembre de chaque année.

### **VI. TECHNOLOGIE**

RAS

### **VII. FINANCEMENT**

#### **7.1 Interne**

- Etat (subvention),
- Collectivités territoriales :
  - les impôts et taxes qu'elles sont autorisées à percevoir,
  - les taxes rémunératrices sur les services rendus,
  - les revenus de leurs domaines ,
  - les emprunts,
  - les dons et legs,
  - Fonds national de solidarité
- Groupement socioprofessionnels,
- Société civile.

#### **7.2 Externe**

- Banque Mondiale ;
- GTZ ;
- Pays-Bas ;
- PNUD ;
- UNICEF ;
- FENU ;
- Coopération française ;
- Coopération Canadienne ;
- Jumelage.

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

RAS

# RESUME DU CHAPITRE 29

## TRAVAILLEURS ET SYNDICATS

### MALI

#### **Chapitre 29 : Travailleurs et Syndicats**

## **I. PRISE DE DÉCISIONS**

### **1.1 Instances de prise de décisions**

- Assemblée Nationale ;
- Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme (Syndicats du secteur informel) ;
- Ministère du Développement Rural (Syndicats du monde rural) ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports (Syndicats des chauffeurs)
- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées (problèmes liés aux retraités et pensions).

### **1.2 Décisions prises**

- Pacte National ;
- Pacte National sur la croissance et le développement ;
- Protocole d'accords sur la grève du 17 juillet 1999.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique d'amélioration des conditions de vie des travailleurs :
  - . de participation des syndicats au processus des décisions économiques et politiques ;
  - . de réalisation d'un syndicalisme unitaire.
- Concertation pour évaluer les performances économiques, base de fixation des taux d'augmentation :
  - . dialogue social dans les entreprises ;
  - . élargissement de la base du syndicat au secteur informel, au monde rural ;
- Manifestation, grèves en cas de blocage :

### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Union Nationale des Travailleurs du Mali, (UNTM) ;
- Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali (CSTM) ;
- Syndicats nationaux membres de l'UNTM ;
- Syndicats autonomes : FEN, SAM, SNAT, SYLMAT, SYCAD .
- Sections Nationales ;
- Comités de services et entreprises ;
- FNEM ;
- Syndicat des paysans riziculteurs de l'Office du Niger ;
- SYNADEC (Syndicat des Agriculteurs du Delta Central Nigérien et environnant) ;
- EXAGON (Syndicat des Exploitants de l'Office du Niger) ;
- Associations des Forgerons ruraux
- SYMASOR (Syndicat Malien de la Solidarité Rurale) ;
- Syndicat des paysans du Mali Ouest : Kéniéba ;
- Syndicat des paysans de Kita ;
- Syndicat des paysans du Kaarta.

## **II. SITUATION**

## **Etat des lieux**

- En 1978, les activités politiques interrompues depuis les événements de 1968 avaient repris, l'UNTM jouera un rôle important dans le pré-colloque qui définira l'orientation et les objectifs du nouveau parti l'UDPM, tant au plan social, économique que culturel ;
- En 1980, l'UNTM connaît une 2<sup>ème</sup> secousse à la suite des événements scolaires au cours desquels elle s'était imposée comme médiatrice entre étudiant et les autorités. Un conflit éclata au sein du syndicat de l'Enseignement avec les répercussions graves et menaçait tout le mouvement syndical Malien ;
- En 1980, l'UNTM a tenté la première expérience malienne en auto-gestion des entreprises telles que la briqueterie de Magnambougou et l'Usine Malienne du Bois ;
- Lors du 7<sup>ème</sup> congrès ordinaire tenu les 22,23,24 et 25 Mars 1989, l'UNTM a adressé au gouvernement un appel pathétique l'invitant à prendre les mesures urgentes pour faire face à la crise politique, économique et social qui menaçait le pays. L'option des travailleurs visait essentiellement à promouvoir la paix et la démocratie ;
- Janvier 1991 (7 et 8) une grève générale de l'UNTM pour 48 heures d'avertissement;
- Mars 1991- 2<sup>ème</sup> grève générale de l'UNTM, illimitée jusqu'à l'ouverture démocratique;
- L'UNTM fut représenté au CTSP (Comité de Transition pour le Salut du Peuple) en 1991.

L'organisation du mouvement syndical au niveau national comporte :

- Commission de contrôle: 7 membres
- Conseil central : 163 membres
- Bureau Exécutif National : 38 membres
- Unions régionales : 8
- Unions Locales : 52
- Divisions syndicales : 558

Le congrès national de l'UNTM se tient tous les trois ans, au de l'action les objectifs arrêtés après mars 1991 sont :

- apporter leur soutien au parti dans l'édification d'une nation unie et indivisible capable de satisfaire les besoins des masses populaires ;
- œuvrer pour qu'aucune forme d'exploitation d'un homme par un homme;
- aider le parti à se maintenir un contenu démocratique et révolutionnaire;
- assurer une éducation conséquente des travailleurs en vue de leur mobilisation dans la production ;
- réorganiser leurs structures, pour mieux répondre à leur mission ;
- soutenir les luttes de libération des peuples opprimés et renforcer leur solidarité avec les travailleurs du monde entier ;

Il faut noter également l'émergence des syndicats / paysans et des organisations dans la zone d'intervention de la CMDT : SYCOV, SYVAC, SYPAMO, ARPASO, Association des éleveurs laitiers de Fana.

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Développement de la participation (programme PADEP) ;
- Implication des femmes dans le syndicalisme en vue de la parité homme femme ;
- développement et extension de la sécurité sociale au secteur informel et au monde

- rural ;
- implication pour la mise en œuvre des réformes économiques.

### **3.2 Projets importants**

- ISCOS ;
- BIT – DANIDA (Appui au secteur informel).

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITES**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création d'une structure syndicale auprès de l'OUA : l'OUSA,
- Création d'une structure syndicale auprès de la CEAO : l'OTAO,
- Création d'une structure syndicale auprès de l'OMVS : Intersyndicale de l'OMVS.

### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Ateliers, conférences, congrès ;
- Publication dans les revues et journaux ;
- Création d'une école de formation syndicale à la Bourse du Travail ;
- Organisation du perfectionnement professionnel avec l'ANPE.

## **V. INFORMATION**

- Parution de la revue « Baarakéla » ;
- I.E.C à travers radio, T.V. ;
- Affiches et tracts dans les entreprises et en ville ;
- Interviews dans les journaux de la place.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Connexion sur Internet au niveau de la Bourse du Travail ;
- Installation d'une imprimerie à la Bourse du Travail.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Cotisation des membres ;
- INPS - ANPE.

### **7.2 Externe**

- BIT ;
- Autres partenaires bilatéraux et multilatéraux : Centrales syndicales du Canada et de la France, Fondation Frédéric Ebert ;
- ISP.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Le 1<sup>er</sup> mai, date officielle retenue, chômé et payé au Mali ;
- Accords avec le BIT.

## RESUME DU CHAPITRE 30

### COMMERCE ET INDUSTRIE

#### MALI

#### **Chapitre 30 : Commerce et Industrie**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural
- Ministère de l'Économie et des Finances ;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- CCIM ;
- APCAM.

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°92-013/AN-RM du 17 Septembre 1992 portant détermination d'un système de normalisation et de contrôle de qualité avec un Secrétariat assuré par la Direction Nationale des Industries (DNI) ;
- Loi n° 92-020/AN-RM du 23 Septembre 1992 édictant une réglementation souple favorisant l'investissement privé et la promotion de la libre entreprise en vue de pallier les insuffisances liées au désengagement de l'Etat dans les secteurs productifs ;
- Loi n°94-048/AN-RM du 30/12/1994 autorisant la ratification du traité relatif à l'Organisation et Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) ;
- Décret n°96-030/P-RM du 25/01/1996 fixant les autorisations d'exercice délivrées pour les établissements classés dangereux, insalubres et incommodes ainsi que les industries du Secteur alimentaire ;
- Décret n°96-214/P-RM du 16 août 1996 portant réglementation de la collecte, de la transformation et de la commercialisation de l'or et autres substances précieuses possibles (Décret 99/ 068 du 8 avril= modification);
- Loi n°98-014/AN-RM du 19/01/1998 portant création de la Chambre du Commerce et de l'Industrie ;
- Ordonnance n°98-019 du 20/08/1998 portant création de la Direction Nationale du Commerce et de la concurrence (DNCC) ;
- Décret n°98-383/P6RM du 18 novembre 1998 portant institution du contrôle de la qualité, de la quantité, du prix, de la position tarifaire et de la détermination de la valeur en douanes des marchandises à l'importation avant expédition (modifié par le décret 01-282/P-RM du 03 juillet 2001) ;
- Ordonnance n°99-036 du 23/09/1999 portant création du Conseil Malien des Chargeurs ;
- Décret n°99-202 du 22 juillet 1999 portant création du Conseil National de la Concurrence ;
- Décret 00-51/P-RM du 10 février 2000 portant organisation du commerce de distribution au Mali.
- Décret 00-505/P-RM du 16 octobre 2000 portant réglementation du commerce extérieur.
- Loi n°01-42/AN-RM du 07 juin 2001 portant Loi 01-42/AN-RM du 07 juin 2001 portant modification du code de commerce (art 7 à 12 relatifs à l'agrément des étrangers).

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Libéralisation du commerce extérieur par l'adoption de deux régimes au lieu de trois, à savoir : le régime de la liberté et celui de la prohibition. Abandon du régime du contingentement ;
- Politique de promotion des filières agro-industrielles porteuses ;
- Libre circulation des personnes et des biens dans l'espace UEMOA ;
- Le Plan National d'Action pour l'Emploi ;
- Le Plan d'Actions du Programme Décennal de Développement du Secteur Privé.

### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- ASCOMA ;
- APCAM ;
- FNEM ;
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ;
- Chambre des métiers ;
- REDECOMA (Réseau des Consommateurs du Mali) ;
- Fédération nationale des artisans du Mali.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

- Membre fondateur de l'organisation Mondiale du Commerce depuis le 31 Mai 1995 ;
- Membre du Réseau des Entreprises d'Afrique de l'Ouest (REAO) ;
- Institutionnalisation des manifestations commerciales (foires et salons) ;
- Participation de la Jeune Chambre Economique aux concertations et réflexions ;
- Existence d'un Code des Marchés Publics (décret 95-0401 du 10 novembre 1995) ;
- Adhésion au Trade – Point (Commerce électronique) ;
- Création du Centre National de la Promotion des Investissements (CNPI) chargé de coordonner et d'animer en relation avec le secteur privé les politiques et stratégies du gouvernement en matière de promotion des investissements ;
- Mise en place du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) qui appuie les opérateurs économiques dans les formalités administratives ,la création d'entreprises l'immatriculation au niveau du registre du commerce, à la statistique et aux impôts ;
- Création d'un «Guichet Unique » en Avril 1995 dont le but est de fournir aux investisseurs les prestations nécessaires à l'installation de leurs entreprises ;
- Nomination du Modérateur : Cadre de concertation Etat/Secteur Privé Opérationnel depuis Août 1999 ;
- Mise en place de l'Association Malienne pour la Qualité (AMAQ) et du Conseil National de la Concurrence (CNC) ;
- Mise en place d'une Cellule chargée de l'appui à la gestion des équipements marchands ;
- Concertations entre secteurs public et privé à travers les cadres suivants ;
- Comité National de Coordination Economique (CNCE) ;
- Groupe de Réflexion pour le Développement du Secteur Privé (GR/DSP) ;
- Participation à des colloques organisés par l'étranger pour présenter les nouvelles formalités administratives de création d'entreprises et échange d'expériences avec les participants d'autres pays ;
- Elaboration d'une note de présentation du «Guichet Unique ».

## **III. PROGRAMMES ET PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programmes d'Appui à la Croissance Economique Durable (PACED) ;
- APEP (jusqu'en fin mars 2002);
- Programme Intégré d'Appui à la Compétitivité

### **3.2 Projets importants**

- Projet de renforcement des capacités de la Chambre du Commerce;
- Projet d'Appui au Secteur Privé.

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Institutionnalisation du Comité de pilotage pour l'organisation et la participation du Mali aux manifestations commerciales ;
- Mise en place de la Cour d'Arbitrage ;
- Création de la Cellule OMC ;
- Création de la Chambre d'Industrie et du Commerce ;
- Création de l'ASCOMA
- Création du Centre du Secteur Privé.

### **4.2 Renforcement de s capacités humaines**

- Formation des cadres de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence chaque deux (2) ans à Genève pour leur mise à niveau ;
- Participation aux ateliers de formation du CCI 5Centre du Commerce International) ;
- Programme sous régional de formation de la CNUCED (Bénin – Burkina Faso – Mali) ;
- Séminaires de sensibilisation périodiques pour expliquer les accords de l'organisation Mondiale du Commerce (OMC).

## **V. INFORMATIONS**

- Le centre d'Informations Technologiques (CIT) du Centre National de Promotion Industrielle (CNPI) des banques de données de projets et d'informations sur les fournisseurs et est connecté sur Internet ;
- Centre de Documentation Général ;
- Centre de Documentation "Brevets" ;
- Centre de Documentation sur la normalisation ;
- Foires et expositions ;
- Publication de revues Economie et Commerce ;
- Publication du Réseau Riz ;
- Trade point ;
- Bulletin de la Cellule OMC à la DNCC ;
- Publication de l'Observatoire du Marché Agricole (OMA) ;
- Edition de dépliants et d'affiches ;
- Publication d'articles sur la création et le perfectionnement du "Guichet Unique" dans certaines revues publiées au Mali et à l'Etranger ;
- Rédaction et envoi de communiqués de presse tant nationaux qu'étrangers ;
- Revue secteur privé de la Chambre du Commerce ;



- Bulletin condition de la Chambre de Commerce.

## **VI. TECHNOLOGIE**

Les techniques de collecte, et de transformation et de conditionnement de certains produits agricoles, forestiers et miniers

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Société civile;
- Privés.

### **7.2 Externe**

- OMC ;
- CNUCED ;
- CCI ;
- AIF (Agence Internationale de la Francophonie) ;
- Banque Mondiale ;
- USAID.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Signature de la Convention sur l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) ;
- Adhésion à la Politique Industrielle Commune (PIC) de l'UEMOA en 1999 ;
- Adhésion du Mali à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI);
- Signature des conventions avec la CEDEAO, l'ONUDI ;
- Dans le cadre de l'Intégration sous régionale, l'harmonisation du Tarif Extérieur Commun (TEC) et du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) est en cours.

# RESUME DU CHAPITRE 31

## COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

### MALI

#### **Chapitre 31 : Communauté scientifique et technique**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de l'Éducation Nationale ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de l'Industrie du Commerce et des Transports ;
- Ministère des Mines de l'Énergie et de l'eau ;

##### **1.2 Décisions prises**

- Participation au projet de Biosécurité de l'UNEP en cours de démarrage pour la région Afrique.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

**La Politique nationale de recherche scientifique et technologique s'appuie sur les priorités de développement du pays, cette politique a pour objet :**

- la promotion de la recherche scientifique et technologique ;
- la mise en œuvre des mesures et des voies et moyens pour réaliser les programmes de développement retenus jugés prioritaires.

Pour être efficace, la politique nationale de recherche essaie de s'inscrire dans un plan décennal, et vise à :

- Garantir l'épanouissement de la recherche scientifique au sein des Institutions Nationales de recherche et de l'Université et du développement technologique,
- Renforcer les bases scientifiques du pays,
- Identifier et mettre à disposition les moyens nécessaires à la recherche scientifique et technologique,
- Renforcer la valorisation des résultats de la recherche,
- Diversifier les sources de financement des activités de la recherche scientifique en faisant participer, l'Etat, les Opérateurs économiques, les Utilisateurs des résultats de la recherche et les partenaires au développement.

**Les efforts de la recherche scientifique visent essentiellement :**

- Le développement de l'agriculture, de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche ;
- La promotion et le développement de l'industrie et de l'artisanat ;
- La promotion de l'habitat ;
- La diversification des sources d'énergie ;
- Le renforcement de la santé humaine et animale ;
- La conservation de l'environnement ;

- La promotion des arts et de la culture.

La circonscription de ces grands domaines définit l'organisation et la diversification des activités de recherche au Mali. Les grands axes de recherche sont organisés comme suit : l'agronomie et la santé animale, l'urbanisme et l'habitat, l'énergie, l'éducation, les sciences sociales, l'environnement, la santé publique et recherche minière.

#### **1.4 Participation des groupes principaux**

**Au Mali, les Instituts Nationaux de Recherche (INR) sont généralement des établissements publics à caractères scientifique et technologique avec une autonomie de gestion, ce qui facilite leurs activités de recherche et à leurs prises de décisions. A cette autonomie relative des INR par rapport aux structures de tutelles, il faut ajouter qu'au niveau interne les acteurs de la recherche scientifique sont organisés dans certains cas de manière que chaque groupe puisse participer à la prise de décision à un stade ou à un autre de l'activité de recherche. Il faut signaler à titre d'exemples :**

- Les Comités des Utilisateurs des résultats de la Recherche (CRU) à l'Institut d'Economie Rurale (IER) qui interviennent dans l'identification des thèmes de recherche mais aussi dans la valorisation des résultats de cette recherche.
- L'Assemblée de Partenaires (AP) composée par les utilisateurs des résultats de la recherche, au Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) qui participent à l'identification des besoins de recherche et à la définition des axes de recherche.

Dans tous ces cas les chercheurs sont impliqués de façon responsable dans la mise en place des programmes et des projets de recherche, dans leur conduite et dans la diffusion des résultats.

Il faut cependant souligner que dans beaucoup d'autres cas les activités (à toutes les phases) de la recherche sont définies par le bailleur de fonds.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

La recherche scientifique est menée dans toutes les facultés et les grandes écoles du pays, à côté de cette recherche universitaire, existe la recherche sectorielle au niveau des Institutions Nationales de Recherche (INR) suivantes :

- **l'Institut d'Economie Rurale (IER) qui mène près de 75% des activités de la recherche agricole du pays ;**
- le Laboratoire Central Vétérinaire (LCV) dont les activités de recherche se situent dans le domaine de la santé animale et du contrôle de l'importation et du transit des déchets toxiques ;
- l'Institut National de Recherche en Santé Publique (INRSP) qui œuvre dans le domaine médical et pharmaceutique ;
- le Centre National de Recherche et d'Expérimentation pour le Bâtiment et les Travaux Publics (CNREX/BTP) qui a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique nationale de recherche, d'expérimentation et de vulgarisation dans les domaines du Bâtiment et des travaux publics ;
- le Centre National de l'Energie Solaire et des Energies Renouvelables (CNESOLER) où la recherche porte sur l'inventaire des ressources en énergie renouvelable et leurs mises à disposition ;

- L'Institut des Sciences Humaines (ISH) qui a pour mission, la conception, la gestion et la réalisation de programmes de recherche dans le domaine des sciences sociales ;
- l'Institut des Hautes Etudes et de Recherche Islamique (IHERI) qui a pour mission la collecte, la conservation, l'exploitation et la diffusion des écrits en langue arabe et au développement des cultures arabo-africaines ;
- la Direction Nationale de la Météorologie (DNM) qui a pour missions : l'observation et l'étude du temps, du climat et des constituants de l'environnement en vue de contribuer à la sécurité des personnes et des biens et au développement économique et social du pays ;
- le Centre National de l'Education (CNE) : dont les activités de recherche sont orientées vers les problèmes généraux de l'éducation et les innovations pédagogiques.

D'un point de vue organisationnel, l'éparpillement des Instituts Nationaux de Recherche entre les départements ministériels, crée un véritable problème de coordination. Cette difficulté de coordination est aggravée par le manque de financements propres, de laboratoires adéquats et de motivation des chercheurs. Les résultats de recherche sont insuffisamment diffusés et valorisés, ce qui réduit considérablement l'impact économique de la recherche scientifique et constitue des fois un gaspillage à travers les duplications de projets de recherche et la non utilisation de ces résultats pour améliorer les productions.

La recherche scientifique joue un rôle fondamental dans la production de biens au niveau des sociétés, la capacité de développement endogène qu'elle offre aux pays en fait un instrument privilégié d'épanouissement. Cependant ce développement induit a besoin pour être soutenable d'une véritable politique de recherche scientifique et technique. Ainsi depuis longtemps et singulièrement depuis 1992, la recherche scientifique a été fortement restructurée au Mali pour répondre aux attentes. Au niveau institutionnel, la recherche est placée sous la tutelle du Ministre de l'Education, elle est coordonnée par le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST).

Le système de la recherche est formé par :

- les Facultés de l'université du Mali et les grandes écoles que sont l'ENSUP, l'ENI, L'ENA/ l'IPR/IFRA ;
- les Instituts Nationaux de Recherche qui sont, l'Institut d'Economie Rurale, le Centre Ahmed Baba, le Centre National d'Energie Solaire ,INRSP et les Directions Nationales spécialisées telles que, la Direction Nationale de l'Hydraulique, la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural ,la DNAER...

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

Il est assez difficile de citer tous les projets et programmes qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de ce chapitre. En fait tous les programmes et projets de recherche universitaires et sectoriels se situent dans le cadre de la politique de développement du pays qui se veut un plan de développement durable donc respectueux de l'environnement. Ainsi les projets et programmes de recherche dans les domaines des sciences environnementales sont nombreuses et assez mal cataloguées, ce qui rend leur inventaire assez ardu. Il faut seulement souligner que

de multitudes projets de recherche (climatologie, pédologie, foresterie, pastoralisme, écologie, éducation à l'environnement, énergétique, etc.) sont menées chaque année depuis le sommet de Rio.

#### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

En matière de renforcement des capacités, rappelons simplement que chaque INR a pour mission de former les chercheurs relevant de sa structure. En dehors des nombreuses formations continues sous forme de stages et de séminaires, il y a les formations qui visent la spécialisation des chercheurs et leur mise à niveau dans des domaines souvent nouveau ou assez pointus. Il faut souligner également la formation doctorale assurée par les différentes facultés de l'Université mais surtout par l'Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA) qui de 1991 à 2001 a assuré la formation au DEA et au Doctorat de 4 promotions rien qu'en « Population Environnement » soit un effectif de près de 43 cadres aptes à mener des activités de recherche dans ce domaine. Il faut souligner que le Mali a bénéficié du Programme du CILSS en matière d'Education Environnementale qui est actuellement généralisé au niveau de toutes les écoles fondamentales au Mali. Rappelons que les programmes des lycées ont été aménagés en 1991 pour tenir compte de l'environnement, des formations de Professeurs du secondaire et de l'enseignement supérieur ont été assurées sur financement de l'ACDI pendant la même période. Au niveau de l'ENSUP, l'environnement est en bonne place parmi les matières transversales.

##### **4.4 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Congrès Mondial sur la foresterie en Thaïland en 2000 ;
- Installation d'un laboratoire de biotechnologies végétales ;
- Création de laboratoire sol-eau-plante à l'IER.

##### **4.5 Renforcement des capacités humaines**

- Formation et recyclage des agents ;
- Atelier National sur la biotechnologie en 1999 ;
- Atelier International : l'Afrique face aux défis des biotechnologies « le cas de l'igname » ;
- Séminaire sur la biotechnologie en 1997 ;
- Séminaire sur « Multiplication végétative en 2000 » ;
- 3 Assistants de l'IPR en formation en France sur la biotechnologie ;
- Atelier national sur l'écologie et la population en 1993 ;
- Stage de formation à un agent de l'IER à la transformation de l'igname par le DED en Allemagne.

#### **V. INFORMATIONS**

La communauté scientifique participe à la réalisation du partage de l'information scientifique en organisant des séminaires, des conférences, et des réunions avec les partenaires nationaux de la recherche scientifique. Il faut noter que des structures de vulgarisation fonctionnelles existent au niveau de certaines structures qui ont pour charge de mettre l'information scientifique à un niveau compréhensible pour les communautés décentralisées et tous les utilisateurs des résultats de recherche.

A côté de ces canaux, il faut noter les différentes revues scientifiques qui existent quasiment au niveau de toutes les structures de recherche, jouent également un rôle de relais de l'information scientifique dans le cadre de l'environnement et des autres domaines.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Culture in vitro du jujubier,
- Production de vitro-plan de pomme de terre.
- Recherche sur le paludisme
- Activités de l'INRSP
- Autres laboratoires

## **VII. FINANCEMENT**

Le financement de la recherche au Mali est assuré à près de 90% par les Partenaires Extérieurs. Il serait fastidieux de les citer tous mais retenons entre autres : Les pays Bas, la Norvège, la France, etc. précisons que le budget national fait des efforts louables pour financer la recherche nationale. Dans quelques cas les projets de recherche sont financés par des unités industrielles.

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées.

### **7.2 Externe**

- Pays-Bas ;
- Norvège ;
- USAID ;
- Coopération française ;
- Fonds Mondial pour l'Environnement;
- Banque Mondiale.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

RAS

## **RESUME DU CHAPITRE 32**

### **RENFORCER LE ROLE DES PAYSANS**

#### **MALI**

#### **Chapitre 32 : Renforcer le rôle des paysans**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère de l'Éducation Nationale.

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales ;
- Loi n°93-044 du 04 août 1993 portant création des Chambres d'Agriculture et de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali ;
- Loi n°95-03 du 18 janvier 1995 portant organisation de l'exploitation du transport et du commerce du bois ;
- Loi n°95-04 du 18 janvier 1995 fixant les conditions de gestion des ressources forestières ;
- Loi n°95-031 du 20 mars 1995 fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat ;
- Loi n° 95-032 du 20 mars 1995 fixant les conditions de gestion de la pêche et de la pisciculture ;
- Lois n°96-053, 96-054, 96-055 du 16 octobre portant création de trois Directions Nationales du Ministère du Développement Rural à savoir respectivement DNAMER, DNER, DGRC ;
- Loi n°01-004 du 27 février 2001 portant charte pastorale en République du Mali ;
- Loi n°01-076 du 18 juillet 2001 régissant les Sociétés Coopératives en République du Mali ;
- Création de la Commission Nationale et des Commissions Régionales de Utilisateurs des résultats de la recherche.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

Les mesures politiques, et les plans et stratégies adoptés par le Gouvernement ayant une incidence sur les paysans sont essentiellement :

- la politique de décentralisation ;
- la politique de désengagement de l'Etat et de libéralisation des prix et marchés ;
- le Schéma Directeur du Développement Rural ;
- Schéma Directeur des Ressources en Eau
- la stratégie nationale de l'irrigation ;

- la stratégie nationale de la recherche à long terme ;
- la stratégie nationale de la promotion des femmes rurales ;
- le plan national d'action environnementale.

#### **1.4 Participation des groupes principaux**

Les paysans participent aux prises de décision à travers les divers regroupements suivants :

- l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture ;
- les Organisations professionnelles agricoles (FEVEVIM, AOPP, UNCPM, CNU, SYCOV, SYVAC, SYPAMA, URCAK, SEXAGON, AV, TONS, GIE...);
- la Fédération Nationale des Artisans du Mali ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ;
- l'Assemblée Régionale, le Conseil de Cercle, et le Conseil Communal.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

Le secteur du développement rural concerne un grand nombre d'acteurs : collectivités territoriales, OPA, Opérateurs privés, ONG et partenaires au développement. Chaque groupe d'acteurs a des missions précises, qui ont été revues à la faveur du processus de démocratisation, de la mise en oeuvre de la décentralisation et de désengagement de l'Etat.

Placé sous la tutelle du Ministère du Développement Rural, le réseau des Chambres d'Agriculture du Mali (au total neuf CRA et une APCAM), est organisé à partir de l'échelon du village et fraction jusqu'au niveau national avec des membres élus démocratiquement. Il exerce deux types de fonctions notamment :

- des fonctions de représentation des intérêts agricoles auprès des pouvoirs publics et des partenaires du secteur agricole d'une part, et de consultation fonctionnelle et de coordination en vue de créer une synergie d'action des acteurs économiques du secteur agricole d'autre part ;
- des fonctions d'intervention en matière agricole dans les domaines de la formation professionnelle, de l'information et la communication, de l'organisation et la structuration, de la participation, l'assistance et le conseil aux exploitants agricoles.

L'originalité de cette nouvelle organisation réside dans le regroupement judicieux des ressortissants individuels des organisations professionnelles agricoles.

Depuis, les Chambres d'Agriculture se montrent plus actives dans la représentation du monde rural à travers la mobilisation des ruraux, l'information et la communication, le règlement des litiges (dont le plus récent est celui intervenu à la suite de la crise de la filière coton), la défense des intérêts des producteurs, la formulation des politiques et à l'exécution des projets.

Par ailleurs le secteur agricole se caractérise par une grande diversité d'organisations aux statuts divers. A côté des tons villageois et des coopératives, on trouve les Associations Villageoises (A.V), des Comités de développement villageois, des Comités Villageois de crédit, des Comités Villageois de Gestion



des Ressources Naturelles (CVGRN), des GIE et de très nombreux autres Comités créés autour d'un besoin ponctuel ou de réalisations à caractère économique ou social (barrages de retenue, banques de céréales, centres de santé, etc.).

Ces organisations et associations touchent à des degrés divers toutes les régions du pays. Leur nombre est actuellement en pleine expansion (environ de 6.000, dont 80 % en milieu rural).

**Les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) ont pour missions d'assurer le développement économique et social de leurs membres, par la mise en commun de leurs efforts et de leurs moyens, à leurs avantages et à leurs risques.**

S'agissant des ONG intervenant dans le secteur du développement rural, leurs activités portent sur :

- le développement des productions agricoles et animales : développement des techniques, valorisation / transformation des produits, organisation des producteurs, amélioration des revenus, promotion féminine, développement des caisses d'épargne et de crédit ;
- l'environnement : protection de l'environnement, création de banques de semences forestières, gestion des terroirs villageois, développement de l'agro-foresterie, promotion de la salubrité ;
- l'hydraulique : hydraulique villageoise et pastorale.

Cependant, leur multitude (environ 830 ONG), la diversité de leurs champs d'action et de leurs méthodes d'intervention rendent difficile un suivi et une évaluation de leur impact, malgré l'existence de trois structures de coordination (SECO-ONG, CCA-ONG et CAFO).

Les collectivités territoriales (régions, cercles, communes) ont été mises en place en 1999. Elles sont dirigées par des organes élus et sont dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Parmi les prérogatives conférées par la loi aux collectivités territoriales un certain nombre d'éléments importants concernent le domaine du développement rural à savoir :

- l'organisation des activités agro-sylvo-pastorales ;
- le développement de l'hydraulique rurale et pastorale ;
- la gestion des ressources naturelles et de l'environnement ;
- la promotion des activités économiques dans les divers secteurs agricoles.

### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme d'Appui au Secteur Agricole et aux Organisations Paysannes (PASAOP) ;
- Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) ;

- Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) ;
- Programme National de Recherche Agricole (PNRA) ;
- Programme de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) ;
- Programme d'Appui au Secteur Agricole (PASA) ;
- Programme de Développement du Secteur Financier (PDSF).

### **3.2 Projets importants**

On peut citer :

- APEX ;
- PADL ;
- PDZL ;
- PAVCOPA ;
- PDAM ;
- PRODESO ;
- PASPE ;
- PDIAM ;
- PMNE ;
- PVRES ;
- Etc.

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création du réseau des Chambres d'Agriculture et des Structures partenaires des OPA (ROPPA, FEBEVIM, AOPP) ;
- Mise en place d'une plate-forme paysanne et du réseau des femmes sahéliennes.

### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Programme de formation des élus et ressortissants du réseau des Chambres d'Agriculture, des membres des OPA (formation technique et professionnelle, alphabétisation, gestion, rôle et responsabilité) ;
- Organisation de visites d'échanges d'expériences, de voyages d'études, de séminaires, etc.

## **V. INFORMATIONS**

- Presses publiques et privées (radios, télé, journaux, NTIC).

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Technologies mises au point par la recherche et transférées par les services de vulgarisation, les ONG, et la participation des CNU et CRU.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités,
- ONG,

- Privés,
- OPA.

## 7.2 Externe

- Coopération bilatérale et multilatérale ;
- Institutions de financement ;
- Jumelage

## VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX

- Réseau des Chambres Consulaires d'Agriculture de la zone UEMOA ;
- Projet Régional Interface Etat – Chambres d'Agriculture / AO ;
- Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA).

### Analyse de la troisième partie : Renforcer le rôle des principaux acteurs de la société

L'objectif global poursuivi dans cette partie consiste à améliorer les capacités d'intervention des principaux acteurs de la société. Les résultats atteints dans ce domaine sont les suivants :

- l'adoption de plusieurs textes réglementaires et législatifs ;
- la mise en place de structures favorisant le renforcement des capacités ;
- la mise en route du processus de décentralisation engagé par l'Etat Maliens qui a contribué efficacement à la responsabilisations des communautés ;
- la signature et/ou la ratification des conventions et accords internationaux;
- l'émergence de la société civile à travers les ONG et les Associations qui s'illustrent dans ce domaine ;
- la participation des acteurs dans la conception et la mise en œuvre de nombreux programmes et projets en leur faveur ;
- l'organisation de séances de formation, d'information et de sensibilisation des différents acteurs ;
- la mise en place des centres d'apprentissage et d'animation.

Ces résultats atteints n'ont pas été sans difficultés. En effet, on note au nombre de ces contraintes :

- la méconnaissance des textes et leurs problèmes d'application;
- l'insuffisance de coordination entre les différents intervenants;
- la difficulté d'appropriation des termes scientifiques par certains acteurs;
- le faible niveau d'alphabétisation;
- l'insuffisances des ressources financières;
- la lenteur dans les procédures de passation des marchés.

Au regard des contraintes et des difficultés, les perspectives d'amélioration se résument comme suit :

- la traduction et la large diffusion des textes législatifs et réglementaires;
- la promotion de l' IEC en faveur des acteurs.
- la vulgarisation de nouvelles technologies;

- l'intensification des formations continues en directions des différents acteurs;
- l'amélioration des cadres de concertations existants;
- la mobilisation des ressources internes et externes.

## **QUATRIEME PARTIE**

### **MISE EN ŒUVRE**

**Chapitre 33 : Financement du développement durable**

**Chapitre 34 : Transfert de technologies**

**Chapitre 35 : La science au service du développement durable**

**Chapitre 36 : Education, sensibilisation du public et formation**

**Chapitre 37 : Promouvoir la capacité d'action**

**Chapitre 38 : S'organiser en vue d'un développement durable**

**Chapitre 39 : Droit international**

**Chapitre 40 : L'information comme aide à la décision**

## **RESUME DU CHAPITRE 33**

### **FINANCEMENT DU DEVELOPPMENT DURABLE**

### **MALI**

#### **Chapitre 33 : Financement du développement durable**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Primature et Ministère de l'Intégration ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Autres départements Ministériels

##### **1.2 Décisions prises**

- Projet de création de la banque de solidarité ;
- Décision n°01-51/DG-ANICT du 25 juillet 2001 portant modalités de financement des collectivités territoriales.

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique d'ajustement structurel ;
- Elaboration d'une politique d'accentuation des recherches minières ;
- Elaboration d'une politique de couverture des besoins de base (eau, santé, éducation, formation) ;
- Elaboration de politique d'intensification de l'économie ;
- Elaboration d'une politique de promotion de l'emploi ;
- Elaboration d'une politique nationale de lutte contre la désertification et la sécheresse ;
- Stratégie nationale pour la préservation de la diversité biologique ;
- Elaboration d'une stratégie agressive de connexion aux nouvelles techniques ;
- Elaboration d'une politique de coopération ;
- Elaboration des politiques pour un développement participatif, de la décentralisation, de l'aménagement du territoire ;
- Elaboration d'une politique d'amélioration de la production agricole, animale , halieutique, forestière et faunique permettant d'accroître les exportations et d'augmenter parallèlement les importations et les biens d'équipement ;
- Elaboration d'une politique d'implantation d'infrastructures ferroviaires, routières, fluviales et aériennes conformément aux besoins.

La liste n'est pas exhaustivement faut noter l'ensemble des politiques transversales, sectorielles ainsi que l'étude prospective Mali 2025.

##### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Etat ;
- Collectivités territoriales décentralisées ;

- ONG ;
- Associations de développement ;
- Assemblée des partenaires / projets Delta du Niger.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

- Organisation de tables rondes sur le financement de certains secteurs notamment l'environnement
- Mise en place d'une Plate – forme paysanne.

## **III. PROGRAMMES ET PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

RAS

### **3.2 Projets importants**

- Projet FIL (Fonds d'Investissement Local à Sikasso) ;
- Projet de gestion des ligneux fourragers Mali – Sud ;
- Projet péri-urbain de Bamako ;
- PDAM ;

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITES**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création des caisses d'épargne au niveau national et déconcentré.

### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

### **4.3 Renforcement des capacités matérielles**

## **V. INFORMATIONS**

- Informations à travers les comités des programmes / IER.

## **VI. TECHNOLOGIE**

Non applicable

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités décentralisées,
- Privés.

### **7.2 Externe**

- Coopération Canadienne ;
- Coopération Suisse ;
- Banque Mondiale ;
- Programme des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation ;

- Fonds Européen pour le Développement ;
- Organisation des Nations Unies pour l'Enfance ;
- Fonds des Nations Unies pour la Population ;
- Organisation Mondiale de la Santé ;
- Coopération Française ;
- Coopération Allemande ;
- Coopération néerlandaise ;
- Coopération Américaine ;
- Coopération Belge ;
- Coopération Norvégienne ;
- ONG internationales.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- CCD ;
- CDB ;
- CCCC.



# RESUME DU CHAPITRE 34

## TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

### MALI

#### **Chapitre 34 : Transfert de technologie**

#### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

##### **1.1 Instances de décisions**

- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme
- Ministère du Développement Social ,de la Solidarité et des Personnes Agées.
- Ministère de la Santé

##### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°00-060 du 1<sup>er</sup> Septembre 2000 portant statut des Chercheurs ;
- Décret n°99-091/PM-RM du 27 Avril 1999 portant nomination dans les fonctions de recherche ;
- Décret n°99-092/P-RM du 2 Avril 1999 portant avantages accordés aux chercheurs.
- Décret n°98-415/PM-RM du 24 novembre 1998 fixant le cadre institutionnel de la gestion des questions environnementales;
- Décret n°96-345/P-RM portant organisation et modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR) ;
- Décret n°96-346/P-RM portant organisation et modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Equipeement Rural (DNAER) ;
- Décret n°96-37/P-RM portant organisation et modalités de fonctionnement de la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC).
- Ordonnance n°098-025/P-RM du 27 août portant création et modalités de fonctionnement de la DNCN
- Ordonnance n°98-027/P-RM du 27 août portant création et modalités de fonctionnement de la DNACPN

##### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique nationale de recherche sur le plan sectoriel.

##### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- INRSP (Institut National Recherche en Santé Publique) ;
- Université ;
- Institut d'Economie Rurale ;
- Laboratoire Central Vétérinaire ;
- Laboratoire de Pédologie (Sotuba).

#### **II. SITUATION**

##### **Etat de lieux**

- Création des comités d'utilisateurs des résultats de la recherche.

#### **III. PROGRAMMES/PROJETS**

##### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme national de développement des ressources en énergie nouvelle et renouvelable.

##### **3.2 Projets importants**

- Projet reconversion de l'usine Fofy (substances appauvrissant la couche d'ozone) ;
- Projet de récupération et de recyclage des CO<sub>2</sub> ;
- Projet Energie Domestique ;
- Projet amélioration des espèces ligneuses (karité, néré et jujubier (IER) et céréales (riz, sorgho, mil), cultures de rente (coton, arachide) ;
- Projet de production de semence de pomme de terre (IER en collaboration avec l'IPR de Katibougou) ;
- Projet amélioration de la production laitière des vaches métissées exotiques par l'introduction de l'ensilage de maïs dans leurs rations ;
- Projet de valorisation et de transformation des déchets plastiques ;
- Projet BTF / USAID ;
- PGRN ;
- Projet de développement de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur agro-alimentaire au Mali ;
- Projet de production de bio-gaz ;
- Projet de production de semence de pomme de terre et de maïs ;
- Programme de recherche génétique (amélioration des espèces locales ovins, bovins, caprins, volailles....)

#### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

##### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Restructuration du MDR ;
- Restructuration de l'Institut d'Economie Rurale ;
- Décentralisation de l'IER en EPST ;
- Création de l'Université du Mali ;
- Création du FAFPA ;
- Création de l'ISFRA.

##### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formation des cadres de l'Institut d'Economie Rurale ;
- Débats télévisés sur les transferts de technologie ;
- Publication dans les revues scientifiques ;
- Séances de sensibilisation ;
- Brochures et autres supports ;
- Contacts et échanges entre les promoteurs.

##### **4.3 Renforcement des capacités matérielles**

Equiperment des structures de formation et de recherche dans différents domaines

#### **V. INFORMATIONS**

- Presses publiques et privées (écrites et parlées) ;
- Revues scientifiques.

#### **VI. TECHNOLOGIE**

- Procédé de fabrication d'une composition de poudre à base d'oseille et de tamarin ;
- Mise au point d'une variété améliorée de sorgho et de maïs ;
- Diffusion des foyers améliorés ;
- Construction de fourneaux et réchauds à gaz ;
- Recours aux énergies nouvelles et renouvelables (énergie éolienne et solaire) ;
- Aérogénérateur ;
- Barrages hydrauliques ;
- Utilisation des techniques de biologie nucléaire dans le diagnostic des maladies transmissibles ex : tuberculose ;
- Insémination artificielle.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Société civile.

### **7.2 Externe**

- Fonds d'aide à la promotion de l'activité inventive (OAPI) ;
- AFD (Agence Française de développement).

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Révision en 1998 de l'accord de Bangui relatif à la propriété industrielle ;
- Signature de la convention de Vienne 1995 ;
- Signature de la convention de Copenhague 1992.

# RESUME DU CHAPITRE 35

## LA SCIENCE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

### MALI

#### Chapitre 35: La science au service du développement durable.

## **I. PRISE DE DÉCISIONS**

### **1.1 Instances de prise de décisions**

- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Equipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme.
- Ministère de l'Energie de l'Eau et des mines.

### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°00-060 du 1<sup>er</sup> Septembre 2000 portant statut des Chercheurs ;
- Décret n°99-091/PM-RM du 27 Avril 1999 portant nomination dans les fonctions de recherche ;
- Décret n°99-092/P-RM du 2 Avril 1999 portant avantages accordés aux chercheurs.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique nationale de recherche sur le plan sectoriel.

### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Centre National de Recherche scientifique et technologique créée en 1986 et chargée de la communauté scientifique ;
- Institut Supérieure de Formation et de recherche appliquée (ISFRA) ;
- Université du Mali ;
- Groupes socioprofessionnels ;
- Collectivités territoriales décentralisées ;
- Connaissances traditionnelles (pharmacopée) ;
- Syndicats.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

Existence de banque de données à l'INRSP, IER, INRST

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme Delta du Niger ;
- Programme National de la Recherche Agronomique.
- Programme National de l'INRSP
- Programme National du CNST
- Programme National CNREX (BTP)

### **3.2 Projets importants**

- Projet Pédagogie d'enseignement des langues nationales ;
- Projet plantes médicinales ;
- Projet migration des populations ;
- Recherches sur certaines maladies.

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création Bureau Ozone/Mali.

### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formation des ressources humaines en DEA et en Doctorat ;
- Connexion et formation des ressources humaines en Internet.
- Tous les renforcement de capacité au niveau de l'ensemble des institutions de recherche et d'expérimentation

### **4.3 Renforcement des capacités matérielles**

- Fourniture des structures en matériels informatiques.

## **V. INFORMATIONS**

- Conférences/débats,
- Symposium.
- Revues scientifiques, presses publique et privée.

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Introduction des variétés améliorées de sorgho et maïs ;
- Valorisation des espèces fruitières (karité, néré, jujubier) ;
- Technique de biologie moléculaire, dans le diagnostic des maladies animales ;
- Technique de production des semences de pomme de terre.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement.

### **7.2 Externe**

- Partenaires bilatéraux et multilatéraux.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

RAS

# RESUME DU CHAPITRE 36

## EDUCATION, SENSIBILISATION DU PUBLIC ET FORMATION

### MALI

#### Chapitre 36 : Education, sensibilisation du public et formation

## I. PRISE DE DÉCISIONS

### 1.1 Instances de prise de décisions

- Ministère de l'Education ;
- Ministère de l'Equipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de la Communication.
- Ministère de la Santé
- Ministère du Développement Social de la Solidarité et des Personnes Agées
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales.

### 1.2 Décisions prises

- Création du CESP ;
- Création du CNIECS ;
- L'action des radios libres ;
- La presse écrite ;
- Les écoles et autres centres de formation.

### 1.3 Politiques, plans et stratégies

- Politique nationale d'éducation environnementale ;
- Politique nationale de la gestion des ressources ;
- Politique nationale de communication pour le développement.

### 1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions

- La C.P.S (Cellule de Planification et de Statistique) ;
- Le Conseil de Cabinet élargi ;
- La Cellule Technique mise en place en Juin 1998 ;
- Le Comité Régional de Concertation ;
- La DNAFLA ;
- ONG ;
- Associations ;
- Collectivités territoriales décentralisées ;
- Groupes socioprofessionnels.

## II. SITUATION

### Etat des lieux

- Elaboration de la Politique Nationale de l'Education et de la Culture ;
- Au niveau national des ONG suivantes interviennent dans l'éducation environnementale il s'agit :
  - UICN pour l'Education Environnementale à Mopti ;
  - Espoir dans le désert ;
  - GREEN COM pour la formation des journalistes et radios libres ;

- Stop-Sahel pour la formation des écoles en éducation environnementale ;
- Plan International ;
- AFRICARE ;
- Save the Children ;
- OMAES ;
- CARE – Mali ;
- Autres formations dispensées dans le cadre des programmes sectoriels (environnement ,santé ,énergie ,eau...
- Colloque de l'Association des Universités Africaines à MAZER en 1995,
- Déclaration des Ministres de l'Education et de l'Environnement en Septembre 1996;
- Plan d'Accompagnement à la Généralisation de l'Education Environnementale Mali (PAGEEM)

### **III. PROGRAMMES ET PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- PNIR,
- PASAOP,
- PRODEC,
- Mali 2025

#### **3.2 Projets importants**

- Projet PFIE (Programme de Formation, Information en Education Environnementale) ;
- Projet Green Com ;
- Projet de renforcement des capacités de gestion et de développement.
- PGRN

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

Multiplication des radios libres et des presses écrites privées

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formations des maîtres et élèves sur l'environnement,
- Formation, information des journalistes, des animateurs, des radios sur l'environnement,
- Formation de paysans,
- Alphabétisation sur l'environnement,
- Jeux de rôle pièces théâtrales, stage de formation, les enquêtes, les concours, les caravanes ;
- Formation de femmes.

### **V. INFORMATION**

- Les séminaires, les réunions et les missions d'information, journées communicationnelles ;
- Quinzaine de l'environnement
- Programme GLOBE pour échanger sur le climat sur Internet ;
- Emissions radio, télé, sketch.

### **VI. TECHNOLOGIE**

- Supports visuels ;

- Internet ;
- Photos.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- ONG,
- Collectivités territoriales décentralisées.

### **7.2 Externe**

- Union Européenne ;
- USAID ;
- Croix Rouge Danoise.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Déclaration de Kampala en 1997,
- Déclaration de Bamako en Novembre 2000,
- Déclaration de Niamey le 27 Septembre 2000.



## **RESUME DU CHAPITRE 37**

### **PROMOUVOIR LA CAPACITE D'ACTION**

#### **MALI**

#### **Chapitre 37 : Promouvoir la capacité d'action**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de décisions**

Ce chapitre s'adresse à l'ensemble des sphères de l'état, de la société civile, les collectivités et associations.

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°92-020/AN-RN du 23 septembre 1992 dictant une réglementation souple favorisant l'investissement privé et la promotion de la libre entreprise en vue de palier aux insuffisances liées au désengagement de l'Etat
- Loi n°96-056 du 16/10/1996 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales
- Loi n°01-076 du 18 juillet 2001 régissant les sociétés coopératives en République du Mali
- Loi n°93-044 du 04 août 1993 portant création des Chambres d'Agriculture et de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
- Création de la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR) par décret n°96-345/P-RM de 1996 portant organisation et modalités de fonctionnement dudit service ;
- Création de la Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Equipeement Rural (DNAER) par décret n°96-346 portant organisation et modalités de fonctionnement dudit service ;
- Création de la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC) par décret n°96-37 portant organisation et modalités de fonctionnement dudit service.
- Ordonnance n°98-027/P-RM portant création de la Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
- Ordonnance n°98-025/P-RM portant création des modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Conservation de la Nature
- Ordonnance n°99-010/P-RM du 1/04/1999 portant création de la Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille
- Ordonnance n°00-043/P-RM du 21 septembre 2000 portant création de la Mission d'Aménagement du Territoire

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

Liberté d'association ;

Démocratisation ;

Décentralisation ;

Implication du secteur privé dans la gestion des affaires publiques.

#### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Conseil économique, social et culturel ;

- Fédération Nationale des Employeurs du Mali ;
- Assemblée Permanente des chambres d'Agriculture ;
- Union Nationale des Travailleurs ;
- Comité de Coordination des Actions des ONG (CCA-ONG) ;
- FNEM ;
- CSTM;
- Secrétariat de Concertation des ONG (SECO-ONG).

## II. SITUATION

### **Etat des lieux :**

- Création en 1992 du syndicat des producteurs de coton et de vivrier (SYCOV) du Mali ;
- Mise en place des Communes
- Création de la Fédération des riziculteurs de l'Office du Niger ;
- Création en septembre 1995 de l'association des organisations professionnelles paysannes ;
- Création en mai 1996 de la plate forme paysanne des organisations de producteurs ruraux ;
- Création de la commission des utilisateurs des résultats de la recherche 1994.
- La promotion des filières agricoles porteuses
- Le développement des aménagement hydro-agricoles
- Les activités d'appui aux producteurs
- Le développement des différents secteurs (minier, artisanal, commercial, financier)

## III. PROGRAMMES/PROJETS

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme d'Appui aux services Agricoles et organisations paysannes (PASAOP) ;
- Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) ;
- Programme National de Recherche
- Programme National d'Infrastructures Rurales
- Programme d'Appui aux Initiatives de Base (PAIB) ;
- Plan d'Action pour la Promotion de la Femme ;
- Plan d'Action Environnementale ;
- Programme National d'Infrastructures Rurales ;
- Programme d'Investissement Prioritaires (PIP).

### **3.2 Projets importants**

- Projet S'équiper en reboisant.

#### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

##### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création de l'APCAM ;
- Création du Conseil Economique Social et Culturel.
- CNRENF (Centre National des Ressources pour l'Education Non Formelle).

##### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Promotion de l'alphabétisation au niveau du monde rural ;
- Formation des formateurs villageois ;
- Formation des opérateurs économiques et couches socioprofessionnelles.

##### **4.3 Renforcement des capacités matérielles**

Equipement des structures de formation

#### **V. INFORMATIONS**

- Publication des revues "Barakéla", "Cauris", "Kolonkissé" ;
- Publication du journal «LE PAYSAN » ;
- IEC à travers les médias.

#### **VI. TECHNOLOGIE**

Inexistant.

#### **VII. FINANCEMENT**

##### **7.1 Interne**

- Gouvernement ;
- Collectivités décentralisées ;
- ONG.

##### **7.2 Externe**

- FAO ;
- IDA ;
- Club du Sahel ;
- GTZ.

#### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

## **RESUME DU CHAPITRE 38**

### **S'ORGANISER EN VUE D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE**

#### **MALI**

#### **Chapitre 38 : S'organiser en vue d'un développement durable**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de prise de décisions**

- Primature et Ministère de l'Intégration ;
- Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
- Ministère de la Culture ;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de la Communication ;
- Ministère des Finances et de l'Economie ;
- Ministère des Forces Armées et des Anciens Combattants ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- Ministère de la Justice ;
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Education Nationale.

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi n°92-020/AN-RM du 23 septembre 1992 édictant une réglementation souple favorisant l'investissement privé et la promotion de la libre entreprise en vue de palier les insuffisances liées aux désengagements de l'Etat dans les secteurs productifs ;
- Ordonnance n°92-021/P-CTSP instituant la liberté de prix et de la concurrence ;
- Ordonnance n°98-025/P-RM portant création des modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Conservation de la Nature
- Création de la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR) par décret n°96-345/P-RM de 1996 portant organisation et modalités de fonctionnement dudit service ;
- Création de la Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER) par décret n°96-346 portant organisation et modalités de fonctionnement du dit service ;

- Création de la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC) par décret n°96-37 portant organisation et modalités de fonctionnement dudit service.
- Décret n°98-293/P-RM du 8 septembre 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
- Décret n°98-415/P-RM du 24 décembre 1998 fixant le Cadre Institutionnel de Gestion des Questions environnementales.

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique nationale d'actions sociale et de solidarité ;
- Stratégie Nationale de Lutte Contre la pauvreté
- Politique de libéralisation économique ;
- Politique d'aménagement hydro-agricole ;
- Politique de renforcement des capacités techniques et financières ;
- Politique de décentralisation ;
- Politique de santé ;
- Politique nationale de protection de l'environnement ;
- Instauration d'un régime de démocratie plurielle.

### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Collectivités décentralisées ;
- ONG et associations ;
- Privés ;
- Fédération nationale des associations de santé communautaire ;
- Assemblée régionale ;
- Haut Conseil des collectivités décentralisées ;
- Opérateurs économiques ;
- Partis politiques.

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

- Elaboration d'un Schéma Directeur du Développement Rural en 1992 ;
- Elaboration d'un esquisse du schéma national et des schémas régionaux du territoire au Mali (Mission de Décentralisation Projet PNUD/DDSM MII/003) ;
- Création d'une Mission d'Aménagement du Territoire ;
- Création d'institutions chargées de la protection de l'environnement et de son insertion dans les politiques sectorielles.

## **III. PROGRAMMES/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme Gestion des Ressources Naturelle ;
- Tous les programmes du PNAE.
- PRODESS
- PRODEC
- PRODEJ
- Mali 2025

### **3.2 Projets importants**

- Projet d'appui à la mobilisation des ressources internes ;
- Gestion des Ressources Naturelles/Sécurité Alimentaire ;
- Développement des Capacités Institutionnelles (DECA) ;
- Développement de la Coopération Scientifique (DECOS) ;
- Pérennisation de l'Education Environnementale (PSEE) ;
- Valorisation des Résultats de la Recherche (I.ST).

## **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création d'une Mission de décentralisation ;
- Création des syndicats dans les différents corps de métiers ;
- Création des fédérations ;
- Création d'associations ;
- Création de plate-formes paysannes et des organisations de producteurs ruraux.

### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formation des élus et professionnels de l'agriculture ;
- Renforcement des capacités de communication des communautés rurales à se prendre en charge avec la décentralisation et désengagement de l'Etat.

## **V. INFORMATIONS**

- Presses publiques et privées (écrites et parlées).
- Système d'Information et de Suivi de l'Environnement sur Internet

## **VI. TECHNOLOGIE**

- Inexistant.

## **VII. FINANCEMENT**

### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Collectivités territoriales décentralisées,
- Privés,
- ONG.

### **7.2 Externe**

- Partenaires bi et multilatéraux.

## **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Convention de lutte contre désertification ;
- Convention sur la diversité biologique ;
- Convention cadre sur les changements climatiques.

# **RESUME DU CHAPITRE 39**

## **DROIT INTERNATIONAL**

### **MALI**

#### **Chapitre 39 : Droit international**

## **I. PRISE DE DÉCISIONS**

### **1.1 Instances de prise de décisions**

- Primature et Ministère de l'Intégration ;
- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
- Ministère des Finances et de l'Economie ;
- Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales.

### **1.2 Décisions prises**

### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Politique d'intégration entreprise par le gouvernement malien ;
- Participation à des organisations internationales, régionales et sous régionales.

### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Collectivités décentralisées ;
- ONG ;
- Assemblée Nationale ;
- Organisation d'opérateurs privés (CCIM, CMM, APCAM).

## **II. SITUATION**

### **Etat des lieux**

- Signature et ratification des différentes conventions internationales ;
- Membres de plusieurs Organisations Inter Gouvernementales.

## **III. PROGRAMME/PROJETS**

### **3.1 Programmes majeurs**

### **3.2 Projets importants**

1. PRODEJ.

#### IV. RENFORCEMENT DES CAPACITES

##### 4.1 Renforcement des capacités institutionnelles

###### **RAS**

##### 4.2 Renforcement des capacités humaines

- Formation des magistrats sur le droit international ;
- Tenue de tables rondes.

##### 4.3 Renforcement des capacités matérielles

Equipement des structures de formation

#### V. INFORMATIONS

- IEC à travers Radio, TV ;
- Publication dans les journaux officiels.

#### VI. TECHNOLOGIE

Non applicable

#### VII. FINANCEMENT

##### 7.1 Interne

- Gouvernement.

##### 7.2 Externe

- IDA,
- PNUD,
- Coopération Allemande,
- Coopération Canadienne.

#### VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX

- Convention sur la diversité biologique (CDB) ;
- Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCCC) ;
- Convention cadre des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification (CCD) ;
- Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone ;
- Convention sur le Commerce International des espèces de faunes et de flore menacées d'extinction (CITES) ;
- Convention de BONN (CMS) sur les espèces d'animaux qui migrent et l'accord sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique EURASIE (AEWA) ;
- Convention de RAMSAR sur les zones humides ;
- Convention n°13 Céruse sur les peintures dangereuses ;
- Convention de Bamako sur le mouvement des déchets dangereux à travers l'Afrique ;
- Convention de Bâle sur les mouvements transfrontaliers des déchets ;
- Convention de Rotterdam sur le commerce international des produits chimiques dangereux ;
- Convention sur la protection des végétaux ;
- Convention sur la protection d patrimoine mondial culturel et naturel ;



- Traité interdisant le test des armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau ;
- Du traité sur l'interdiction du dépôt des armes nucléaires et autres armes de destruction massive dans le fond des mers océans et sous-sols ;
- Convention sur la notification précoce des accidents nucléaires ;
- Convention sur l'assistance en cas d'accidents nucléaires ou urgence radiologique ;
- Convention sur la sécurité nucléaire ;
- Convention sur le statut du fleuve Sénégal et son amendement relatif au développement du bassin du fleuve Sénégal ;
- Accord intergouvernemental régional africain de coopération pour la recherche le développement et la formation relative à la technologie nucléaire ;
- Convention sur les criquets migrateurs africains ;
- Convention relative à la préservation de la nature et des ressources naturelles ;
- Convention Africaine la convention de la nature et des ressources naturelles dite convention d'Alger ;
- Convention sur l'interdiction du développement, de la production et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) et toxiques et sur leur destruction ;
- Traité établissant la communauté économique africaine sur la coordination des politiques de protection environnementales entre Etats ;
- Convention créant l'autorité du Bassin du Niger et le protocole relatif au fond ;
- Autres Accords bilatéraux signés dans le cadre des commissions mixtes Mali autres pays ou institutions bi ou multilatéraux.

## **RESUME DU CHAPITRE 40**

### **INFORMATION COMME AIDE A LA DECISION**

### **MALI**

#### **Chapitre 40 : Information comme aide à la décision**

### **I. PRISE DE DÉCISIONS**

#### **1.1 Instances de prise de décisions**

- Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de la Communication,
- Autres départements Ministériels; parties politiques; société civile; ONG.

#### **1.2 Décisions prises**

- Loi n° 92-021/AN-RM du 5 Octobre 1992 portant création de l'ORTM Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali ;
- Loi n° 92-036/AN-RM du 29/12/1992 portant création de l'Agence Malienne de Presse et de Publicité (AMAP) ;
- Loi n° 92-038/AN-RM du 24/12/1992 portant création du Conseil Supérieur de la Communication ;
- Loi n° 93-001 du 6 Janvier 1993 portant création du Comité National de l'Egal Accès aux Media d'Etat ;
- Loi n°93-047/AN-RM du 04/8/1993 portant création du Centre de Services de Production Audio-visuelle (CESPA) ;
- Loi n° 00-046/AN-RM du 7 Juillet 2000 portant régime de la presse et délits de presse ;
- Décret n°92-180/P-RM du 27 Octobre fixant organisation et Modalités de fonctionnement de l'ORTM ;
- Décret n°93-063/P-RM du 17 Mars 1993 fixant organisation et modalités de fonctionnement de l'AMAP ;
- Décret n°95-371/P-RM du 18/10/1995 fixant organisation et modalités de fonctionnement du CESPA ;
- Arrêté n°94-7166/M-CC-MATS du 16 Juin 1994 fixant cahier de charges des services privés de communication audio visuelle.

#### **1.3 Politiques, plans et stratégies**

- Elaboration d'un plan de fréquences nationales ;
- Elaboration de la politique nationale de communication pour le développement en octobre 1993 ;
- Création d'un environnement favorable à l'éclosion de la presse écrite et parlée.

#### **1.4 Participation des groupes principaux aux prises de décisions**

- Conseil Supérieur de la Communication,
- UNAJOM

### **II. SITUATION**

#### **Etat des lieux**

- Création du Comité de contrôle et de gestion des fréquences ;
- Promotion de l'accès universel à l'information et à la communication à travers l'informatisation des services publics et des collectivités décentralisées
- Mise en place des cybercentres et télécentres communautaires polyvalents
- Exploitation de la téléphonie cellulaire

- Publications du journal national et des journaux privés ;
- Libéralisation du secteur des communications avec l'installation de plus de 120 radios libres en plus de la radio nationale
- Différentes organisations des hommes de presse (cf. UNAJOM et autres).

### **III. PROGRAMMES ET PROJETS**

#### **3.1 Programmes majeurs**

- Programme d'installation des radios rurales,
- Programme de recherche de fréquence pour les communes,
- Programme d'extension de la couverture télévisuelle du territoire,
- Programme de connexion des communes sur Internet.

#### **3.2 Projets importants**

- Projet d'extension de couverture du territoire par la TV et la FM.

### **IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

#### **4.1 Renforcement des capacités institutionnelles**

- Création d'un réseau de communicateurs sur l'environnement ;
- Création d'écoles de communication.

#### **4.2 Renforcement des capacités humaines**

- Formation professionnelle des agents création de corps de spécialistes communicateurs en développement.

### **V. INFORMATION**

- La presse écrite et audiovisuelle ;
- Journées nationales sur l'information et la communication ;
- Espaces d'Interpellation Démocratique (EID)
- Sensibilisation à l'utilisation des NTIC.

### **VI. TECHNOLOGIE**

- Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

### **VII. FINANCEMENT**

#### **7.1 Interne**

- Gouvernement,
- Privés,
- ONG,
- Collectivités territoriales décentralisées.

#### **7.2 Externe**

Financement bilatéral et multilatéral

### **VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX**

- Mali/CCIR (Conseil Consultatif International de Radio Communication) ;
- Mali/CCITT (Conseil Consultatif International de Télégraphe et de Téléphone) ;

- Mali/UIT (Union Internationale des Télécommunications) ;
- Mali/URTNA (Union des Radio et Télévision Nationales d'Afrique) ;
- Conventions de Rediffusion des Programmes de RFI, AFRICA N° 1, BBC, MULTI-CANAL, TV KLEDU par l'ORTM.

#### **Analyse de la partie IV: mise en œuvre**

L'objectif global de la mise en œuvre de l'agenda 21 est de contribuer au renforcement des capacités organisationnelle et opérationnelle des différents acteurs en vue de réussir leur développement durable. A ce effet un certain nombre de résultats ont été atteints. Au titre des réformes institutionnelles :

- la création d'institutions chargées de la protection de l'environnement;
- la création de banques de solidarité ;
- la création de syndicats et organisations de producteurs.

Au titre des politiques et stratégies, on peut citer :

- la politique nationale de protection de l'environnement ;
- la politique nationale de communication pour le développement ;
- le Schéma Directeur du Développement Rural ;
- la politique de décentralisation.

Au nombre des difficultés, il faut noter :

- la lourdeur administrative ;
- la faible capacité de mobilisation des ressources financières ;
- insuffisance de coordination et de cohérence dans le financement de l'environnement ;
- l'analphabétisme ;
- le faible niveau de transfert de compétences et de technologies ;
- la faible capacité d'appropriation des compétences transférées par les collectivités

Au regard des difficultés et des contraintes citées ci-dessus , les perspectives d'amélioration se résument comme suit :

- la poursuite du processus de la décentralisation et la diligence du transfert des compétence aux communautés ;
- la promotion de la bonne gouvernance ;
- l'augmentation des taux de scolarisation et d'alphabétisation ;
- la promotion des technologies adaptées et l'amélioration des conditions de leur transfert ;
- le renforcement des capacités des producteurs à se prendre en charge ;
- la coordination et la mise en cohérence des financements destinés à l'environnement ;
- la création et l'alimentation du Fonds National de protection de l'environnement définie dans la politique nationale de l'environnement.

## **CINQUIEME PARTIE**

### **ANALYSE DES QUESTIONS CRITIQUES**

- 1. SYNERGIE ENTRE LES CADRES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE**
- 2. GOUVERNANCE ET DÉCENTRALISATION**
- 3. INTÉGRATION RÉGIONALE ET MONDIALISATION**
- 4. LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS UNE PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**
- 5. POLITIQUE DE COOPÉRATION**
- 6. FINANCEMENT / DETTE**

## I. LA SYNERGIE ENTRE LES CADRES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Depuis 1982, le Mali comme beaucoup d'autres pays de la sous région ouest africaine, est placé sous ajustement structurel qui suppose la libéralisation tous azimuts basée, d'une part, sur le rétablissement des grands équilibres macro-économiques, et, d'autre part, la modification des conditions structurelles de fonctionnement de l'économie.

Les politiques et stratégies sectorielles sont fondées sur les grandes orientations définies dans les documents cadres de politique économique et financière actualisés chaque année avec le FMI et la Banque Mondiale.

La nécessité d'établir et de développer aux plans institutionnel, opérationnel et financier la synergie entre les différents secteurs en vue d'asseoir des bases solides du développement humain durable du Mali a toujours été une des préoccupations fondamentales des autorités maliennes. Elle a été à l'origine de l'élaboration et de l'adoption de plusieurs plans et programmes nationaux de développement socio-économique.

Au cours de la décennie 1992-2001, le pays a connu de profondes mutations en matière de planification stratégique de son développement qui se manifestent à travers la volonté de conduire des efforts communs et coordonnés visant à asseoir un développement humain durable dans lequel il s'est engagé bien avant la Conférence de Rio.

L'économie du Mali étant essentiellement agricole et peu diversifiée, le secteur du développement rural constitue le moteur du développement national et la principale source de la croissance de l'économie du pays.

Fort de ce constat, le Gouvernement a adopté en 1992 le Schéma Directeur du Secteur Développement Rural actualisé en 1999-2000. Ce schéma est articulé autour de six axes stratégiques visant le développement de ce secteur à court et moyen termes :

- le désengagement de l'Etat et la responsabilisation des acteurs du développement rural ;
- la redéfinition du rôle du Ministère chargé du développement rural et de ses structures ;
- le développement durable et la gestion des ressources naturelles ;
- la lutte contre la désertification ;
- la promotion du crédit rural ;
- le développement des filières ;
- et l'appui aux groupes vulnérables cibles.

Le Programme d'Ajustement Structurel du Secteur de l'Agriculture ( PASA ) en cours, qui en est découlé vise une croissance forte et durable de la production agricole diversifiée, capable de soutenir un processus de développement de l'ensemble de l'économie.

Le Programme d'Appui au Secteur Agricole et aux Organisations Paysannes

(PASAOP) fondé sur le Schéma Directeur a été conçu comme un programme sectoriel intégral de développement rural.

En ce qui concerne les ressources en eau, le cadre stratégique de leur gestion a été circonscrit dans un Schéma Directeur adopté par le Gouvernement en 1992.

Membre fondateur de l'Organisation de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), le Mali a signé et ratifié toutes les conventions relatives à la gestion intégrée et durable de l'ensemble des ressources des bassins du Fleuve Sénégal et du Niger.

De la conférence de Rio à 1998, les questions environnementales ont été traitées dans le cadre de la politique nationale de protection de l'environnement. Il faut cependant noter que le pays s'est doté aussi en 1993 d'une Stratégie de l'Energie Domestique (SED). Cette stratégie a deux composantes :

- la composante combustible ligneux qui a pour objectif de minimiser la pression sur le bois énergie par la gestion rationnelles des ressources forestières;
- la composante Energie Domestique qui introduit les énergie de substitution pour minimiser la même pression sur les produits ligneux.

La Politique Nationale de Protection de l'Environnement ( PNPE ) assortie de neuf (9) **Programmes Nationaux d'Action** a été adoptée par le Gouvernement en Août 1998 à l'issue d'un long processus de concertation de l'ensemble des acteurs des niveaux national, régional et local.

Pour pallier aux faiblesses de la communication et de la coordination entre les acteurs de la gestion des questions environnementales, un cadre institutionnel de la gestion des questions environnementales a été mis en place au cours de cette même année 1998.

Après la ratification des Conventions de Rio, le Mali a procédé à l'élaboration d'une **Stratégie Nationale et Plan d'Action en matière de conservation de la diversité biologique et d'un Plan d'Action sur les Changements Climatiques.**

L'élaboration et l'adoption de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (SNLP) en juillet 1998 visaient à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles en se concentrant sur deux problématiques majeures : **la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la gouvernance locale.**

La SNLP assortie d'un programme d'actions prioritaires pour la période 1998-2002 a été largement partagée par les partenaires au développement du Mali lors de la Table Ronde tenue à Genève en septembre 1998.

En dépit de l'existence de la SNLP conçue pour servir de cadre global de développement à moyen et long termes, la situation du pays est demeurée caractérisée par une faible lisibilité des politiques et stratégies de développement en raison principalement de la diversité des approches et de la multiplicité des cadres de planification stratégique.

Pour combler cette lacune, les autorités ont élaborer un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) devant servir de cadre unique de référence et intégrateur de l'ensemble des questions : environnementales, sociales et économiques et par là même des aspects spatiaux et sectoriels.

Fondé sur les principes du développement humain durable, le CSLP constitue le cadre opérationnelle des politiques de développement du pays.

L'Etude Nationale Prospective (ENP) Mali 2025 a été réalisé et s'inscrit dans ce cadre.

## **II. GOUVERNANCE ET DÉCENTRALISATION**

La bonne gouvernance est un facteur essentiel de lutte efficace contre la pauvreté et de la protection de l'environnement.

Depuis 1992, le Mali s'est engagé dans de profondes réformes politiques, institutionnelles et économiques en vue de créer les conditions favorables à un développement durable : En effet, la loi 95-034 de la décentralisation confie aux communes la responsabilité d'élaborer les plans d'occupation et les plans d'aménagement de l'espace communal (art 14) et aux régions celle d'élaborer les schémas d'aménagement du territoire et de développement régional (art131). Le rôle de l'Etat est d'être le garant de la cohérence, de l'unité et de la solidarité nationale.

Ce devenir souhaité par la plus grande majorité des maliennes et maliens est exprimé dans l'Etude Nationale Prospective (ENP) Mali 2025. Les doléances des populations dans les enquêtes qui soutendent cette étude se résument à :

- l'existence d'une organisation politique et institutionnelle garante du développement et de la paix sociale caractérisée par une démocratie consensuelle,
- une décentralisation réussie,
- une administration performante;
- une justice efficace et crédible.

Cette vision future du Mali implique la bonne gouvernance, la transparence dans la gestion des affaires publiques et une lutte efficace contre la corruption et l'impunité qui constituent des facteurs essentiels à la réduction de la pauvreté tout en améliorant l'environnement.

Bien que la décentralisation offre des opportunités à une meilleure utilisation de l'ensemble des ressources du pays, la situation actuelle est marquée par une répartition très inégale des ressources financières (internes et externes) et humaines.

Une des caractéristiques principales de cette répartition est son inadéquation non seulement avec les priorités des populations mais aussi avec celles des différentes échelles spatiales (local, régional, et national).

La Mission d'Aménagement du Territoire, créée en septembre 2000 relève d'une volonté manifeste du gouvernement à répondre à cette préoccupation de répartition spatiale des activités socio-économiques du pays.



Les efforts investis jusqu'ici dans le processus démocratique et la politique de décentralisation ont très peu d'incidences perceptibles sur le quotidien du citoyen en cours et sur la diminution de la pauvreté.

Des instruments d'appui de proximité à la mise en oeuvre de la politique de décentralisation, notamment l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) et les Centres de Conseils Communaux ont été mis en place aux fins de renforcer respectivement les capacités financières et techniques des collectivités.

Les textes législatifs et réglementaires, confèrent aux collectivités territoriales d'importantes responsabilités dans la gestion de l'aménagement, de la conservation et de la sauvegarde de l'équilibre écologique de leur territoire.

Toutefois, le transfert des compétences et des domaines aux communes n'étant pas encore effectif, l'implication des acteurs notamment des élus locaux et la mobilisation des ressources financières demeurent encore très faibles.

### **III. INTÉGRATION RÉGIONALE ET MONDIALISATION**

La politique nationale de développement du Mali attache une attention toute particulière à l'intégration régionale. A cet effet, une institution nationale chargée spécifiquement des questions d'intégration (Délégation à l'Intégration) a été mise en place auprès du Premier Ministre.

La volonté manifeste de réussir l'intégration est perceptible à travers la participation active du Mali à plusieurs organisations sous -régionales et régionales ( le CILSS, l'OMVS, l'UEMOA, la CEDEAO et l'Union Africaine).

Dans le cadre du renforcement de son intégration , le Mali a adopté en même temps que tous les autres pays membres du CILSS la vision de l'avenir du Sahel formulée par l'ensemble des Sahéliennes et Sahéliens dans le cadre du processus Sahel 21.

Cette vision est fondée sur une approche sous-régionale commune des questions de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté. Son application passe par la construction d'un espace sahélien plus soudé, ouvert sur l'Afrique et sur le Monde. Elle implique l'intégration régionale des marchés au sein du Sahel avec l'Afrique de l'Ouest et du Centre capable d'assurer une fonction de régulation face aux contre coups de la mondialisation.

D'une manière générale, l'intégration régionale est perçue comme le meilleur instrument devant permettre aux Etats Africains en général et au Mali en particulier de faire face aux enjeux et défis de la mondialisation.

L'accroissement de l'intégration et de la coopération régionales est primordiale pour promouvoir le développement, la croissance des marchés économiques maliens et renforcer les compétences de négociations avec les autres groupes et organisations multilatérales comme l'organisation mondiale du commerce.

En plus, la croissance de la coopération régionale et sous-régionale est nécessaire pour une gestion intégrée et efficiente des ressources naturelles, particulièrement les ressources partagées (Fleuves, les réserves de faune). Cette intégration favorisant la circulation des personnes et des biens est tributaire de l'amélioration des

infrastructures d'information et de communication et de l'accessibilité à une technologie appropriée.

Bien que la mondialisation peut apporter des bénéfiques avantageuses pour le Mali, il n'en demeure pas moins qu'il pourrait aussi provoquer des conséquences imprévisibles entre les différents pays.

#### **IV. LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS UNE PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

##### **Etat des lieux**

La pauvreté touche aujourd'hui près des deux tiers (63,8 %) de la population totale de 10,4 millions. Près d'un tiers de cette population vit dans l'extrême pauvreté. La profondeur de la pauvreté qui mesure ici les efforts d'investissement à faire pour les localités déshéritées atteignent le niveau du seuil de pauvreté évaluée à 42,3 %.

La population pauvre est, dans une proportion de 88 % implantée en milieu rural et touche beaucoup plus les femmes que les hommes. L'incidence de la pauvreté est de 75,9 % en milieu rural contre 30,1 % en milieu urbain.

Par ailleurs, il faut deux fois plus d'efforts d'investissement dans les secteurs sociaux en milieu rural (45,8 % de profondeur) pour amener les localités pauvres au seuil de pauvreté qu'en milieu urbain où la profondeur de la pauvreté s'établit à 22,3 %. Les pauvres travaillent en grande majorité (environ 90 % cent) dans le secteur primaire .

Le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) s'appui d'une part sur les orientations stratégiques de la vision à long terme de l'évolution de la société malienne sur une génération contenue dans l'Etude Prospective Mali 2025 (ENP) et les axes stratégiques de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Pauvreté (SNLP) adoptée par le gouvernement du Mali en 1998 et d'autre part, sur les objectifs internationaux de développement adoptés par la communauté internationale au cours des années 1990 et les objectifs de développement contenus dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté Intermédiaire (CSLP-I) élaboré en 2000.

L'objectif général est de réduire la pauvreté pour parvenir à une incidence de 47,5 % en 2006. Dans ce cadre, les objectifs macro-économiques du CSLP sont les suivants :

- un taux de croissance de 6,7% par an pour la période 2002 – 2006 avec un taux d'investissement de 22,6%;
- un taux d'inflation inférieur à 3%;
- un déficit courant de la balance des paiements inférieur à 9% du PIB à l'horizon 2006.

##### **Les domaines prioritaires**

Trois grands domaines d'intervention prioritaires sont retenus :

- (ii) **Développer les infrastructures de base et les secteurs productifs :**

Le Mali est un vaste pays continental fortement enclavé et très sous équipée. Dans l'ensemble, les infrastructures et équipements de base pour le développement sont caractérisées par leur insuffisance, leur vétusté et leur mauvais état, ce qui constitue un frein pour le développement économique et social du Mali.

***Les infrastructures de base visées sont :***

- les infrastructures de transport;
- les infrastructures de communication;
- l'aménagement des zones industrielles;
- le développement du secteur énergétique;

***Les secteurs productifs concernés sont :***

- la promotion des filières agricoles porteuses;
- les aménagements hydro agricoles;
- les activités d'appui telles que la recherche, la vulgarisation, le renforcement des capacités, la sensibilisation et l'information, la prévention des risques, la protection des animaux et des végétaux, l'accès au système financier, la valorisation du rôle des femmes et des jeunes;
- le développement industriel;
- le programme artisanal;
- le développement du secteur minier;
- la politique commerciale;
- le secteur monétaire et financier.

**(iii) Développer les ressources humaines et l'accès aux services sociaux de base :**

Les composantes concernées par ce domaine d'intervention sont :

***La composante « santé, nutrition et pollution » se décline en six parties qui consistent à :***

- l'adaptation d'une stratégie d'amélioration des indicateurs de santé;
- au renforcement des stratégies en IEC;
- au renforcement de la lutte contre les maladies infantiles et maternelles, contre le paludisme, contre le VIH Sida et contre les maladies opportunistes et évitables;
- la révision de la politique nationale de population;
- le soutien à la lutte contre la malnutrition; la modification d'allocation et la gestion des ressources humaines et financières.

***La composante « éducation et alphabétisation »***

Globalement, cette composante consiste à mettre en œuvre les principales composantes du PISE qui se résument à :

- l'amélioration de l'accès et de la scolarisation;
- l'amélioration de la qualité de l'éducation;

- la mise en œuvre des mesures transversales (développement d'une politique/genre, l'implication croissante des femmes dans la gestion du système éducatif...);
- la modification de l'allocation et la gestion des ressources humaines et financières;

### ***La composante « emploi et formation professionnelle »***

Cette composante vise :

- la création d'emploi d'une qualité acceptable;
- la promotion des droits au travail;
- le développement de la sécurité sociale;
- l'instauration d'un dialogue social;
- la promotion de l'équité.

### ***La composante « solidarité et protection sociale »***

La résolution des problèmes actuels de la protection sociale sont au nombre de cinq(5) .

Il s'agit de :

- la formulation d'une politique nationale cohérente de protection sociale;
- l'extension et l'amélioration de la qualité de la couverture des soins par une meilleure maîtrise du coût du risque;
- la réduction de la complexité et de la multiplicité des textes et des régimes;
- le renforcement des capacités de gestion des institutions publiques et privées;
- la consolidation de la mutualité.

### ***La composante « cadre de vie »***

Cette composante prend en compte les volets suivants :

- le volet eau potable et assainissement;
- le volet habitat;
- le volet environnement qui comportent les aspects de développement des ressources naturelles, de la lutte contre la désertification et les pollutions et nuisances.

## **(iv) Assurer le développement institutionnel et l'amélioration de la gouvernance et de la participation.**

En vue de réaliser une gouvernance démocratique et améliorer le cadre institutionnel du développement économique futur du Mali, il a été retenu un certain nombre d'axes stratégiques :

- l'amélioration de la performance du secteur public, la consolidation des processus de démocratisation et de décentralisation;
- l'amélioration de la performance et de la crédibilité du service public de la justice;
- la garantie des droits, la paix et la sécurité;
- le renforcement des capacités de la société civile;
- la garantie des conditions d'une plus grande participation des femmes dans la conduite des politiques;
- la lutte efficace contre la corruption.

### **Les contraintes**

Les obstacles à la réduction de la pauvreté sont de plusieurs types : persistance de calamités naturelles, spécificités socioculturelles, enclavement et difficultés d'accès aux services de base.

Dans tous les cas, même si la croissance est forte, elle ne peut profiter aux pauvres sans une action corrective tant pour la répartition de ses fruits que pour le financement de nouvelles actions favorables aux pauvres.

Parmi les autres obstacles à la pauvreté, il y a lieu de retenir le poids de l'endettement, le facteur démographique, la faible capacité de gestion de l'administration et la faible capacité de la société civile.

## **V. POLITIQUE DE COOPÉRATION**

La coopération bilatérale et multilatérale pour l'aide au développement du Mali est caractérisée d'une part par la diversité des approches et programmes et d'autre part, la multiplicité des conditionnalités des différents types et niveaux de coopération.

Globalement le volume de l'Aide Publique au Développement (APD) en faveur du Mali a connu une diminution importante tandis que l'endettement extérieur de plus en plus important entraîne une plus grande dépendance budgétaire. Depuis quelques années les donateurs ont abandonné le niveau du PNB par habitant comme critère principal de l'octroi de l'Aide Publique au Développement au Mali au profit de l'Indicateur de Développement Humain Durable ( IDHD).

Le Mali qui aspire à un développement équilibré de toutes ses régions, basé sur le secteur primaire est très fortement dépendant de l'APD qui représente la première source de financement du développement économique et social du pays. L'appropriation de l'aide par le Mali et l'accroissement de l'efficacité de la coopération et des relations de partenariat constituent une préoccupation majeure.

## **VI. FINANCEMENT ET DETTE**

Dans les pays en développement l'efficacité et la coordination de l'aide publique au développement sont au cœur de la gestion économique. La nécessité d'une bonne gestion de l'aide publique s'impose surtout dans un contexte de diminution sensible des flux de l'aide et de renchérissement de l'encours de la dette. Pour le cas du Mali, le chevauchement des attributions de certaines structures gouvernementales rend

extrêmement difficile toute tentative de coordination et d'arbitrage. Des études sont en cours pour améliorer la situation.

Il est important de noter qu'à l'heure actuelle les partenaires extérieurs négocient principalement leurs programmes au niveau sectoriel plutôt que global, ce qui se traduit par la répartition des efforts d'investissement entre les différents secteurs. Cette répartition n'est pas issue des priorités définies ex ante par les autorités maliennes en collaboration avec les partenaires au développement. Les principaux problèmes de la dette et du financement du développement au Mali peuvent être résumés comme suit :

#### **Les conditionnalités de l'aide**

Les partenaires au développement posent généralement des conditionnalités défavorables :

- les exigences d'achat de matériels et d'équipements en provenance du pays donateur;
- le coût très élevé de l'assistance technique étrangère ;
- l'encours de la dette généralement très élevé ;
- le choix du secteur d'intervention fait par le partenaire sans nécessairement tenir compte des priorités nationales et locales.

#### **Le surendettement**

Le poids de la dette constitue le principal frein au développement, son allègement donnerait une bouffée d'oxygène à l'économie nationale. Il apparaît important que le débat sur la dette puisse avoir lieu lors du Sommet Mondial de Johannesburg de 2002, afin que l'on puisse définir les bases pour un vrai décollage économique de nos pays.

En outre le financement des programmes de développement se caractérise par :

- la disparité des outils et des mécanismes de financement qui entravent l'efficacité de l'aide.

En effet, l'Etat malien ainsi que les partenaires au développement n'ont pas su trouver les meilleures voies possibles pour la poursuite des projets et programmes après le retrait de l'aide extérieure. Il est très important que l'aide au développement soit définie à partir des priorités nationales et locales dans un cadre de concertation généralisée, de transparence et avec des conditionnalités souples.